

Annexe 1

Le Programme de Fès

- (i) des visites parlementaires dans les pays de l'APM en vue de renforcer la compréhension et les partenariats ;
- (ii) l'organisation, à tour de rôle, par les parlements nationaux de l'APM de l'Assemblée des jeunes de l'APM ;
- (iii) l'«Université d'Été», pendant une à deux semaines, qui sera suivie par trois à quatre étudiants originaires de chaque pays de l'APM en vue de s'entretenir avec les parlementaires de l'APM, les universitaires et des personnalités importantes de la société civile et d'échanger leurs points de vue;
- (iv) le prix ou la bourse APM pour les étudiants ayant préparé une recherche universitaire sur un sujet en relation avec le travail de l'APM tel que le dialogue interculturel et interreligieux ;
- (v) des activités éducatives pour les enfants de l'enseignement primaire ;
- (vi) la célébration de la journée de la Méditerranée (visibilité/activités de sensibilisation) en collaboration avec l'ensemble des délégations nationales de l'APM aux fins d'introduire des activités de promotion du dialogue et de la compréhension ;
- (vii) des programmes pour les enseignants sur la compréhension culturelle et le dialogue interreligieux (avec l'objectif de promouvoir la connaissance du fait religieux et l'histoire des religions et éviter l'endoctrinement)
- (viii) la responsabilisation des médias par le biais de l'organisation de rencontres en vue de renforcer la connaissance et la sensibilité de ces acteurs à ces questions ;
- (ix) une réunion du Groupe d'Étude spécial avec des étudiants et des représentants religieux à Rome et à Assise ;
- (x) le lancement d'un concours régional «Dialogue entre les cultures» destiné à promouvoir le dialogue interculturel (littérature, cinéma, artisanat, science, etc.)

Annexe 2

Questionnaire sur les expériences et les politiques nationales des États membres de l'APM en vue de la promotion du dialogue et de la compréhension entre les cultures et les religions

Qui s'est chargé de remplir le présent questionnaire?

Veillez élaborer une vue d'ensemble des principaux groupes ethniques existant dans votre pays et de leurs interrelations.

Qui sont les acteurs les plus influents dans le domaine des relations entre cultures et religions et groupes ethniques?

Veillez décrire le cadre juridique servant d'appui à la promotion de la tolérance et du respect de la diversité religieuse et culturelle.

Veillez décrire les politiques qui règlent, gèrent, influencent ou traitent les mêmes domaines, ainsi que les relations intercommunautaires, interreligieuses et interculturelles en général.

Veillez décrire les événements et tendances influents et leur impact.

Veillez relever et décrire les bonnes pratiques.

En guise de résumé, pouvez-vous présenter brièvement la situation que vous venez de décrire sous forme d'une analyse SWOT ?

Pouvez-vous relever les principaux points faibles de la société de votre pays (de l'administration et de toute la société civile) qui l'empêchent d'améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses, aussi bien internement qu'au niveau international ?

Pouvez-vous relever les principaux points forts de la société de votre pays (de l'administration et de toute la société civile) qui l'aident à améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses, aussi bien internement qu'au niveau international ?

Quels sont les événements, développements, faits, tendances ou événements possibles dans le futur hors de votre pays qui représentent ou pourraient représenter une menace pour la contribution positive de votre pays à l'équilibre entre cultures et religions ?

Quels sont les événements, développements, faits, tendances ou événements possibles dans le futur hors de votre pays qui représentent ou pourraient représenter une opportunité pour la contribution plus positive de votre pays à l'équilibre entre cultures et religions ?

Quelles lignes d'action proposez-vous pour améliorer la situation ?

1^{ère} ligne d'action proposée

2^{ème} ligne d'action proposée etc...

Réponses au Questionnaire

ARYM (Ancienne République yougoslave de Macédoine)

Réponse au Questionnaire sur les expériences et les politiques nationales des États membres de l'APM en vue de la promotion du dialogue et de la compréhension entre les cultures et les religions.

Première partie

1. Qui s'est chargé de remplir le présent questionnaire?

- La partie du Questionnaire indiquant les données réelles non soumises à évaluation politique a été remplie par le Service de la Recherche, Analyse, Bibliothèque et Documentation de l'Assemblée de la République de Macédoine.

2. Veuillez élaborer une vue d'ensemble des principaux groupes ethniques existant dans votre pays et de leurs interrelations.

- Selon le Préambule de la Constitution de la République de Macédoine, la Macédoine est constituée en tant qu'état national du peuple macédonien, garantissant une égalité totale des droits civiques et une cohabitation durable du peuple macédonien avec les Albanais, les Turcs, les Valaques, les Roms et tout autre nationalité résidant en Macédoine.

Selon les résultats du dernier recensement officiel datant de 2002, la population de la République de Macédoine était composée de:

Macédoniens	1297981
Albanais	509083
Turcs	77959
Roms	53879
Valaques	9695

Serbes	35939
Bosniaques	17018
Autres	20993

Selon les données recueillies par la Commission pour les Relations entre les Communautés, la République de Macédoine compte un grand nombre de communautés et de groupes religieux, en plus de l'Église orthodoxe macédonienne, de la Communauté islamique de Macédoine, de l'Église Catholique et de l'Église évangélique méthodiste. Les différents groupes religieux reconnus sont:

- L'Église chrétienne adventiste (l'Église adventiste du septième jour en Macédoine)
- L'Église chrétienne adventiste en Macédoine
- L'Église chrétienne baptiste «Bonne Nouvelle» en Macédoine
- Les Témoins de Jéhovah – Groupe religieux chrétien
- L'Église évangélique congrégationaliste
- La communauté religieuse du Saint Siège et Couronne du Tarikat Islamique en Macédoine
- L'Église néo-apostolique en Macédoine
- Le Centre «Sathya Sai» - Skopje
- L'Église évangélique en Macédoine
- La Communauté religieuse Vaishnava
- La Communauté chrétienne primordiale – «Vie Universelle»
- Le Centre chrétien en Macédoine
- L'Église de Dieu en Macédoine
- Le groupe religieux chrétien «Nouvel Espoir»
- La Communauté religieuse bektachie en Macédoine
- L'Église chrétienne «La Parole d'Espérance»

- L'Église chrétienne «La voix de Dieu»
- L'Église internationale du Christ - Skopje
- L'Église indépendante du Christ
- L'Église chrétienne «La Bonne Nouvelle»
- L'Église biblique unifiée - Centre Biblique

Tous ces groupes éthiques et religieux promeuvent la tolérance, l'acceptation mutuelle et l'amitié, et jouissent tous de libertés et de droits égaux.

3. Qui sont les acteurs les plus influents dans le domaine des relations entre cultures et religions et groupes ethniques?

La Commission pour les Relations entre les Communautés

La Commission traite des questions ayant trait aux relations entre les communautés résidant en Macédoine, et en particulier:

- Elle veille au respect des droits des représentants des communautés non majoritaires résidant en Macédoine, selon les modalités définies par la Constitution et la loi;
- Elle analyse les principaux problèmes surgissant dans le cadre des relations entre les communautés et la mise en œuvre des lois, des règlements et des actes de portée générale dans ce domaine;
- Elle souligne la nécessité d'adopter des lois, des règlements, ainsi que des actes de portée générale au sein de l'Assemblée dans le cadre des relations entre les communautés;
- Elle veille au respect du droit à l'usage de la langue et de l'alphabet des communautés non majoritaires résidant en Macédoine, selon les modalités définies par la Constitution et la loi;
- Elle veille au respect du droit à l'éducation dans la langue des communautés non majoritaires résidant en Macédoine, selon les modalités définies par la Constitution et la loi;
- Elle veille au respect du droit d'exprimer l'identité et les qualités des communautés non majoritaires résidant en Macédoine dans le domaine de la culture, de l'information, de la divulgation, ainsi que dans d'autres domaines, selon les modalités définies par la Constitution et la loi; et à

- La mise en œuvre du principe de représentation adéquate et équitable des citoyens des différentes communautés dans tous les organes des autorités publiques et autres institutions publiques, à tous les niveaux.

La Commission pour les Relations entre les Communautés émet un avis et présente des propositions en vue de la résolution des problèmes qui relèvent de sa compétence auprès de l'Assemblée de la République de Macédoine.

La Commission intervient également en cas de conflit concernant la mise en œuvre de la procédure de vote au sein de l'Assemblée, lors de l'adoption des lois dans les domaines suivants:

- Culture
- Langue
- Éducation
- Documents personnels
- Usage de symboles

Le **Secrétariat pour la mise en œuvre de Convention-cadre** exerce ses fonctions au sein du Gouvernement de la République de Macédoine, tandis que la **Commission pour les Relations interethniques et interreligieuses** est un organe indépendant, chargé de résoudre les problèmes ayant trait au statut juridique des communautés et des groupes religieux, ainsi que les problèmes afférant aux relations entre l'État et les communautés et groupes religieux.

Le **Bureau pour le soutien et la promotion de la culture des membres des communautés résidant en Macédoine** exerce ses fonctions en qualité d'organe du Ministère de la Culture.

4. Veuillez décrire le cadre juridique servant d'appui à la promotion de la tolérance et du respect de la diversité religieuse et culturelle.

En 1991, suite aux changements survenus dans notre pays au niveau du système juridique, politique et économique, et à l'introduction du pluralisme, du système multipartisme de la démocratie parlementaire et de l'économie de marché, les communautés religieuses peuvent jouir d'une totale liberté dans l'exercice de leurs activités en Macédoine.

La Constitution de la République de Macédoine a défini le statut juridique des groupes religieux, garantissant ainsi le droit d'exprimer sa foi librement et publiquement, individuellement ou collectivement. Les communautés et groupes religieux existant en Macédoine sont reconnus par la Constitution et la loi. De plus, les communautés et groupes religieux sont libres de créer des écoles ou autres institutions à caractère social ou charitable, dans le cadre des procédures prévues par la loi.

Le large degré de liberté religieuse se traduit par le fait que le droit à la liberté de religion et à la non-discrimination fondée sur la religion est protégé par la Constitution – comme l'acte juridique le plus important du pays.

Une Loi à part sur les Communautés et Groupes religieux, adoptée en 1997, vise à la mise en œuvre du droit à la liberté de religion par le biais d'accords multilatéraux, définissant plus précisément les droits et les libertés relatifs à l'activité des communautés religieuses et la liberté des croyants, ainsi que les relations entre l'État et les communautés religieuses.

La nouvelle Loi sur les Communautés et Groupes religieux, adoptée le 5 septembre 2007, promeut le respect total des normes juridiques internationales concernant la liberté des croyances religieuses et la non-discrimination fondée sur la religion.

5. Veuillez décrire les politiques qui règlent, gèrent, influencent ou traitent les mêmes domaines, ainsi que les relations intercommunautaires, interreligieuses et interculturelles en général.

Dans son article sur les dispositions relatives aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, la Constitution stipule que les citoyens de la République de Macédoine sont égaux en liberté et en droit, indépendamment de leur sexe, race, couleur de peau, origine nationale et sociale, convictions politiques et croyances religieuses, statut social et patrimonial. La Constitution garantit également la liberté de conviction, de conscience, d'opinion et d'expression publique. De plus, la Constitution garantit la protection de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des différentes communautés. En vue de prévenir toute violation du droit d'exprimer sa foi librement, la Constitution stipule que les libertés et les droits de l'homme et du citoyen peuvent être limités en période de guerre ou d'état d'urgence. La restriction des libertés et des droits ne doit faire l'objet d'aucune discrimination en raison du sexe, de la race, de la couleur de peau, de la langue, de la religion, de l'origine nationale et sociale, du statut social et patrimonial. La restriction des libertés et des droits ne concerne pas le droit à la liberté de conviction, de conscience, d'opinion et de confession de la foi.



CHYPRE

References in the Constitution concerning ethnic or religious minorities *

Pas de traduction disponible en français/Translation into French not available

PART I – General provisions

Article 2

“ For the purposes of this Constitution:

(1) the Greek Community comprises all citizens of the Republic who are of Greek origin and whose mother tongue is Greek or who share the Greek cultural traditions or who are members of the Greek Orthodox Church;

(2) the Turkish Community comprises all citizens of the Republic who are of Turkish origin and whose mother tongue is Turkish or who share the Turkish cultural traditions or who are Moslems;

(3) citizens of the Republic who do not come within the provisions of paragraph (1) or (2) of this Article shall, within three months of the date of the coming into operation of this Constitution, opt to belong to either the Greek or the Turkish Community as individuals, but, if they belong to a religious group, shall so opt as a religious group and upon such option they shall be deemed to be members of such Community;

Provided that any citizen of the Republic who belongs to such a religious group may choose not to abide by the option of such group and by a written and signed declaration submitted within one month of the date of such option to the appropriate officer of the Republic and to the Presidents of the Greek and the Turkish Communal Chambers opt to belong to the Community other than that to which such group shall be deemed to belong;

Provided further that if an option of such religious group is not accepted on the ground that its members are below the requisite number any member of such group may within one month of the date of the refusal of acceptance of such

option opt in the aforesaid manner as an individual to which Community he would like to belong.

For the purposes of this paragraph a " religious group " means a group of persons ordinarily resident in Cyprus professing the same religion and either belonging to the same rite or being subject to the same jurisdiction thereof, the number of whom, on the date of the coming into operation of this Constitution, exceeds one thousand, out of which at least five hundred become on such date citizens of the Republic;

(4) a person who becomes a citizen of the Republic at any time after three months of the date of the coming into operation of this Constitution shall exercise the option provided in paragraph (3) of this Article within three months of the date of his so becoming a citizen;

(5) a Greek or a Turkish citizen of the Republic who comes within the provisions of paragraph (1) or (2) of this Article may cease to belong to the Community of which he is a member and belong to the other Community upon

(a) a written and signed declaration by such citizen to the effect that he desires such change, submitted to the appropriate officer of the Republic and to the Presidents of the Greek and the Turkish Communal Chambers;

(b) the approval of the Communal Chamber of such other Community;

(6) any individual or any religious group deemed to belong to either the Greek or the Turkish Community under the provisions of paragraph (3) of this Article may cease to belong to such Community and be deemed to belong to the other Community upon

(a) a written and signed declaration by such individual or religious group to the effect that such change is desired, submitted to the appropriate officer of the Republic and to the Presidents of the Greek and the Turkish Communal Chambers;

(b) the approval of the Communal Chamber of such other Community;

(7) (a) a married woman shall belong to the Community to which her husband belongs;

(b) a male or female child under the age of twentyone who is not married shall belong to the Community to which his or her father belongs, or, if the father is unknown and he or she has not been adopted, to the Community to which his or her mother belongs. "

Article 109

“ Each religious group which under the provisions of paragraph 3 of Article 2 has opted to belong to one of the Communities shall have the right to be represented, by elected member or members of such group, in the Communal Chamber of the Community to which such group has opted to belong as shall be provided by a relevant communal law. ”

Part II – Fundamental Rights and Liberties

Article 18

- “ 1. Every person has the right to freedom of thought, conscience and religion.
 2. All religions whose doctrines or rites are not secret are free.
 3. All religions are equal before the law. Without prejudice to the competence of the Communal Chambers under this Constitution, no legislative, executive or administrative act of the Republic shall discriminate against any religious institution or religion.
 4. Every person is free and has the right to profess his faith and to manifest his religion or belief, in worship, teaching, practice or observance, either individually or collectively, in private or in public and to change his religion or belief.
 5. The use of physical or moral compulsion for the purpose of making a person change or preventing him from changing his religion is prohibited.
 6. Freedom to manifest one's religion or belief shall be subject only to such limitations as are prescribed by law and are necessary in the interests of the security of the Republic or the constitutional order or the public safety or the public order or the public health or the public morals or for the protection of the rights and liberties guaranteed by this Constitution to any person.
 7. Until a person attains the age of sixteen the decision as to the religion to be professed by him shall be taken by the person having the lawful guardianship of such person.
 8. No person shall be compelled to pay any tax or duty the proceeds of which are specially allocated in whole or in part for the purposes of a religion other than his own.
- ”

Many other articles in the Constitution guarantee for every person the fundamental rights and freedoms such as the right to freedom of speech and expression to peaceful assembly. Also, every person, alone or jointly with others, has the right to acquire, own, possess, enjoy or dispose of any movable or immovable property, the right to practice any profession or to carry on any occupation, trade or business.

Article 28

" 1. All persons are equal before the law, the administration and justice and are entitled to equal protection thereof and treatment thereby.

2. Every person shall enjoy all the rights and liberties provided for in this Constitution without any direct or indirect discrimination against any person on the ground of his community, race, religion, language, sex, political or other convictions, national or social descent, birth, color, wealth, social class, or on any ground whatsoever, unless there is express provision to the contrary in this Constitution. "

Article 29

" 1. Every person has the right individually or jointly with others to address written requests or complaints to any competent public authority and to have them attended to and decided expeditiously; an immediate notice of any such decision taken, duly reasoned, shall be given to the person making the request or complaint and in any event within a period not exceeding thirty days.

2. Where any interested person is aggrieved by any such decision or where no such decision is notified to such person within the period specified in paragraph 1 of this Article, such person may have recourse to a competent court in the matter of such request or complaint. "

Article 31

Every citizen has, subject to the provisions of this Constitution and any electoral law of the Republic or of the relevant Communal Chamber made thereunder, the right to vote in any election held under this Constitution or any such law.

PART III - Representatives of religious groups in the House

The religious groups of the Maronites, Armenians and the Latins were represented in the Greek Communal Chamber by elected Representatives, up until the transfer of the Chamber's legislative functions to the House of Representatives in March 1965. From 1965 to 1970, each of these three Representatives represented their respective group in the House through an extension of their mandate on an annual basis. In 1970 the House enacted the Law on Religious Groups (Representation), which provides for the representation of each religious group in the House by one Representative, who is elected among voters of his/her respective group, according to the provisions of the electoral law. Ever since then, the three Representatives of the religious groups are elected, like Representatives of the House, every five years, they participate in the House Standing Committee on Education, attend plenary meetings of the House and express their views on matters concerning their group without, however, a right to vote. They also enjoy the same rights and privileges (non-liability, immunity, remuneration, tax exemptions) as other Representatives. It has to be underlined that nay member of the three religious groups can also vote and be voted and elected as a Representative in the House, in the framework of the general elections. This applies also t presidential elections.

Other references concerning the religious groups

APPENDIX E

" Statement by Her Majesty's Government

The rights of smaller Religious Groups in Cyprus

In the negotiations leading up to the establishment of the Republic of Cyprus, Her Majesty's Government has been concerned to secure for the minor religious groups in Cyprus (Armenians, Maronites and Latins) the continued enjoyment of the liberties and status which they have had under British rule. The following paragraphs set out the safeguards, which are to this end being provided in the Constitution of the Republic.

1. The Armenians, Maronites and Latins constitute three separate religious groups in the island. A statement by Her Majesty's Government on constitutional safeguards for these groups in accordance with paragraph B (2) (i) of the United Kingdom Declaration made at the London Conference of February, 1959 (Document III of Cmnd. 679) is at Appendix E to this Paper. This statement has been accepted by Archbishop Makarios and Dr. Küтчük.

2. Under the Constitution, members of these groups will, as individuals, be guaranteed human rights and fundamental freedoms comparable to those set out in the European Convention for the protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and the

Protocol thereto. Both as individuals and as groups, they will also enjoy constitutional protection against discrimination.

3. The Constitution will enable the Armenians, the Maronites and the Latins, as groups, to choose to belong to either the GreekCypriot or the TurkishCypriot Community. In the event of option, the members of the group will enjoy the same benefits as the other members of the Community. For example, they will be eligible for the Public Service of the Republic.

4. Any religious group which has opted as a group to belong to one of the two Communities will have the right under the Constitution to be represented in the Communal Chamber of the Community for which it has opted.

5. It will also be possible under the Constitution for any religious group, in common with other bodies, to have recourse as a group to the Supreme Constitutional Court to complain of any breach of the Constitution or abuse of power directly affecting the group as a body.

6. Finally, the Constitution will provide for members of the smaller religious groups to enjoy no less extensive rights in respect of religious matters than they enjoyed in law before the Constitution came into force and matters of personal status will be under the jurisdiction of the religious groups themselves. In respect of education and cultural matters, the President-elect and the Vice President elect have given an assurance that the smaller religious groups need have no fear that they will be at a disadvantage in future in the allocation of public funds."

International Relations Service.

April 2009

DK/YC

***Note:** Texts in italics are explanatory comments by the House of Representatives International Relations Service. The rest are excerpts from the Constitution of the Republic of Cyprus.

PARLEMENT DE CROATIE – SABOR

S'appuyant sur les principes fondamentaux de la Charte des Nations unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en particulier ceux traitant de la liberté d'opinion, de conscience, de foi et de conviction, la République de Croatie considère la liberté, l'égalité générale, ethnique et de genre, les engagements visant à maintenir la paix, la justice sociale, le respect des droits de l'homme, l'inviolabilité de la propriété, la protection de la nature et de l'environnement, l'État de droit et un système démocratique multipartite comme les principales valeurs défendues par son texte constitutionnel (article 3 de la Constitution de la Croatie).

La République de Croatie accorde une importance particulière à la promotion de la compréhension, de la tolérance et du respect mutuel à travers l'appréciation de toutes les différences, y compris celles de nature religieuse, ethnique, culturelle et linguistique. C'est pourquoi la Constitution de la République de Croatie garantit la liberté de conscience et de religion, ainsi que la libre profession publique de quelque conviction religieuse ou autre (article 40). De même, l'article 41 de la Constitution stipule que toutes les communautés religieuses sont égales devant la loi et séparées de l'État. Les communautés religieuses peuvent célébrer leurs offices religieux, fonder des écoles, des facultés pédagogiques et d'autres institutions ainsi que des organisations sociales et de charité, et les gérer en accord avec la loi. Dans le cadre de leurs activités, elles bénéficient de la protection et du soutien de l'État.

Afin de renforcer le dialogue interreligieux et compte tenu du rôle extrêmement important que jouent les communautés religieuses au sein de la société et de la famille, le Gouvernement croate a créé, le 2 juillet 1993, la Commission pour les relations avec les communautés religieuses. L'une des fonctions de la Commission est de régler les relations entre les communautés religieuses et l'État et d'entamer l'élaboration de la législation nécessaire.

Avant l'adoption de la Loi sur le statut légal des communautés religieuses de 2002, la législation de référence était la Loi sur le statut légal des communautés religieuses de 1978. Cette loi stipulait que les communautés religieuses pouvaient réaliser librement leurs tâches et offices religieux, qu'elles jouissaient de droits égaux et du même statut légal, et qu'aucun individu ne pouvait être limité dans l'exercice d'un droit quelconque lui étant attribué par la Constitution ou d'autres textes législatifs. De même, il était possible de célébrer des offices religieux dans les hôpitaux, et des garanties étaient également fournies relativement à d'autres droits, y compris la distribution de la presse religieuse, le choix d'une éducation religieuse, la fondation d'écoles, etc. Les communautés religieuses - dans ce cas leurs organisations particulières - bénéficiaient du statut de personnes de droit civil, ce qui signifie que toutes les communautés religieuses - même les plus petites - pouvaient exercer leurs droits à l'abri de la Constitution et d'autres textes législatifs.

Dès 1999, la Loi sur l'accomplissement des peines de prison stipule que tous les prisonniers ont le droit de professer leur foi, de parler à leurs représentants religieux et de recevoir une alimentation appropriée, en accord avec les préceptes de leur foi.

De même, la Loi sur les soins de santé établit que toute personne bénéficiant de soins de santé a le droit à une alimentation conforme à sa vision du monde durant son séjour dans quelque institution de

santé, de réaliser des pratiques religieuses dans une salle prévue à cet effet et, en cas de décès, d'être traitée conformément aux pratiques religieuses et autres visant à rendre hommage aux défunts.

Le Ministère de la Défense a élaboré un questionnaire et fourni des instructions afin de garantir que tous les croyants membres des forces armées puissent exercer leur droit constitutionnel de professer leur foi, y compris par le contact avec un représentant autorisé de leur communauté religieuse, même dans les cas où la communauté religieuse en question n'a pas conclu d'Accord sur des questions d'intérêt commun avec le Gouvernement croate.

La République de Croatie a en premier lieu réglementé ses relations avec l'Église catholique romaine, qui compte le plus de fidèles au sein de la population du pays (les catholiques romains représentent 87,97% de la population totale de la Croatie). Hormis l'Église catholique romaine, avec laquelle il a conclu un accord international, le Gouvernement de la République de Croatie a signé des accords s'appliquant à un nombre total de dix-sept églises et communautés religieuses. Les églises et communautés religieuses ayant signé un accord avec la République de Croatie ou le Gouvernement croate bénéficient d'un soutien financier annuel, ce qui n'est pas le cas des autres communautés religieuses.

Bien qu'elles ne reçoivent pas de soutien financier, les églises et communautés religieuses n'ayant pas signé d'accord avec le Gouvernement croate ne sont pas autorisées à organiser des initiatives d'éducation et d'enseignement religieux dans des institutions préscolaires ainsi que dans des écoles primaires ou secondaires. Leurs mariages religieux n'ont pas les effets légaux inhérents au mariage civil. Cette question n'est pas réglementée par la Loi sur le statut légal des communautés religieuses, mais par la Loi relative à la famille (telle qu'elle a été publiée au Journal officiel de la Croatie, le *Narodne novine*, n°. 116/03).

Il est important de souligner qu'à travers les efforts de ses organes et, en particulier, de la Commission des droits de l'homme et des minorités nationales, le Parlement croate, en tant qu'autorité législative suprême du pays, considère toutes les propositions législatives du point de vue, notamment, de leur effort relativement à la prévention de toute forme de discrimination, surtout celle basée sur des différences religieuses, ethniques, de genre, culturelles et autres. La Commission susmentionnée se compose de députés représentant les minorités nationales de la République de Croatie et – en tant que membres externes – d'un représentant de la communauté religieuse prédominante (l'Église catholique romaine) et d'un représentant de toutes les autres communautés religieuses, ainsi que de deux représentants d'organisations consacrées aux droits de l'homme et de deux représentants de groupes pour l'intérêt des femmes et des jeunes, assurant ainsi la participation de toutes les parties importantes au travail de la Commission et, par extension, du Parlement.

En outre, afin de renforcer le dialogue parlementaire entre civilisations et cultures, la Commission de coopération interparlementaire du Parlement a créé en tout 61 groupes d'amitié interparlementaires qui depuis beaucoup d'années travaillent avec succès au développement de l'échange d'expériences dans de nombreux domaines et à la promotion de la coopération interparlementaire.

France

Réponse de l'Assemblée nationale française au questionnaire sur le dialogue interreligieux.

S'agissant du cadre juridique qui régit les religions en France (question n°1), le texte fondamental, point de départ historique de ce qu'on appelle la « laïcité à la française », est la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat. Cette loi pose deux principes très importants et très clairs. Son article premier dispose : « *La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public* ». L'article 2, quant à lui, prévoit que « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* ».

De ce fait, les initiatives prises en matière de dialogue interreligieux (question n°2) ne peuvent être que privées, même si elles ont l'appui des pouvoirs publics. Quant aux problèmes qui restent à résoudre (question n°3), ils concernent essentiellement les conditions d'exercice du culte musulman en France. En effet, l'islam est la deuxième religion de France par le nombre de ses adeptes (environ 5.000.000 de personnes) mais il pâtit d'une implantation sensiblement plus faible que celle des autres grandes religions historiquement pratiquées en France, laquelle est simplement le reflet du caractère récent des vagues d'immigration qui ont conduit des populations musulmanes à s'installer dans notre pays. Le nombre de mosquées est donc insuffisant par rapport à celui des fidèles du culte musulman et elles ne bénéficient généralement pas de la même « visibilité architecturale » que les lieux de culte des religions dont la pratique est bien plus ancienne. Il y a donc eu débat sur le fait de savoir s'il convenait de pratiquer une forme de « discrimination positive » à l'égard de l'islam en mobilisant des financements publics pour faciliter la construction de mosquées. Cependant, cette proposition, contraire aux principes mêmes de la loi de 1905, n'a pas fait l'objet d'un consensus suffisant pour être mise en œuvre. En revanche, une *Fondation pour les œuvres de l'islam en France* a été instituée en 2005 et effectivement installée en octobre 2008 pour recevoir de manière transparente des dons privés (provenant notamment d'Etats étrangers) destinés à la construction de mosquées. Par ailleurs, la création en 2003 du Conseil français du culte musulman avait déjà permis de donner une représentation institutionnelle à l'Islam en France.

On trouvera ci-après un certain nombre de documents qui se rapportent à chacune des trois questions posées.

1- Cadre légal de l'exercice des cultes en France

Historique complet de la question :

<http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/eglise-etat/chronologie.asp>

Texte à jour de la loi de 1905 :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006070169&dateTexte=20090305>

Situation particulière de l'Islam :

http://www.botschaft-frankreich.de/IMG/culte_musulman.pdf

Conseil français du culte musulman :

<http://www.portail-religion.com/FR/dossier/islam/pratique/institutions/CFCM/index.php>

Allocution du ministre de l'Intérieur, chargé des cultes, à la Grande Mosquée de Paris :

http://www.interieur.gouv.fr/misill/sections/a_1_interieur/le_ministre/interventions/iftar-grande-mosquee-paris/view

2- Expérience positive en matière de dialogue interreligieux (en France et à l'international)

Congrès mondial des imams et des rabbins pour la paix : <http://www.imamsrabbis.org/>

Groupe de recherches islamo-chrétien : <http://www.gric.asso.fr/spip.php?rubrique20>

Forum catholico-musulman : http://www.ochres.org/offres/gestion/menu_83_perso_83_7045/declaration-finale-conjointe-du-1er-seminaire-catholique-et-musulman.html

3- Problèmes restant à résoudre

Rapport officiel qui fait le point sur les questions aujourd'hui en débat : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000727/index.shtml>

Point de vue sur les rapports problématiques entre religions et laïcité en Europe : <http://assr.revues.org/index2388.html>

Réplique partielle au précédent : <http://assr.revues.org/index1512.html>

Fondation pour les oeuvres de l'Islam en France : http://www.portail-religion.com/FR/dossier/islam/pratique/institutions/Fondation_oeuvres_islam_France/index.php

Fondation et financements parallèles : http://www.lexpress.fr/actualite/societe/l-islam-de-france-n-a-qu-une-seule-fondation_470705.html



ΒΟΥΛΗ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

PARLEMENT HELLÉNIQUE

ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΔΙΕΘΝΩΝ ΣΧΕΣΕΩΝ
DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES

Traduction
Original : EN

**RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE SUR LES EXPÉRIENCES ET LES POLITIQUES NATIONALES DES ÉTATS
MEMBRES DE L'APM EN VUE DE LA PROMOTION DU DIALOGUE ET DE LA COMPRÉHENSION ENTRE LES
CULTURES ET LES RELIGIONS**

Qui s'est chargé de remplir le présent questionnaire?

Grèce :

- a) le Parlement hellénique,
- b) le Ministère des Affaires étrangères,
- c) le Ministère de la Culture,
- d) le Ministère de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses,
- e) le Ministère de l'Intérieur.

Veillez élaborer une vue d'ensemble des principaux groupes ethniques existant dans votre pays et de leurs interrelations.

En vertu du Traité de Lausanne de 1923, la minorité musulmane de Thrace (d'origine turque, pomaque et rom) est la seule minorité reconnue en Grèce. L'État grec assume des obligations émanant des articles de référence du Traité.

Qui sont les acteurs les plus influents dans le domaine des relations entre cultures et groupes religieux et ethniques?

L'État, l'éducation formelle et non formelle, y compris l'éducation familiale, la société civile et les organismes culturels sont les principaux acteurs d'influence en ce qui concerne les relations entre les cultures et les groupes religieux et ethniques. L'État présente un cadre juridique qui promeut la tolérance et le respect envers la diversité religieuse et culturelle. L'éducation formelle et non formelle, y compris l'éducation familiale, joue un rôle très important auprès de la génération plus jeune, dans le sens où elle transmet les valeurs de la compréhension mutuelle et de la coopération. Les acteurs de la société civile contribuent à la sensibilisation en

ce qui concerne le traitement égalitaire de groupes ayant des caractéristiques culturelles différentes.

Les initiatives prises par la Direction du patrimoine culturel moderne du Ministère de la Culture de Grèce comprennent les mesures suivantes :

- cataloguer, préserver et promouvoir tous les éléments de culture traditionnelle,
- mettre en œuvre la politique du Ministère de la Culture concernant les Musées du patrimoine culturel moderne,
- mettre en place des politiques (importantes dans le cadre du patrimoine culturel) liées à l'intégration sociale d'individus ayant des traditions culturelles et religieuses différentes (p. ex. les Gitans, etc) ainsi que des immigrés, des réfugiés, des personnes ayant des besoins spéciaux et d'autres groupes minoritaires (p. ex. les personnes participant à des programmes de réhabilitation des toxicomanes organisés par des groupes de soutien communautaire).

La Section des affaires interculturelles de la Direction du patrimoine culturel moderne a en particulier été déclarée responsable d'une série de fonctions détaillées qu'elle devra remplir de son mieux. **Premièrement**, procéder au relevé, à l'enregistrement et à la documentation des caractéristiques culturelles de tous les groupes susmentionnés qui vivent en Grèce et réaliser des programmes de recherche de nature interculturelle. **Deuxièmement**, appuyer des programmes visant à faciliter l'intégration sociale de ces groupes dans la société grecque. **Troisièmement**, réaliser et soutenir des projets de publication. Elle doit également organiser et appuyer des événements culturels et des expositions. Finalement, elle est chargée d'utiliser tous les moyens disponibles pour présenter au public les caractéristiques culturelles des groupes cités. Ces fonctions peuvent être remplies en collaboration avec d'autres organisations culturelles et scientifiques (Décret présidentiel n°. 191/2003 «Règlement du Ministère de la Culture», article 14-3).

L'ordre juridique grec ne tient pas compte des convictions religieuses dans le cadre des relations entre les citoyens et l'État ou entre d'autres acteurs du domaine légal. Tous les Grecs sont égaux devant la loi (article 4-1 de la Constitution), indépendamment de leur croyance religieuse. L'article 3 de la Constitution fait référence aux relations entre l'Église et l'État et reconnaît le rôle «dominant» de l'Église orthodoxe orientale dans le pays. Il s'agit cependant d'un simple résultat statistique qui n'affecte pas les autres groupes religieux actifs en Grèce. Ainsi, les principaux acteurs du domaine juridique en Grèce en ce qui concerne les relations interculturelles et interreligieuses sont le Parlement, les partis politiques, l'Administration, les institutions académiques, les groupes et organisations religieux, les ONG, parmi d'autres.

Numériquement, le groupe religieux le plus représenté en Grèce est l'Église orthodoxe grecque, suivie de la minorité musulmane de Thrace, de l'Église catholique romaine de Grèce, de la communauté israélite et d'autres groupes plus restreints, surtout préchalcédoniens et protestants. Au cours des dernières années, l'immigration a fait croître de façon significative la présence musulmane. Ces musulmans sont originaires de pays d'Asie et d'Afrique et se sont installés avant tout dans les grands centres urbains. Finalement, de nombreux citoyens grecs qui faisaient partie de l'Église orthodoxe (environ 15% du nombre total) sympathisent avec des partis prônant des valeurs non religieuses.

L'affiliation religieuse ne figure pas - et n'a d'ailleurs jamais figuré - dans les recensements effectués en Grèce (le premier recensement grec remonte à 1828). Pour cette raison, tous les chiffres présentés ci-dessous doivent être considérés comme de simples estimations.

Église orthodoxe grecque – *Dirigée par Son Éminence Hieronymos, archevêque d'Athènes et de toute la Grèce.*

Comme il a été dit plus haut, l'article 3 de la Constitution de la Grèce fait référence au résultat statistique selon lequel l'Église orthodoxe orientale joue un rôle prédominant au sein de la nation grecque. On estime en général que 98% de la population pratique le christianisme orthodoxe ou descend de familles orthodoxes (voir plus haut pour ce qui concerne les athées ou agnostiques). La pratique religieuse a cependant baissé fortement au cours des années, comme partout en Europe de l'Ouest.

En tout cas, comme le christianisme orthodoxe se maintient comme la religion largement majoritaire en Grèce par opposition à d'autres fois et qu'il se glorifie, en tant que principale Église de Grèce, d'un très riche passé historique, il jouit d'un prestige considérable aussi bien auprès des élites qu'auprès des strates populaires plus larges.

Des dissidents, appelés les anciens calendaristes et suivant rigoureusement les pratiques orthodoxes grecques spécifiques, se sont distanciés du cadre juridictionnel de l'Église de Grèce et ont formé un ensemble de communautés indépendantes et mutuellement exclusives, surtout dans la région d'Athènes. Leur nombre exact n'est pas connu, étant donné qu'ils ont tendance à se mouvoir aussi bien à l'intérieur que hors de l'influence de l'Église officielle et qu'ils préservent les rituels et croyances de l'Église de Grèce.

La minorité musulmane de Thrace – *Dirigée par Leurs Éminences M. Mehmet Emin Sinikoglou, mufti de Xanthi, M. Metso Tzemali, mufti de Komotini, et M. Mehmet Serif Damadoglou, locum tenens de Didymoteichon.*

Groupes musulmans immigrés récemment – *Plusieurs chefs de prière :*

Jusqu'à un passé très récent, l'islam était surtout associé à la minorité religieuse correspondante en Thrace. Les groupes musulmans hors de cette région se sont cependant multipliés depuis et ne se composent pas uniquement d'immigrés illégaux. Un groupe de travail multiministériel a lancé, en 2008, une initiative visant à faire un relevé de leur présence sur le territoire national. Une fois conclu, ce programme devrait aider l'Administration à construire une relation stable et ouverte avec les communautés musulmanes en Grèce et à répondre de façon adéquate aux besoins de leurs membres.

Afin de satisfaire les nécessités de la population musulmane de la région d'Athènes, une mosquée et un cimetière se trouvent en construction (à l'opposé de la plupart des capitales européennes, Athènes a décidé de construire la mosquée dans un des principaux quartiers du centre-ville). Compte tenu de leur taille, ces projets avanceront cependant à une vitesse comparable à celle d'autres grands projets publics.

L'Église catholique romaine en Grèce – *Chef du synode : M. Frangiskos Papamanolis, évêque de Syros, Thera et Crète. Archevêque d'Athènes : M. Nicholas Foskolos.*

Il n'existe pas d'information précise concernant le nombre exact de catholiques en Grèce. À plusieurs reprises, l'Église catholique a estimé que le nombre de citoyens grecs de foi catholique se situe entre 13 000 et 50 000, le premier résultat étant indiqué plus fréquemment. La majorité vit dans les agglomérations urbaines, les îles des Cyclades et du Dodécanèse, certaines îles ioniennes etc. Toutes ces paroisses s'organisent autour de leurs propres églises et disposent souvent d'autres infrastructures (écoles, cimetières, centres culturels, etc.). Ces dernières années, le nombre d'étrangers catholiques résidant ou travaillant en Grèce a dépassé de loin les chiffres de la communauté autochtone. Hormis un nombre considérable de Philippins actifs dans le secteur tertiaire, la plupart sont des citoyens de l'UE travaillant pour les représentations locales d'entreprises internationales. Il faut aussi tenir compte des retraités, vivant principalement sur les îles, et des époux étrangers de citoyens grecs.

La communauté israélite – *Président du Conseil central israélite : M. Moses Constantinis. Grand rabbin d'Athènes : Son Excellence M. Jacob Arar.*

Selon le Conseil central israélite, environ 5000 juifs vivent actuellement dans huit communautés en Grèce. Les communautés juives sont présentes en Grèce depuis l'âge hellénistique. Leurs membres, connus sous le nom de juifs romaniotes, se sont totalement intégrés dans le tissu social de la Grèce, au point de ne pas avoir été détectés lors de la dévastation nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale. Un groupe plus important est arrivé en Grèce aux XIV^e et XV^e siècles, fuyant les persécutions en Espagne, et s'est établi surtout à Thessalonique, qui fut, du XVI^e au XVIII^e siècle, l'une des plus grandes villes du monde méditerranéen et un centre de culture juive et d'enseignement rabbinique. Malheureusement, une présence aussi marquante devait inévitablement, entre 1941 et 1944, attirer l'attention de l'occupant nazi, qui s'est efforcé de l'anéantir.

Confessions préchalcédoniennes :

Ces Églises chrétiennes orientales se sont séparées de l'Église jusque-là unie entre le IV^e et le VII^e siècle et se sont établies avant tout en Arménie et dans la région du Croissant fertile. Elles sont représentées en Grèce par une communauté importante de citoyens grecs de descendance arménienne (Évêque d'Athènes de l'Église orthodoxe arménienne : Son Éminence M. Horen Togramadjian) et par des chrétiens immigrés récemment de Syrie, d'Égypte, d'Iraq et d'Iran.

Confessions protestantes :

Il est impossible de vérifier la taille de la communauté protestante et d'autres groupes chrétiens. Le total basé sur les chiffres fournis par les différentes confessions varie considérablement, allant de 25 000 à 55 000. Le premier résultat est cependant le plus crédible. Les protestants sont présents en Grèce depuis la moitié du XIX^e siècle, d'abord à travers l'Église évangélique, toujours active aujourd'hui. La communauté protestante comporte des citoyens grecs et étrangers, en particulier venus d'Europe et de l'Amérique du Nord et travaillant dans les représentations locales d'entreprises internationales, des retraités, etc., comme c'est le cas pour les catholiques étrangers dans le pays.

Le statut légal de ces groupes a évolué en même temps que la législation grecque. Le moment décisif a été l'adoption de la Constitution de 1975 et notamment de l'article 13 et, en 1979, l'adhésion de la Grèce à la Communauté européenne, qui lui a permis de réorganiser une grande partie de sa structure juridique grâce à l'adaptation aux *acquis* européens. Des groupes qui s'étaient heurtés à des difficultés jusqu'au début des années 1970, notamment les témoins de Jéhovah, qui s'attiraient normalement des problèmes par leur refus de faire le service militaire (ce qui constitue un acte de

désobéissance civile très mal vu dans un pays qui, jusqu'il y a peu, faisait face à des menaces extérieures), ont pu normaliser totalement leur situation avant la fin des années 1990.

Religions non monothéistes :

Ces présences sont dues principalement à une immigration très récente (début des années 2000) de Chine, d'Indochine et du subcontinent indien. Constituées d'hindous, de sikhs, de bouddhistes et d'autres, elles sont encore l'objet d'un effort de classification de la part d'un groupe de travail multiministériel.

Le cadre juridique, tel qu'il a été établi par la Constitution et les lois de l'État grec, est normalement le principal régulateur des relations interculturelles et interreligieuses. Au niveau du Ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses et tenant compte de la contribution de l'éducation à la question de la compréhension interculturelle, un ensemble de mesures, d'actions et de programmes a été créé. L'objectif est entre autres d'intégrer les élèves immigrés dans le système d'enseignement régulier grâce à des mesures spécifiques. Des décrets présidentiels et des circulaires contribuent à faciliter l'inscription d'élèves immigrés dans toutes les écoles publiques de Grèce, même, sous certaines conditions, dans les cas où les documents nécessaires ne sont pas disponibles. L'intégration aisée de ces enfants est renforcée par des écoles privées («frontistiria»), des classes d'intégration et, bien sûr, par 25 écoles d'éducation interculturelle. Des programmes ciblés sont proposés afin de faciliter l'intégration des enfants de rapatriés et d'immigrés dans l'enseignement primaire et secondaire, de même que des cours de formation pour le personnel enseignant et des programmes pour l'éducation d'enfants gitans visant à faciliter leur intégration dans le système d'enseignement «régulier» (indulgence dans les cas où les documents nécessaires ne sont pas disponibles, cartes d'étudiants, classes préparatoires, écoles d'intervention, accompagnement personnalisé dans les écoles, formations pour la participation créative des étudiants, élaboration de matériel d'enseignement etc.).

En particulier par rapport au soutien social et éducatif destiné à la minorité religieuse musulmane en Thrace, des mesures administratives sont proposées, comme par exemple l'exemption de l'obligation d'obtenir au moins la note minimale d'admission (10) lors des examens d'entrée à l'université. De même, le pourcentage spécial de 0,5% pour l'admission à l'enseignement supérieur est encore applicable dans ce cas. Ce pourcentage inclut désormais également des élèves ayant obtenu leur diplôme dans des écoles techniques et professionnelles. La Fondation des bourses de l'État a créé un programme spécial de bourses pour les étudiants musulmans en Thrace. Depuis l'année scolaire 2006-2007 et dans le cadre d'un projet-pilote, la langue turque peut être choisie comme deuxième langue étrangère dans les écoles secondaires publiques de Thrace. Il est aussi important de mentionner qu'en Thrace il existe 194 écoles primaires minoritaires, deux écoles secondaires minoritaires à Xanthi et Komotini, ainsi que deux écoles secondaires religieuses à Komonti et Echinis, dans la commune de Myki/Xanthi.

Au niveau social, la Grèce vit en principe un climat de coexistence pacifique de groupes sociaux de différentes origines religieuses et sociales. En ce qui concerne les pratiques sociales, et compte tenu de la tradition démocratique et de l'ouverture culturelle de la société grecque, la diversité multiculturelle (renforcée récemment par d'intenses et constants flux migratoires) est activement appuyée par un ensemble de mesures et d'actions ciblées qui créent des infrastructures (scolaires, professionnelles et sociales) d'intégration durable destinées aux groupes sociaux d'une origine nationale et religieuse différente. La société civile facilite activement cette intégration, ce qui est démontré régulièrement par des pratiques quotidiennes et l'absence de phénomènes xénophobes organisés.

Veillez décrire le cadre juridique servant d'appui à la promotion de la tolérance et du respect de la diversité religieuse et culturelle.

La pensée juridique de la Grèce moderne considère la notion de tolérance religieuse comme obsolète. L'article 13 de la Constitution et la pratique juridique en général promeuvent par contre la liberté religieuse.

La liberté religieuse est garantie par l'article 13 de la Constitution de la Grèce, qui invite l'État à adopter une attitude proactive relativement à la défense des libertés religieuses. La défense des libertés religieuses en Grèce dispose d'une base juridique composée d'une pratique constitutionnelle cohérente maintenue depuis 1822, d'autres législations importantes promulguées par le Parlement, ainsi que d'un ensemble considérable de juridiction de la Cour suprême daté de 1828 à nos jours.

La législation spécialisée concernant la lutte contre la discrimination religieuse ou autre est assez vaste. Hormis l'article 13 de la Constitution, elle comprend:

- la Loi n°. 927/1979, relative à la discrimination religieuse, raciale et autre ;
- le Code de procédure pénale, tel qu'il a été modifié en 1984, qui définit spécifiquement la «discrimination religieuse» comme un acte criminel dans tous ses articles concernant la discrimination;
- la Loi n°. 3304/2005, qui s'intègre également dans la législation de lutte contre la discrimination et qui, malgré ses orientations liées principalement aux relations de travail, a également été citée dans la jurisprudence de la Cour suprême relativement à la discrimination en général ;
- la Résolution n°. 2285/2001 du Conseil d'État, qui abolit la mention de la religion sur les cartes d'identité et comporte également des indications concernant des procédures administratives ou pénales.

De nombreux autres statuts contiennent aussi des dispositions de lutte contre la discrimination.

Il est avant tout important de rappeler que l'ordre juridique de la Grèce, tel qu'il existe aujourd'hui, est des plus anciens d'Europe (il remonte à 1822) et est pour cette raison contemporain des ordres juridiques de la Belgique ou des Pays-Bas, par exemple, et antérieur entre autres aux ordres de l'Italie, de l'Allemagne ou même à de nombreuses modifications de la Constitution des États-Unis. La Cour suprême de Grèce fonctionne sans interruption depuis 1828 et la Grèce est un État pleinement constitutionnel depuis 1843. Comme il est attendu d'un tel environnement juridique, la Grèce a produit au fil des années un ensemble cohérent de jurisprudence concernant les principales questions sociales. La nécessité d'élaborer, à partir de zéro, une législation ad hoc relative à cette question – et à d'autres – n'est pas aussi marquée en Grèce que dans les États constitués, principalement en Europe de l'Est et dans les Balkans, depuis 1989. En effet, les procédures législatives et judiciaires plus communes, connues des autres pays occidentaux, s'appliquent également ici.

Les membres de la minorité musulmane bénéficient de programmes et de projets nationaux cofinancés par l'UE et destinés à des groupes sociaux vulnérables. Ils sont en particulier liés à l'égalité des genres, à la lutte contre le racisme et la xénophobie, à la promotion de la tolérance, à l'égalité des chances, à l'accès à l'emploi et au dialogue interculturel.

En outre, le Ministre de l'Intérieur a constitué une Commission nationale pour l'intégration des migrants, dans le cadre d'un dialogue avec la société civile et de l'élaboration de politiques promouvant l'intégration des migrants dans tous les domaines. La Commission a notamment pour fonction d'établir des formes de dialogue entre l'administration publique et les différentes communautés culturelles qui vivent en Grèce.

Nous soulignons l'encadrement juridique suivant: la Loi d'urgence n°. 1363/38, qui établit les libertés religieuses, la Loi n°. 1920/91, concernant les fonctionnaires religieux musulmans, et la Loi n°. 3536/07, sur l'occupation de prédicateurs et d'enseignants du Saint Coran dans les trois bureaux de mufti en Thrace.

Dans le cadre des politiques liées à l'enseignement (de la compétence du Ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses), les conditions nécessaires à la tolérance et au respect de la diversité sont assurées d'abord à travers le cadre juridique visant l'enseignement interculturel (Loi n°. 2413/96), concernant les jeunes ayant des besoins académiques, sociaux, culturels ou éducatifs spéciaux, et ensuite à travers la diffusion de la valeur du respect envers la diversité dans tout l'environnement éducatif, grâce à des programmes d'études approfondis et des actions ou programmes spécifiques.

En particulier dans le cadre de l'approche transdisciplinaire des programmes d'étude analytique, l'Institut pédagogique (IP) assure l'utilisation créative de la diversité des langues et cultures grâce à la diffusion des valeurs importantes au sein des programmes d'études. L'IP organise des formations destinées au personnel enseignant relativement à la résolution de problèmes dans la salle de classe. Ces formations renforcent l'acceptation de la diversité, améliorent la gestion de la diversité multiculturelle et servent en même temps de soutien aux étudiants ayant une identité culturelle différente. De plus, dans le cadre des initiatives du Secrétariat général pour l'apprentissage au long de la vie, il existe un réseau de coopération d'aide aux jeunes qui intervient de façon positive, en particulier dans le cas d'étudiants confrontés à des problèmes d'intégration dus à leur origine et à leur identité culturelle. Les centres de formation pour adultes proposent des programmes de formation et d'aide aux enfants des Gitans et des immigrés. Une attention particulière est portée à l'éducation des enfants musulmans. Entre autres initiatives, les Associations de professeurs et de parents d'élèves organisent, depuis octobre 2006 et en collaboration avec les centres de formation pour adultes, un programme consacré au soutien scolaire et d'orientation pour les familles des élèves gitans, musulmans, expatriés et immigrés.

Veuillez décrire les politiques qui règlent, gèrent, influencent ou traitent les mêmes domaines, ainsi que les relations intercommunautaires, interreligieuses et interculturelles en général.

La Grèce met en œuvre des politiques qui encouragent le dialogue interculturel, aussi bien au niveau national que régional et local, avec consultation de toutes les autorités compétentes. Dans le domaine de la culture, la Direction du Ministère de la Culture chargée des affaires européennes a défini pour l'Année européenne du dialogue interculturel 2008 une stratégie comportant toutes les orientations et l'encadrement nécessaires à une action coordonnée

entre tous les organes qui traitent cette question. Le Ministère de la Culture a lancé plusieurs initiatives concernant des programmes d'éducation pour les enfants roms et facilite leur accès aux biens culturels.

En outre, le Ministère de l'Intérieur de Grèce promeut la notion de dialogue interculturel comme un aspect essentiel des partenariats internationaux des autorités locales helléniques de premier et second niveaux. L'objectif est de connecter des personnes de pays différents, de permettre aux membres des sociétés locales d'échanger leurs expériences et opinions relativement à des questions d'intérêt commun et de développer la tolérance et la compréhension mutuelle entre les citoyens, grâce au respect et à la promotion de la diversité culturelle et linguistique.

Conformément aux dispositions de référence du nouveau Code des municipalités et des communes (Loi n°. 3463/2006), les jumelages entre municipalités et communautés sont abordés de façon différente. En effet, une nouvelle procédure et de nouveaux secteurs d'intervention ont été introduits, visant à promouvoir les relations financières, culturelles, éducatives et sociales au niveau international et à développer des opportunités de participation dans des réseaux et programmes internationaux.

Une grande partie de ce qui relève du dialogue interreligieux est réalisée à travers les politiques générales de la Grèce sur le dialogue interculturel. Les principaux instruments permettant de formuler et d'exécuter de telles politiques dirigées à des citoyens non grecs sont un plan d'action intégré pour l'intégration sociale des ressortissants de pays tiers (ESTIA, Loi n°. 3386/2005) et la Commission nationale pour l'intégration sociale des immigrés (Loi n°. 3536/2007) du Ministère de l'Intérieur. Le Ministère de la Culture dispose depuis 2003 (Décret présidentiel n°. 151/2003) d'une unité qui s'occupe spécifiquement des questions multiculturelles. La gestion du Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers représente un autre aspect de cet effort, réalisé également au niveau multiministériel et au niveau des autorités locales.

Le développement d'initiatives stratégiques concernant le dialogue interreligieux international incombe au Ministère des Affaires étrangères (Direction E2, créée en 1837), en dehors, bien sûr, des propres confessions religieuses intéressées.

Les communautés religieuses constituées principalement de citoyens grecs peuvent recourir à un interlocuteur au sein de la Direction générale des cultes du Ministère de l'Éducation nationale. Néanmoins, étant donné que la plupart des questions de leur intérêt ont été résolues au plus tard au milieu des années 90, le principal point figurant actuellement à l'agenda est la modernisation du statut légal d'un certain nombre de ces communautés. L'Église orthodoxe grecque avait prévu une révision de sa charte pour le début de l'année 2008, mais le travail n'a pas encore été entamé. Par contre, le statut de l'Église catholique romaine se trouve actuellement en révision et une nouvelle législation devrait être promulguée dans les prochains mois (milieu de l'année 2009). Aussi bien la minorité musulmane de Thrace que la communauté israélite, de leur côté, ont récemment actualisé leurs chartes (début des années 2000). La Loi n°. 3647/2008 sur l'administration et la gestion des vakifs musulmans en Thrace a répondu à une requête de longue date de la minorité musulmane à travers l'élection de leurs trois principaux Comités de gestion. La plupart des autres groupes sont encore en train d'élaborer leurs chartes, mais l'Administration a l'intention d'adapter les statuts aux conditions modernes, en accord avec la notion de «les citoyens d'abord» qui prévaut actuellement dans la pensée constitutionnelle en Europe comme en Grèce.

Les programmes scolaires ont été adaptés de façon à refléter les nouvelles réalités de l'enseignement interculturel et interreligieux, avant tout étant donné que de nombreux élèves non orthodoxes étudient désormais dans les écoles grecques. La catéchèse orthodoxe constitue une option depuis 2008, même pour les élèves provenant de familles orthodoxes. En outre, un cours sur l'histoire des religions a été introduit. Une attention particulière est accordée à la lutte contre les préjugés religieux, surtout l'antisémitisme, grâce à des programmes spéciaux ayant comme objectif de familiariser les étudiants avec des questions telles que la Shoah.

Les entités religieuses ne peuvent pas intervenir en ce qui concerne les relations familiales et les droits héréditaires. Ces aspects sont réglementés exclusivement par la législation séculière, surtout par le Code civil (articles 1346 à 2035). Les membres de la minorité musulmane de Thrace maintiennent cependant le privilège de décider, par consentement mutuel des parties, de faire juger des affaires de famille ou d'héritage par les muftis (qui sont dans ce cas considérés comme des officiers de justice et sont reconnus par le Ministère en question), conformément aux dispositions de référence de la charia.

La législation actuelle considère les actes d'intolérance et de discrimination religieuses comme des crimes et bien que les cas portés devant les tribunaux soient rares, ils sont traités avec sévérité, malgré le manque de rapidité (le système judiciaire grec, qui compte de nombreuses étapes, n'est pas réputé pour sa rapidité, bien que des réformes soient en cours).

Veillez décrire les événements et tendances influents et leur impact.

La Grèce a entretenu, au long des siècles, des relations privilégiées avec de nombreuses organisations religieuses, aussi bien chrétiennes que non chrétiennes. Pour cette raison, la participation des organisations religieuses du pays dans le dialogue œcuménique (interchrétien) et interreligieux est essentielle à ces deux niveaux. L'Église de Grèce et les Patriarcats du monde grec (établis à l'étranger, mais maintenant de fortes relations culturelles avec leur passé byzantin et post-byzantin) représentent, avec le Saint-Siège, les principaux acteurs d'influence du dialogue œcuménique. Les excellentes relations que l'orthodoxie grecque entretient avec le monde musulman et, dans une large mesure, avec d'autres religions du monde, l'ont conduite au premier plan du dialogue interreligieux. Les événements importants sont donc trop nombreux pour être relatés ici.

L'État, de son côté, ne peut pas prendre part directement à de telles activités, qui appartiennent au domaine religieux. Il peut cependant, lorsqu'on le lui demande, apporter occasionnellement une aide logistique à certains événements. Au cours des derniers mois, les entités administratives ont ainsi participé ou donné leur appui à des événements à Chypre (Rencontre internationale de prière pour la paix, organisée par le Saint-Siège et l'Église de Chypre, 16-18 novembre 2008), à Athènes (séminaire consacré à la formation interreligieuse de jeunes dirigeants religieux des fois chrétienne et musulmane, organisé par le Patriarcat œcuménique et des organisations islamiques, 11-13 décembre 2008) et à Paris (séminaire sur les rapports entre l'État et les religions, organisé par le Ministère de l'Intérieur de France, 18 décembre 2008). Lors de ce dernier événement, la délégation officielle de Grèce se composait de fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères et de représentants de l'Église orthodoxe, de la minorité musulmane et de la communauté israélite. Ce fut une première pour ces quatre organisations. Plusieurs événements de ce genre sont prévus pour l'année 2009.

La Direction du Ministère de la Culture chargée des affaires européennes, en tant qu'organe de coordination national de l'Année européenne du dialogue interculturel 2008, a mis en place un ensemble d'initiatives de grand impact dans le cadre de cet événement. Des artistes grecs et étrangers connus ont donné des concerts dans tout le pays et des conférences comptant avec la participation de

professeurs de musique et d'ethnomusicologues, ainsi qu'une exposition de photos intitulée «Les voyages des Roms» ont été organisées. Pour clôturer les célébrations, un programme éducatif avec la participation d'étudiants d'écoles interculturelles a été présenté dans le Musée d'art populaire grec. De même, le Ministère de la Culture a lancé une campagne au niveau des médias et de la communication, avec distribution de matériel d'information, publication d'articles et création de sites Internet de référence afin de sensibiliser aux valeurs du dialogue interculturel.

Veuillez relever et décrire les bonnes pratiques.

Les bonnes pratiques de la Grèce cherchent à créer un cadre qui permette et encourage l'expression libre et créative des différents groupes culturels sur le territoire grec, tout en contribuant à la créativité et à l'innovation. Le but était de réaliser des actions fonctionnant sur trois niveaux:

- a) la présentation de la culture grecque aux «autres»,
- b) le rapprochement des Grecs de la culture des «autres»,
- c) la coopération de tous dans des initiatives communes de «dialogue» sur leurs traits culturels particuliers et la créativité conjointe.

Depuis le début des années 1990, le Ministère de la Culture a élaboré et mis en place des programmes spéciaux de nature interculturelle dans le cadre d'une politique plus vaste de lutte contre l'exclusion sociale et le racisme. Le premier exemple de bonne pratique auquel nous faisons référence est la formation d'un Bureau spécial pour les affaires interculturelles, créé par la Direction du patrimoine culturel moderne et devenu l'Unité des affaires interculturelles, en 2003.

Dans le cadre de sa mission consacrée à la formation au long de la vie des citoyens du pays – indépendamment de leurs caractéristiques académiques, religieuses ou autres – et des Grecs expatriés, le Secrétariat général pour la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses a créé des structures de formation spéciales ainsi que des programmes de formation indépendants à travers tout le territoire.

Une attention spéciale a été accordée à des initiatives ciblées, telles que le programme visant à enseigner la langue grecque aux immigrés comme deuxième langue, ainsi qu'à des programmes-pilotes visant l'intégration des immigrés dans la société grecque. En particulier :

- Dans les centres de formation pour adultes, des programmes spéciaux sont mis en place afin de contribuer à l'intégration aisée et égale de groupes sociaux vulnérables dans la société grecque, ainsi qu'à l'amélioration de leur situation et de leur intégration dans le marché du travail.
- Dans les centres de formation pour adultes et les écoles de parents, un programme consacré à l'éducation et au service d'orientation pour les familles gitanes, les membres de la minorité musulmane, les personnes expatriées et les migrants a eu lieu à travers le pays au cours des années 2006-2007 et 2007-2008. Ce programme s'adressait aux parents des groupes ciblés, leur permettant, d'un côté, d'aider leurs enfants avec leurs devoirs scolaires et de réduire ainsi l'échec et l'abandon scolaires particulièrement élevés dans ces groupes, et, d'un autre côté, de faciliter l'intégration dans la société grecque. Dans le cadre de ce programme spécifique, du matériel de formation a été élaboré sur les unités thématiques suivantes : a) la langue grecque pour les parents roms, b) la langue grecque pour les parents de la minorité musulmane, c) service d'orientation pour les parents appartenant à des groupes sociaux vulnérables, d)

éducation pour la santé de groupes sociaux vulnérables. Ce matériel de formation a eu recours au dialogue interculturel en tant que méthodologie et outil permettant l'intégration de ces groupes dans la société grecque.

- Les programmes des écoles de parents. Ces programmes de formation s'adressent aux parents migrants, aux personnes expatriées et aux Gitans. Les adultes en formation échangent leurs points de vue et leurs expériences, la valeur de la diversité étant ainsi reconnue et le dialogue interculturel encouragé.
- Les programmes de formation indépendants visant à enseigner la langue grecque comme deuxième langue aux travailleurs immigrés (II & III) se dirigent aux travailleurs immigrés indépendamment de leur origine ethnique, aux époux de ressortissants grecs ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers souhaitant obtenir le statut de résident à long terme en Grèce (en effet, l'une des conditions pour l'obtention de ce statut est la certification de connaissances suffisantes de la langue, de l'histoire et de la civilisation grecques).
- Le Secrétariat général de la jeunesse du Ministère de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses a participé au comité de pilotage de la campagne «Tous égaux tous différents», organisée en coopération avec le Conseil national de la jeunesse afin de développer le dialogue interculturel.
- Le Secrétariat général de la jeunesse a encouragé le dialogue interculturel grâce à la création de Conseils locaux de la jeunesse dans tout le pays. Ces Conseils donnent aux jeunes la possibilité d'exprimer leurs opinions et de promouvoir la coopération interculturelle. Une structure de soutien à l'esprit d'entreprise des jeunes, qui contribue à l'intégration sociale des jeunes et promeut l'égalité des chances, a également été créée.

Comme dans la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest, les «bonnes pratiques» dans ce domaine découlent directement de développements dans le secteur juridique – en particulier constitutionnel – et sont le résultat de l'évolution de la pensée dans la société toute entière. Afin de résumer brièvement ce que nous venons de décrire, nous citerons les points suivants:

- La création d'unités spécialisées dans le dialogue interculturel au sein de l'Administration.
- L'adoption et la mise en œuvre d'éléments législatifs spécifiques pour l'intégration des immigrés.
- L'adaptation des programmes scolaires afin de répondre aux besoins d'éducation interculturelle.
- L'adoption et la mise en œuvre de programmes scolaires spécifiques pour lutter contre l'intolérance religieuse, en particulier contre l'antisémitisme.
- La criminalisation d'actes d'intolérance et de discrimination religieuses dans les codes et la législation de référence, un fait qui se reflète déjà dans la jurisprudence grecque récente.
- La modernisation du statut des organisations religieuses dans l'ordre juridique grec, soit déjà conclue (israélites, musulmans) soit en voie de conclusion (orthodoxes, catholiques romains).
- La création de groupes de travail réunissant différents organismes pour effectuer un relevé des groupes religieux récents et moins connus, afin d'établir des contacts et de répondre aux besoins de ces groupes.
- La collaboration des agences gouvernementales avec les groupes religieux, indépendamment de leur foi, aussi bien en Grèce qu'à l'étranger.

- La révision en cours de la législation, en accord avec la notion d'un État pour «les citoyens d'abord».

Analyse SWOT

Pouvez-vous relever les principaux points faibles de la société de votre pays (de l'administration et de toute la société civile) qui l'empêchent d'améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses, aussi bien internement qu'au niveau international ?

Aucun.

Pouvez-vous relever les principaux points forts de la société de votre pays (de l'administration et de toute la société civile) qui l'aident à améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses, aussi bien internement qu'au niveau international ?

Les principaux points forts de la société grecque qui l'aident à améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses sont les communes, les groupes culturels, les universités, le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Éducation nationale et des Affaires religieuses.

Quels sont les événements, développements, faits, tendances ou événements possibles dans le futur hors de votre pays qui représentent ou pourraient représenter une menace pour la contribution positive de votre pays à l'équilibre entre cultures et religions ?

-

Quels sont les événements, développements, faits, tendances ou événements possibles dans le futur hors de votre pays qui représentent ou pourraient représenter une opportunité pour la contribution plus positive de votre pays à l'équilibre entre cultures et religions ?

-

Quelles lignes d'action proposez-vous pour améliorer la situation ?

1^{ère} ligne d'action proposée

Le développement et la promotion du dialogue interculturel, aussi bien au niveau national qu'un niveau des communautés, peuvent et devraient être utiles en tant que pont et constituer un pas en avant pour le dialogue entre les États ainsi qu'entre les différents groupes qui vivent ensemble au sein de chaque État. Plus spécifiquement, dans le monde moderne, un monde de globalisation, la nécessité de promouvoir le dialogue interculturel au niveau mondial est de la plus haute importance.

2^{ème} ligne d'action proposée

La création de projets culturels communs entre groupes de différentes origines culturelles constituera un échange enrichissant d'information et de savoir, tout en réduisant les dysfonctionnements sociaux, comme la xénophobie et les tensions nationalistes et religieuses.

3^{ème} ligne d'action proposée

La promotion de l'expression libre de groupes de différentes origines culturelles, à travers l'accès de tous leurs membres à des produits et des services culturels et dans le cadre du respect de la Constitution et du patrimoine national de chaque État membre, contribuera à une coexistence pacifique et constructive de sociétés multiculturelles.

4^{ème} ligne d'action proposée

Le renforcement du rôle de l'éducation dans la croissance d'un enseignement interculturel fertile, ayant l'effet d'un catalyseur, parce qu'il contribue à la connaissance, à la préservation et à la croissance productive des origines de différents groupes culturels qui vivent ensemble dans la même société.

5^{ème} ligne d'action proposée

Le soutien, à travers les médias, de la diversité des manifestations culturelles de groupes ayant des caractéristiques culturelles différentes pour permettre une coexistence harmonieuse renforçant des valeurs constantes et durables.

6^{ème} ligne d'action proposée

La société civile peut tenir compte de la diversité culturelle dans l'élaboration de bénéfices sociaux, ainsi que dans la concrétisation de programmes européens qui soutiennent des initiatives de nature proportionnelle.

Jordanie

Traduction
Original : EN

Réponse au Questionnaire sur les expériences et les politiques nationales des États membres de l'APM en vue de la promotion du dialogue et de la compréhension entre les cultures et les religions

Qui s'est chargé de remplir le présent questionnaire?

Les réponses au présent questionnaire ont été élaborées par l'Institut royal pour les études interreligieuses d'Amman, en Jordanie, avec la collaboration du Secrétariat général de la Chambre basse du Parlement jordanien. Elles concernent spécifiquement la Jordanie.

L'Institut royal pour les études interreligieuses est une organisation non gouvernementale sans but lucratif qui fournit, en Jordanie et dans le monde arabe, un espace d'étude interdisciplinaire et de discussion rationnelle sur la religion, les questions liées à la religion et la diversité culturelle et religieuse.

Veuillez élaborer une vue d'ensemble des principaux groupes ethniques existant dans votre pays et de leurs interrelations.

Les principaux groupes ethniques en Jordanie sont les suivants:

Circassiens: Ils sont environ 190 000, obligés par l'histoire à émigrer de leur terre d'origine vers l'est arabe après la persécution infligée par la Russie tsariste dans les années 1800.

Même si les communautés circassiennes en Jordanie possèdent leur propre langue et leurs traditions, elles sont tout de même parvenues à s'intégrer totalement dans la société jordanienne, notamment à travers des mariages mixtes, les écoles et d'autres facteurs. Tous leurs membres dominant la langue arabe aux niveaux écrit et oral.

Les Tchéchénes sont une autre minorité ethnique émigrée de Russie et se sont installés en Turquie, en Syrie et en Jordanie au tournant du XXe siècle. Ils appartiennent à la tariqa Naqshbandiyya et sont environ 15 000 en Jordanie.

Aussi bien les Circassiens que les Tchétchènes jouissent des pleins droits de citoyenneté et ont la nationalité jordanienne.

Arméniens: En 1948, le nombre d'Arméniens vivant en Jordanie a été estimé à 16 000. Leur immigration en Jordanie a été la conséquence de la persécution et de l'agitation politique liées à la Première Guerre mondiale. Les taux de chômage élevés au début des années 70 du siècle dernier ont cependant poussé une grande partie des Arméniens à quitter la Jordanie pour se rendre aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et en Australie. Ils ne sont ainsi plus que 3500.

Même si les Arméniens en Jordanie ont adopté les habitudes culturelles prédominantes, ils gardent une relation étroite avec leur identité arménienne et ont maintenu et préservé leur langue et leur culture d'origine. Leur intégration se vérifie à plusieurs niveaux, par exemple à travers l'acceptation de mariages mixtes et l'affiliation à des institutions sociales arabes. Les Arméniens en Jordanie parlent couramment l'arabe, en plus de la langue arménienne héritée de leurs ancêtres. La plupart appartient à l'Église orthodoxe romaine.

Kurdes: On estime qu'il y a 30 000 Kurdes en Jordanie, en comptant avec ceux qui s'y sont établis au cours du dernier quart du XIXe siècle et du premier quart du XXe siècle, ainsi que les réfugiés de Palestine arrivés en 1948 et 1967.

Aujourd'hui les Kurdes vivent dans différentes villes à travers tout le pays et ils font partie du tissu social, politique et économique de la Jordanie. Ils ont également contribué à construire la Jordanie moderne.

Plusieurs facteurs interviennent dans l'entente entre les Jordaniens d'origine arabe et les Kurdes. Les principaux reposent sur des traditions et des coutumes semblables, la foi islamique commune, la proximité géographique entre le Kurdistan, Bilad el-Cham et l'Irak, ainsi qu'une histoire partagée et des intermariages.

Turkmènes: Le nombre de Turkmènes n'est pas supérieur à 25 000. Ils se sont intégrés de telle façon dans la société jordanienne qu'ils sont aujourd'hui des Arabes d'origine turkmène.

Groupes religieux en Jordanie:

90% de la population est musulmane. Les musulmans sunnites représentent la grande majorité, tandis que les musulmans chiïtes (surtout originaires d'Irak) sont peu nombreux. La Constitution établit qu'en Jordanie l'islam est la religion officielle de l'État.

Le christianisme est fortement enraciné en Jordanie, étant donné que c'est ici que Jésus Christ a été baptisé. La plupart des chrétiens en Jordanie sont des descendants de tribus arabes et font partie de l'Église orthodoxe. Ils jouissent des pleins droits de nationalité et de citoyenneté consacrés par la Constitution et représentent environ 5% de la population jordanienne.

Les chrétiens jouent un rôle essentiel dans tous les domaines de la vie publique en Jordanie et leur contribution et présence sont supérieures à ce que leur nombre restreint pourrait faire croire. Ils détiennent des sièges au Parlement et occupent des places de haut niveau dans le Gouvernement et les ministères.

Druzes: On estime qu'environ 1215 druzes vivent en Jordanie, majoritairement dans la région d'Azraq, dans le désert à l'ouest du pays. Certains se sont installés à Amman et dans d'autres grandes villes. Ils ont commencé à quitter le Djebel Druze (leur terre d'origine), près d'Azraq, pour se rendre en Jordanie à cause de la gravité de la situation lors de l'occupation française de la Syrie et du Liban. Bien qu'ils aient adopté les habitudes culturelles jordaniennes, ils ont gardé une conscience prononcée de leur identité et ont maintenu leur culture.

Qui sont les acteurs les plus influents dans le domaine des relations entre cultures et groupes religieux et ethniques?

L'État jordanien, avec toutes ses ramifications, exerce une forte influence et s'engage fermement pour que soit créé un espace de coexistence partagée pour tous les éléments culturels, ethniques et religieux de la société jordanienne.

- Les institutions sociales, aussi bien traditionnelles, comme les systèmes reposant sur la famille ou la tribu, que modernes, comme les associations consacrées à la famille et les organisations de charité, influencent la préservation de l'identité de groupes plus restreints et promeuvent en même temps une identité et une personnalité culturelles jordaniennes collectives pour la société dans son ensemble.

- Les dirigeants politiques, sociaux et religieux sont également très influents.

- Les organisations de la société civile jouent aussi un rôle important en ce qui concerne la préservation de la diversité.

Veillez décrire le cadre juridique servant d'appui à la promotion de la tolérance et du respect de la diversité religieuse et culturelle.

Le cadre juridique en Jordanie assure et promeut la tolérance. La Constitution garantit l'exercice libre de la religion et de la foi à tous les Jordaniens, indépendamment de leur origine ethnique ou religieuse.

De même, la Constitution jordanienne et la loi assurent l'accès aux droits politiques, civils et sociaux à tous les Jordaniens, quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse.

En ce qui concerne les questions liées à la famille, la loi est fortement influencée par la jurisprudence islamique (charia). La communauté chrétienne dispose de ses propres conseils juridiques pour résoudre des conflits entre les fidèles des différentes confessions du christianisme.

Veillez décrire les politiques qui règlent, gèrent, influencent ou traitent les mêmes domaines, ainsi que les relations intercommunautaires, interreligieuses et interculturelles en général.

La Constitution et les lois de la Jordanie garantissent et fournissent à tous les Jordaniens un statut d'égalité totale, indépendamment de leur origine ethnique, religieuse ou culturelle. La Constitution assure l'exercice libre de la religion et de la foi à tous les Jordaniens, quelle que

soit leur origine ethnique ou religieuse.

Les politiques élaborées et exercées successivement par les gouvernements jordaniens apportent et promeuvent la coexistence et la possibilité de vivre ensemble. La Constitution assure l'exercice libre de la religion et de la foi à tous les Jordaniens, indépendamment de leur origine ethnique ou religieuse.

La loi jordanienne protège tous les Jordaniens contre quelconque agression ou traitement discriminatoire. Les agences chargées de l'application des lois portent une attention particulière à la lutte contre les actes qui pourraient nuire à l'équilibre et à la paix de la communauté.

Veillez décrire les événements et tendances influents et leur impact.

- Message d'Amman (novembre 2004) : Ce message met en évidence le fait que la foi musulmane repose sur la croyance en un Dieu unique et le message de Son prophète. Il appelle à l'unité de la race humaine, des droits et des obligations égaux, la paix, la sécurité, l'égalité sociale, le respect des serments, le respect des autres, ainsi que la protection des biens et de la propriété. Les principes de l'islam fournissent également une base commune à des fois et des peuples différents. L'islam honore chaque être humain, quelle que soit sa couleur, sa race ou sa religion.

- Le dialogue culturel et religieux est l'objet d'une procédure continue auprès des institutions jordaniennes. Ces dernières années, plusieurs événements traitant de questions interreligieuses et interculturelles ont été organisés par des acteurs gouvernementaux, non gouvernementaux et de la société civile. Ces événements sont fréquemment tenus et organisés avec la collaboration de plusieurs partenaires locaux, régionaux et internationaux.

- En novembre 1999, la Conférence mondiale des religions pour la paix (CMRP), avec la coopération de l'Institut royal pour les études interreligieuses, a organisé sa 7^{ème} Assemblée mondiale, consacrée au thème d'une action globale pour vivre ensemble et du rôle des religions au prochain millénaire. L'Assemblée s'est déroulée sous le patronage de sa Majesté le Roi Abdallah II de Jordanie et la présidence de son Altesse royale le Prince El Hassan bin Talal.

Veillez relever et décrire les bonnes pratiques.

La célébration publique de fêtes religieuses au niveau national est un exemple très important de bonne pratique. On célèbre normalement les principales fêtes religieuses, comme l'Aïd al-Adha (après le pèlerinage) et l'Aïd al-Fitr (fin du ramadan) dans l'islam ou Noël et Pâques dans le christianisme. La célébration publique de ces activités est une occasion de rappeler à tous que la société se compose de différentes communautés. De même, le patronage de sa Majesté le Roi ainsi que la participation des plus hauts dirigeants politiques et religieux à ces célébrations lancent à chaque fois un message d'une très grande force.

Les principaux groupes religieux et ethniques sont représentés au Parlement jordanien, de façon à permettre l'accès aux systèmes politique et législatif.

Au niveau social, les activités religieuses et sociales sont réalisées en toute liberté et comptent avec l'acceptation et la participation d'autres groupes. Les mariages interreligieux, par exemple, deviennent plus fréquents et sont mieux acceptés par la société.

En général, les groupes ethniques et religieux sont autorisés, et même parfois encouragés, à créer des groupes communautaires et des sociétés culturelles afin de préserver leur identité culturelle, ethnique ou religieuse et de mieux communiquer leurs nécessités et leurs revendications au Gouvernement et à d'autres organes publics liés à la prise de décisions.

En guise de résumé, pouvez-vous présenter brièvement la situation que vous venez de décrire sous forme d'une analyse SWOT ?

Quelles lignes d'action proposez-vous pour améliorer la situation ?

1^{ère} ligne d'action proposée

Il existe dans la région plusieurs initiatives cherchant à renforcer le dialogue et la compréhension dans une perspective culturelle et religieuse. L'Assemblée parlementaire de la Méditerranée devrait contempler toutes ces mesures prises au niveau régional et dans le cadre de la Méditerranée et essayer d'en adopter ou soutenir quelques-unes. L'APM devrait également obtenir l'engagement des parlementaires dans un contexte national afin qu'ils défendent ces initiatives et programmes au niveau local, dans leurs communautés respectives.

2^{ème} ligne d'action proposée

L'APM devrait, avec la collaboration des parlements nationaux, réaliser une étude approfondie sur la situation des groupes religieux et ethniques dans tous ses États membres. Après la conclusion d'une telle étude, il serait important de définir les points forts et les points faibles et d'élaborer des programmes afin de permettre l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les différents pays membres de l'APM. Ces efforts pourraient être fournis avec l'aide de partenaires régionaux et locaux. Le travail de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures pourrait constituer une aide utile.

Les résultats de l'étude en question, ainsi que le relevé des points forts et des points faibles pourraient mener à l'élaboration de législation au niveau local, visant à promouvoir le renforcement de l'interaction, du dialogue et de la coexistence.

Malte

Réponse au Questionnaire sur les expériences et les politiques nationales des États membres de l'APM en vue de la promotion du dialogue et de la compréhension entre les cultures et les religions

Qui s'est chargé de remplir le présent questionnaire?

MALTE

Hon Justyne Caruana MP – Député de Malte au sein de la 3ème Commission Permanente

M. James Carabott – Analyste, Affaires Sociales, Point de contact national APM pour Malte

Veuillez élaborer une vue d'ensemble des principaux groupes ethniques existant dans votre pays et de leurs interrelations.

La population totale de Malte est estimée à 404,962 habitants et se compose de 49,6% d'hommes et de 50,4% de femmes. 98% de la population maltaise est Catholique Romaine. En 2006, une enquête menée par l'Office National des Statistiques indiquait une augmentation de la population maltaise de 2.804 habitants et seulement 3,4% était des citoyens non Maltais. 24% provenaient du solde naturel et 76% du sold

migratoire. La discrimination fondée sur la race et l'ethnicité a augmenté significativement au cours des dernières années, en particulier à cause de la modification des schémas migratoires. Le phénomène de l'immigration irrégulière a attiré l'attention de Malte, entraînant de fortes tensions entre les considérations politiques au niveau de la législation internationale et les normes minimales en matière de soins, les pratiques d'aide sociale, les droits de l'homme et la sécurité, ainsi que les préoccupations en matière de criminalité. Toutefois, ces préoccupations ne représentent pas seulement des problèmes majeurs, elles contribuent aussi à l'émergence de problèmes politiques tels que l'admission, l'installation, la capacitation, l'intégration et la rétention de communautés d'immigrants irréguliers. Le nombre de personnes ayant requis le statut de demandeur d'asile en 2008 s'élevait à 2223 contre 1072, en 2007. Le nombre total de naissances d'enfants vivants, en 2007, se situait à 3.871. En 2007, les immigrants irréguliers provenaient de l'Afrique subsaharienne, en particulier de la Somalie (613), de l'Erythrée (211), de la Côte d'Ivoire (162), du Nigeria (136), du Mali (123), de l'Éthiopie (107) et du Ghana (84). Les immigrants clandestins arrivent à bord de petits bateaux ou encore par le biais de réseaux bien organisés de trafiquants d'êtres humains, implantés aux frontières du sud de la Méditerranée.

Le nombre élevé d'immigrants irréguliers et les problèmes qui en découlent font naître des sentiments xénophobes parmi la population maltaise. Une enquête menée par un journal maltais, Vassallo (2005), révélait l'ampleur de la xénophobie à Malte. Le sondage a été effectué en août, mois de l'année où le bon temps accentue le problème de l'immigration clandestine. Les résultats sont inquiétants. Alors que 90% des personnes sondées n'ont aucune objection à avoir un voisin européen, 90% déclarent aussi qu'ils n'aimeraient pas avoir un voisin d'origine arabe ou africaine. En outre, plus de 75% des participants affirment qu'ils n'accueilleraient pas des personnes qui quittent leur pays d'origine pour fuir la persécution politique, la guerre ou la guerre civile, la famine ou la pauvreté généralisée. Il existe un sentiment communément répandu que Malte est un pays trop petit pour accueillir des migrants, quelque soit la gravité de leurs problèmes.

Les actes xénophobes se traduisent par des incendies d'inspiration raciste, perpétrés, en particulier, à l'égard de personnes qui ont exprimé leurs préoccupations relativement au bien-être des immigrants, et qui incluent un rédacteur en chef, un journaliste, la Communauté Jésuite Catholique et leur avocat et un poète défenseur des droits de l'homme.

Des comportements antiracistes ont été signalés, notamment le refus d'accès aux lieux ouverts au public tels que les discothèques et les bars pour des personnes d'origine africaine. Il en ressort que la police n'a engagé aucune action. Les immigrants africains se heurtent parfois à des obstacles pour trouver un logement à Malte. La plus grande catégorie est principalement d'origine arabe, conduisant au sans-abrisme, à la solitude, à la pauvreté, à la criminalité et à l'exclusion sociale. Le travail clandestin, surtout dans le secteur de la construction et de la restauration, est en croissance et se trouve intrinsèquement lié à l'immigration irrégulière. Ceci peut donner lieu à des abus, notamment bas salaires, problèmes de santé et de sécurité, horaires abusifs, absence d'assurance ou de couverture en cas d'accident. De plus, il existe des rapports dénonçant des abus de la police à l'égard des immigrants. En 2001, l'École de Police a introduit un nouveau cours afin de sensibiliser les fonctionnaires de police au racisme, à la xénophobie et à la discrimination.

Bien que certains journaux et programmes de télévision traitent du racisme et de la discrimination à Malte de manière responsable et instructive, certains médias tendent à rendre compte des incidents impliquant des ressortissants étrangers d'une façon qui peut augmenter les préjugés et les stéréotypes, mentionnant par exemple l'origine ethnique des contrevenants présumés lorsqu'ils ne sont pas maltais. Il apparaît également que des individus ont, en certaines occasions, usé des médias pour exprimer des vues racistes, par exemple dans des courriers au rédacteur en chef. Il est impératif que les dispositions de droit pénal concernant l'incitation à la haine raciale soient rigoureusement employées pour lutter contre les écrits ou les émissions racistes dans les médias. Toutefois, il pourrait être soutenu que la Loi sur la Radiotélévision, la Loi sur la Presse et l'Institut des Journalistes Maltais sont des instruments législatifs et des organisations mis en place pour contrôler et interdire les discours racistes et intolérants au sein des médias.

Qui sont les acteurs les plus influents dans le domaine des relations entre cultures et groupes religieux et ethniques?

Organisation	Objectif
La Commission Nationale pour la Promotion	La Commission Nationale pour la Promotion de l'Égalité (CNPE) est un organe indépendant financé par l'État et créé en

de l'Égalité	<p>Janvier 2004, en vertu du Chapitre 456 des Lois de Malte. L'objectif de la Commission est de veiller à ce que la société maltaise ne soit l'objet d'aucune discrimination fondée sur:</p> <p>(i) le sexe / le genre et les responsabilités familiales dans le domaine de l'emploi et (ii) la race / l'origine ethnique et le genre dans le domaine de l'accès aux biens et services et leur fourniture.</p>
OIWAS	Organisation publique créée dans le but de gérer l'intégration et le bien-être des demandeurs d'asile
APPOGG	Offrir des cours sur l'éducation, les compétences de vie et les problèmes d'emploi aux demandeurs d'asile
L'Union Générale des Travailleurs, La Croix Rouge de Malte, la Corporation de l'Emploi et de la Formation	Offrir des cours sur l'éducation, les compétences de vie et les problèmes d'emploi aux demandeurs d'asile
Services Jésuites des Réfugiés et l'UNHCR	Accueil et statut des demandeurs d'asile
Médecins sans Frontières	Services de soins de santé aux demandeurs d'asile dans les centres d'accueil et de détention
La Fondation People for Change, l'Autorité de la Radiotélévision, le Comité des Journalistes et l'Institut des Journalistes Maltais	Sensibilisation des médias aux problèmes ethniques
Fondazzjoni Suret il-Bniedem	Accueil et statut des demandeurs d'asile
Commission pour les réfugiés	Aide sociale et juridique aux demandeurs d'asile
L'Amnesty International Malte et l'Organisation Internationale pour les Migrations de Malte	Aide sociale et juridique aux demandeurs d'asile
<i>Projet DAR – Ministère des Affaires étrangères</i>	<p><i>Le Ministère des Affaires étrangères a mis en œuvre un projet d'aide au retour volontaire intitulé Projet DAR. Le DAR est un projet pilote pour le développement de programmes durables et humanitaires visant le retour et la réintégration des immigrants clandestins dans leurs communautés. Ce programme a été soumis dans le cadre du programme EU RETURN. Il a débuté en août 2007 et s'est achevé en janvier 2009 (18 mois).</i></p> <p><i>Ce programme souligne les dispositifs d'ARV (Aide au Retour Volontaire, par opposition au Retour Forcé) et offrira des bénéfices concrets aux futurs rapatriés (par</i></p>

	<p><i>ex. argent, outils, cours d'éducation, etc.). Le DAR insiste tout spécialement sur les aspects de la réintégration liés au retour. La formation avant le départ vers le pays d'origine et, si nécessaire, après le retour au pays d'origine, représentera une des composantes les plus importantes du projet ainsi que l'accompagnement des rapatriés jusqu'à ce qu'ils soient complètement réintégrés.</i></p> <p><i>Les premiers à être rapatriés dans le cadre du Projet ARV DAR furent trois Soudanais, qui ont quitté Malte le 2 Juin 2008.</i></p>
Université de Malte	<p><i>ESTEEM qui permet une participation plus active des populations défavorisées à travers l'éducation et la formation.</i></p> <p><i>Introduction d'un programme de maîtrise en Politique sociale sur l'Immigration</i></p>

Veuillez décrire le cadre juridique servant d'appui à la promotion de la tolérance et du respect de la diversité religieuse et culturelle.

Instrument Juridique International	Accession et/ou Ratification
Convention pour la Protection des Minorités Nationales	Oui
Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires	Non, en cours d'examen
Convention Européenne relative au Statut Juridique du Travailleur Migrant	Non, en cours d'examen
Convention Européenne sur la Nationalité	Signée (2003), mais non ratifiée
Charte Sociale Européenne	Signée et Ratifiée (2005)
Convention des Nations Unies relative au Statut des Réfugiés	Signée mais avec quelques réserves, réserves annulées en 2004
Convention Européenne des Droits de l'Homme	Oui, toutefois le Protocole N°12 n'a pas été ratifié
Directive Européenne 2000/43/CE	Les Directives sont entièrement transposées à ce jour par les décrets 85/07, 86/07, ainsi que le décret 461/04
Directive Européenne 2000/78/CE	

LES 7 TRAITÉS ESSENTIELS DES NATIONS UNIES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME - MALTE

CERD – Convention Internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Signée: le 5 septembre 1968
Ratifiée: le 27 mai 1971

CEDAW – Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Adhéré: le 8 février 1991
Protocole Optionnel: Non Signé

CAT – Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Adhéré: le 13 septembre 1990
Protocole Optionnel: 24 septembre 2003

CRC – Convention relative aux droits de l'enfant

Signée: le 26 janvier 1990
Ratifiée: le 30 septembre 1990
PO-Conflit Armé: Signé le 7 septembre 2000; Ratifié le 9 mai 2002
PO-Vente d'Enfants: Signé le 7 septembre 2000

CESCR – Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Adhéré: le 13 décembre 1990

CCPR – Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Adhéré: le 13 décembre 1990

CRMW – Convention Internationale relative à la Protection des Droits de tous les Travailleurs Migrants et des Membres de leur Famille

Non Signée

LÉGISLATION NATIONALE

L'article 32 de la Constitution de Malte dispose que toute personne peut se prévaloir des droits fondamentaux de la personne humaine: «quelque soit sa race, son lieu d'origine, ses opinions politiques, sa couleur ou sa croyance».

L'article 45 prohibe les traitements discriminatoires infligés par toute personne agissant en vertu d'une loi écrite ou dans l'exercice ou la fonction d'une autorité ou d'un organe publics.

Année	Principaux résultats nationaux et Législations visant à combattre le racisme et la discrimination à Malte
1854	Code Pénal (Modifié)
1974	Loi sur la Presse (Modifiée)
1991	Loi sur la Radiotélévision (Modifiée)
1995	La Commission des Affaires Sociales, au sein de la Chambre des Représentants, a été mise en place. Un des principaux objectifs de cette Commission consiste à promouvoir le débat sur le racisme, l'intolérance et les droits fondamentaux de l'homme.
1995	Bureau du Médiateur
2000	Loi sur les Réfugiés (Modifiée en vue de répondre aux directives de l'UE, y compris les Directives 2004/83/CE et 2005/85/CE)

2000	Loi sur les Services de l'Emploi et de la Formation
2002	Loi sur l'Emploi et les Relations Industrielles
2003	Loi sur l'Égalité des genres
2004	Commission Nationale pour la Promotion de l'Égalité entre les Hommes et les Femmes (CNPE)
2004	Chapitre 456 - Loi sur l'Égalité des Hommes et des Femmes
2005	Loi sur la Violence Domestique
2007	Announce Légale 85 Égalité de Traitement des personnes
2008	Announce Légale 181 – Accès aux Biens et Services et Règlements concernant leur fourniture (Égalité de Traitement)
2009	Modification du Chap. 9 du Code Pénal 9

Toutefois, le Curriculum National Minimum veille à ce que les étudiants maltais respectent les sociétés multiculturelles et les différentes religions. Il pourrait être soutenu que même les professionnels de la santé, la police et autres fonctionnaires publics qui rendent un service pratique aux immigrants irréguliers sont sensibilisés à ce sujet.

Veuillez décrire les politiques qui règlent, gèrent, influencent ou traitent les mêmes domaines, ainsi que les relations intercommunautaires, interreligieuses et interculturelles en général.

Voir tableaux ci-dessus

Veuillez décrire les événements et tendances influents et leur impact.

- *Année européenne du dialogue interculturel (2008)*
 - *La création de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée et la Journée de la Méditerranée*
 - *La mise en place de la Commission Nationale pour la Promotion de l'Égalité*
-

Veuillez relever et décrire les bonnes pratiques.

- *Union Générale des Travailleurs - proposition d'un document d'orientation intitulé «Travailleurs immigrants»*
 - *Projet EQUAL 7 (Appogg) – programme éducatif*
 - *DAR (voir tableau ci-dessus) – Aide au Retour Volontaire*
 - *ESTEEM (Université de Malte) - voir tableau ci-dessus*
 - *Programme ARUPPE mis en place dans un établissement religieux d'enseignement en vue de sensibiliser aux problèmes de discrimination et de justice sociale dans le cadre du programme d'enseignement. Le programme comprend également un certain nombre d'activités de sensibilisation, des visites et des workshops thématiques.*
-

En guise de résumé, pouvez-vous présenter brièvement la situation que vous venez de décrire sous forme d'une analyse SWOT ?

Pouvez-vous relever les principaux points faibles de la société de votre pays (de l'administration et de toute la société civile) qui l'empêchent

d'améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses, aussi bien internement qu'au niveau international ?

- **CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET MISE EN PLACE DE LA LÉGISLATION.**
- **MANQUE DE L'OFFRE D'ÉDUCATION CONCERNANT LES COMPORTEMENTS ANTIRACISTES ET LA XÉNOPHOBIE.**
- **MANQUE DE FORMATION DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MALTE SUR LE MULTICULTURALISME**

Pouvez-vous relever les principaux points forts de la société de votre pays (de l'administration et de toute la société civile) qui l'aident à améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses, aussi bien internement qu'au niveau international ?

- **UN CADRE LÉGISLATIF SOLIDE**

Quels sont les événements, développements, faits, tendances ou événements possibles dans le futur hors de votre pays qui représentent ou pourraient représenter une menace pour la contribution positive de votre pays à l'équilibre entre cultures et religions ?

- **AUGMENTATION DE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE ENTRAÎNANT DES SENTIMENTS XÉNOPHOBES**

Quels sont les événements, développements, faits, tendances ou événements possibles dans le futur hors de votre pays qui représentent ou pourraient représenter une opportunité pour la contribution plus positive de votre pays à l'équilibre entre cultures et religions ?

- **ACCROÎTRE L' OFFRE D'ÉDUCATION**
- **PROJETS FINANCÉS PAR L'UE SUR LE DIALOGUE INTERCULTUREL ET LE RESPECT MUTUEL**

Quelles lignes d'action proposez-vous pour améliorer la situation ?

1^{ère} ligne d'action proposée

Tous les efforts doivent être déployés afin que les États membres signent et ratifient les 7 Traités essentiels des Nations unies relatifs aux Droits de l'Homme, et que l'écart entre les dispositions légales et sociales soit réduit.

2^{ème} ligne d'action proposée

Le dialogue sur les idées et la coopération doit être promu à tous les niveaux, inter, sub-, régional et supranational, afin de faciliter et de promouvoir la sensibilisation interculturelle et les actions concrètes. L'ÉDUCATION doit jouer un rôle fondamental en inculquant des notions sur la diversité culturelle et religieuse, ainsi que sur le respect mutuel.

3^{ème} ligne d'action proposée

Toute personne doit, si possible, être capable de poursuivre son projet de vie dans son pays d'origine. La migration doit résulter d'un choix ou être considérée comme dernier recours, et non comme un moyen de fuir la persécution, la violence, l'instabilité politique, la pauvreté, la guerre, l'intolérance culturelle, la xénophobie et le racisme. D'autre part, les immigrants doivent être accueillis comme des personnes qui iront enrichir le capital social, capables de promouvoir le développement et de réduire la pauvreté dans leurs pays d'origine, tout en contribuant à la prospérité des pays de destination. Les programmes pré-migratoires sont utiles dans le but de faciliter l'intégration future des immigrants dans d'autres sociétés et dans d'autre cultures, tout en créant des opportunités pour la migration légale.

La migration contrôlée doit être une composante importante d'une stratégie méditerranéenne pour la croissance économique, en soutenant, notamment la migration circulaire, les programmes

MONACO

A Questionnaire about the national experiences and policies of PAM Countries in promoting dialogue and understanding among cultures and religions

Introduction: the aim and background of this questionnaire

PAM is very aware of the central place of the Mediterranean in issues of relations between cultures and religions, that could either threaten or promote international peace and harmony. This questionnaire is being promoted by PAM's Standing Committee on Dialogue among Cultures and Religions. This questionnaire aims to compile a picture of what is going on in each PAM country in this important area for the future of the Mediterranean and the world.

The results of this consultation will be compiled and presented to the Assembly at its meeting in Monaco in November, as basis for a PAM White paper on how all AM countries can promote mutual understanding as well as a common approach towards harmonising future legislation and policies based on best practices and shared values.

The objective of this consultation is to share information. As emphasised by the recommendations of the meeting that took place in Morocco in June, information must be governed by strict neutrality. The report must not give value judgements. Where a matter might be controversial, such expressions as 'it seems that' or 'are perceived as.. by...' and other expressions that avoid value judgements are encouraged.

How to fill this questionnaire

Various PAM representatives can use different methods to fill this, that can range from individual answers to the compilation of expert opinion through focus groups.

Answers should be brief, in point form wherever it helps. The filled questionnaire, including both questions and answers, should not, in any case, exceed 5,000 words.

Deadline and Address to send filled questionnaire

Please send the filled questionnaire as soon as possible to:

secretariat@apm.org.mt / Fax +356 22484215

Rita.Ferreira@ar.parlamento.pt / Fax+351 213917495

Any queries about filling this questionnaire are to be addressed to the contacts listed above.

Part 1

Who is to be acknowledged for the filling of this questionnaire?

Please briefly state who is to be acknowledged for the filling of the questionnaire for your country at the stage of the dissemination of its results. Please also specify **which country** this questionnaire describes.

Département des Relations extérieures (Ministry for Foreign Affairs), Gouvernement de la Principauté de MONACO.

Create an overview of the main ethnic groups in your country and their interrelations

Which are the main ethnic and religious groups in your country? Please give some idea of their relative

size. On what basis is each group seen as a different group (nationality, citizenship of a national or supranational entity, religion, race, migratory history, legal status..)

How do they relate to each other insofar as tolerance and acceptance of each other, friendly or hostile stereotypes, access to rights, mutual perception in terms of hostile stereotypes, being seen as a threat or support to identity, prosperity, freedom, way of life?

Who are the most influential actors in the field of relations among cultures and religious and ethnic groups?

List the main actors who are influential in the area of relations among cultures and religious and ethnic groups. These could be state, governmental or political entities and leaders, supranational organisations, pressure groups, media, religious groupings and institutions, family upbringing and everyday socialising and cultural influences, NGOs and sections of civil society.

Regarding as many among the above that you see as influential, please describe their influence, the messages they give, the means that they use, the type and significance of impact that they have.

(Réponse groupée aux 2 questions précédentes)

Il n'existe pas de statistiques sur l'appartenance ethnique.

Pour ce qui concerne les groupes religieux et le dialogue interreligieux, l'Archevêque de Monaco distingue deux niveaux :

- le dialogue entre Eglises chrétiennes (= œcuménisme)
- et le dialogue avec les autres religions (= non chrétiennes).

1° - Avec les Eglises chrétiennes. Un délégué épiscopal est chargé de ces relations qui vont au-delà du dialogue puisqu'un certain nombre d'activités communes sont réalisées chaque année :

- lors de la semaine de prière pour l'unité des chrétiens (veillée sous le chapiteau à l'occasion du Festival international du cirque, célébrations dominicales avec échange de chaires) ;
- une prière œcuménique de Carême, célébrée chaque année dans un lieu différent : Temple de l'Eglise Réformée, église Saint Paul de l'Eglise anglicane, une des églises catholiques du diocèse ;
- des communautés chrétiennes des différentes Eglises organisent pour leurs membres des temps de réflexion. L'Archevêque, des prêtres catholiques, le pasteur, le prêtre anglican sont invités comme intervenants ;
- invitations régulières à participer aux grands événements des différentes Eglises ;
- Repas fraternels entre les différents responsables des Eglises ;
- L'Archevêque Monseigneur BARSİ reçoit personnellement, lors leurs visites à Monaco, les hauts responsables des Eglises implantées dans la Principauté de Monaco ;
- des catholiques de Monaco participent régulièrement à un groupe œcuménique : l'A.C.A.T. (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture).

Le dialogue est constant avec les Eglises chrétiennes de Monaco (Eglise Réformée, Communion Anglicane, Eglise Orthodoxe Russe, Eglise Evangélique Luthérienne, Eglise Luthérienne Danoise, Eglise Evangélique Baptiste, Eglise Luthérienne Suédoise, Armée du Salut).

2° - Le dialogue interreligieux s'est noué également autour du Judaïsme présent dans la Principauté de Monaco et du Culte Musulman.

- les relations entre la Communauté israélite et l'Eglise catholique sont récentes et bonnes, même si elles se situent, pour l'instant, au niveau de leurs responsables : Rabbin et Président du Consistoire. Echanges de lettres de vœux à l'occasion de Yom Kippour et du nouvel an juif. Rencontres avec le Rabbin de Monaco à l'archevêché. Invitation à la circoncision du dernier fils du rabbin. Présence du rabbin aux obsèques du Prince Rainier III. Participation, en janvier 2006, à une émission radiophonique sur Radio Shalom.

Pour le culte musulman, Monseigneur BARSİ a rencontré à plusieurs reprises et à l'occasion de ses voyages dans la Principauté de Monaco, le docteur Dalil BOUBAKEUR, Recteur de la Mosquée de Paris et Président du Conseil français du Culte Musulman.

Please describe the legal framework that helps promote tolerance and respect for religious and cultural diversity

Relevant areas would be legal provision regarding

- **freedom of religious faith and worship and freedom of expression,**
 - **access to political, civic and welfare rights,**
 - **protection against xenophobic or discriminatory treatment**
 - **options made by the country between alternative cultural or other models (such as confessional or secular state, and options on the regulation of marriage, family life and equality of the sexes in areas where different cultures differ)**
 - **entities and processes that promote and/ or safeguard harmony between various ethnic or religious communities**
 - **centrally prescribed items in the educational curriculum that deal with relations among cultures or religions**
-

Please describe the policies that regulate, administer, influence or provide for the same areas and intercommunal, inter-religious and intercultural relations in general:

- **freedom of religious faith and worship and freedom of expression,**
 - **access to political, civic and welfare rights,**
 - **protection against xenophobic or discriminatory treatment**
 - **options made by the country between alternative cultural or other models (such as confessional or secular state, and options on the regulation of marriage, family life and equality of the sexes in areas where different cultures differ)**
 - **entities and processes that promote and/ or safeguard harmony between various ethnic or religious communities**
 - **centrally prescribed items in the educational curriculum that deal with relations among cultures or religions**
-

(Réponse groupée aux 2 questions précédentes)

L'exercice des libertés fondamentales garanti par la Constitution monégasque de 1962 modifiée en 2002 n'est conditionnée par aucun traitement différencié en fonction de la race, de la couleur, du sexe, de la langue, de la religion, de l'opinion politique ou de toute autre critère. En effet, la Principauté de Monaco est un Etat de droit attaché au respect des libertés et des droits fondamentaux (article 2 de la Constitution).

Le Titre III de la Constitution détermine précisément les droits et libertés fondamentaux (articles 17 à 32 de la Constitution) lesquels regroupent, à la fois, des droits d'ordre personnel (légalité de peines, droit au mariage par exemple), des droits de l'individu dans ses rapports avec le monde extérieur (correspondance) et des libertés publiques (liberté de culte, association).

S'agissant des mesures juridiques spécifiques prises par les Autorités monégasques pour lutter contre les phénomènes de racisme et d'intolérance, la **loi n° 1.299 du 15 juillet 2005 sur la liberté d'expression publique** prévoit en son article 16-3 que « *sont punis des mêmes peines (cinq ans d'emprisonnement et de l'amende prévue au chiffre 4 de l'article 26 du Code pénal, ou de l'une de ces deux peines seulement) ceux qui, par l'un des moyens énoncés à l'article 15, provoquent à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine, de leur appartenance ou de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ou à raison de leur orientation sexuelle, réelle ou supposée* ».

La Principauté de Monaco a récemment intégré à son dispositif pénal une mesure de prévention contre toute

atteinte à la dignité humaine via Internet. L'article 21 de la **loi n° 1.344 du 26 décembre 2007 relative au renforcement de la répression des crimes et délits contre l'enfant** ainsi rédigé : *"Le fait soit de fabriquer, de produire, de transporter, de diffuser par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine, soit de faire commerce d'un tel message, est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et de l'amende prévue au chiffre 3 de l'article 26 lorsque ce message est adressé à des mineurs. La tentative est punie des mêmes peines".*

Le projet de loi déposé au Conseil National le 8 août 2006, concernant les délits relatifs au système d'information prévoit d'insérer un article 294-4 dans le Code pénal qui énonce : « *Le fait soit de fabriquer, de produire, de transporter, de diffuser par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine, soit de faire commerce d'un tel message, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et de l'amende prévue au chiffre 3 de l'article 26 lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur* ».

La **loi 1.165 du 23 décembre 1993 relative aux traitements d'informations nominatives** prévoit en son article 12 que la collecte, l'enregistrement et l'utilisation d'informations qui feraient apparaître des appartenances raciales ou religieuses sont prohibés sauf acceptation écrite et expresse de la personne intéressée.

De surcroît, il est envisagé d'intégrer au nouveau Code pénal une définition de la notion de discrimination raciale, ainsi qu'une circonstance aggravante liée au caractère raciste, antisémite ou xénophobe de l'infraction. Quoiqu'il en soit les crimes ou délits ayant de tels mobiles sont dès à présent punissables au travers du droit commun.

Le droit pénal monégasque repose essentiellement sur le principe du libre choix de la peine à prononcer, entre un minimum et un maximum, par les juridictions appelées à connaître de l'infraction. Or, ce choix est bien entendu exercé en tenant compte à la fois de la personnalité de l'individu et de la gravité du fait délictueux ou criminel. Il n'est donc pas nécessaire qu'une disposition expresse de la loi envisage une circonstance aggravante pour que les tribunaux puissent prononcer une peine plus élevée, en présence d'un crime ou d'un délit motivé par la haine raciale.

La Direction de la Sûreté Publique a inséré dans son registre « main courante » une mention spéciale permettant au plaignant de spécifier si l'infraction dont il a été victime revêt un caractère raciste.

Enfin, la Principauté de Monaco s'est dotée en 2006, à l'instar de la France et d'autres pays européens, d'une Commission chargée d'assister les victimes de spoliations de biens subies dans la Principauté de Monaco pendant la seconde guerre mondiale. Cette Commission composée de cinq membres nommés pour une période de trois années renouvelable propose des mesures d'indemnisation ou d'autres modalités de réparation appropriées, ainsi qu'une procédure de conciliation, le cas échéant.

Engagements internationaux :

La Principauté de Monaco, très active dans la défense des droits de l'homme, a pris un certain nombre de mesures en faveur de la lutte contre le racisme et l'intolérance. Celles-ci incluent la ratification de plusieurs instruments internationaux, dont la *Convention européenne des Droits de l'Homme*.

En outre, la Principauté de Monaco est Partie aux Conventions internationales suivantes ayant pour objet la lutte contre le racisme et l'intolérance :

- Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (Rome, 4 novembre 1950) ;
- Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (New York, 9 décembre 1948) ;
- Convention relative au statut des réfugiés (Genève, 28 juillet 1951) ;
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (New York, 7 mars 1966) ;
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et Pacte international relatif aux droits civils et politiques (New York, 16 décembre 1966).

Conformément au paragraphe 1 de l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Principauté de Monaco a déclaré reconnaître la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour recevoir et examiner des communications émanant de personnes ou de groupes de personnes relevant de sa juridiction, qui se plaignent d'être victimes d'une violation commise par la Principauté de Monaco de l'un quelconque des droits énoncés dans ladite Convention .

Describe influential events and trends and their impact

Describe important events, local, national and international (especially recent ones) that influence the intercommunal, inter-religious or intercultural relations, as well as recent trends that have emerged that seem to have had a significant impact on such relations.

Au travers de l'éducation civique dispensée dans les établissements scolaires monégasques, les équipes éducatives s'attachent à construire avec leurs élèves les relations de respect, de tolérance, de coopération nécessaire à la vie en société. Des voyages scolaires sont organisés ponctuellement par des professeurs de collège ou lycée sur des thèmes précis qui nécessitent un travail important de préparation. En 2005, des élèves de terminale du Lycée Albert Ier se sont rendus en Allemagne lors de la commémoration du 60^{ème} anniversaire de la libération des camps de concentration nazis. Cette année, des collégiens accompagnés de leur professeur de français et d'histoire-géographie se rendront à Berlin, capitale européenne et lieu de mémoire.

Identify and describe good practices

Please list and describe a number of good practices by government or civil society (including entities mentioned above) that have recently helped or at present are helping to improve intercommunal, inter-religious and intercultural relations and understanding.

- Formation des magistrats et des fonctionnaires de police :

Il semble important de souligner que les magistrats en poste à Monaco, qu'ils soient de nationalité française ou monégasque, reçoivent la même formation initiale et continue, telle que dispensée par l'Ecole Nationale de la Magistrature (école française de formation des magistrats).

Cette formation inclut bien entendu la matière des Droits de l'Homme et, plus spécifiquement, celle des discriminations.

En outre, la Direction des Services Judiciaires organise périodiquement à Monaco des conférences, dont certaines visent à sensibiliser les acteurs du monde judiciaire à ces questions et à élargir le champ de leurs connaissances.

De plus, des instructions permanentes sont données aux fonctionnaires de police afin que les personnels de la Sûreté Publique se comportent avec le public dans le respect absolu des personnes quelles que soient leurs nationalités, origines ou convictions religieuses, suivant le principe de non-discrimination. Au besoin, ces instructions pourraient à terme constituer un Code de bonne conduite formalisé pour les forces de l'ordre.

- Mesures dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et de l'information :

En 2006, l'enseignement public a accueilli des élèves issus de 65 nationalités différentes.

Depuis 1977, un enseignement du français en tant que langue étrangère permet aux enfants primo-arrivants non-francophones ne maîtrisant pas ou peu cette langue de connaître les éléments de base.

De plus, des mesures destinées à assurer la prise en charge d'enfants issus d'horizons différents, telles que la formation des enseignants à la pédagogie différenciée ont été mises en place par les Autorités monégasques.

Dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation aux droits de l'homme, un certain nombre de mesures sont mises en œuvre dans les établissements scolaires. Ainsi, dès la maternelle, est tenue le 20 novembre de chaque année, une Journée des droits de l'enfant. De plus, un programme d'éducation civique, fondé sur le respect de soi et la responsabilité individuelle, permettant d'étudier les institutions et les pratiques de la citoyenneté, est offert aux élèves de l'école primaire et du collège. Sont également organisées des actions ponctuelles, telles que la Journée de la Mémoire de la Shoah et de la prévention des génocides, tenue le 26 janvier de chaque année, ainsi que des échanges ou voyages dans d'autres pays.

S'agissant du corps enseignant, une formation spécifique pour les chefs d'établissements a été organisée en février 2006 par le Centre de Formation Pédagogique. Cette formation comprenait, entre autres, une présentation d'ouvrages et un rappel des textes officiels. De même, une formation pour 75 enseignants (enseignants des lettres, histoire, géographie, philosophie et des documentalistes) s'est tenue les 28 et 29 novembre 2006.

En outre, la campagne « Tous différents, tous égaux : campagne pour la diversité, les droits de l'homme et la participation » a été mise en œuvre au niveau national, dans la totalité des établissements.

Au travers de l'éducation civique dispensée dans les établissements scolaires monégasques, les équipes éducatives s'attachent à construire avec leurs élèves les relations de respect, de tolérance, de coopération nécessaire à la vie en société. Des voyages scolaires sont organisés ponctuellement par des professeurs de collège ou lycée sur des thèmes précis qui nécessitent un travail important de préparation.

➤ Education à la Citoyenneté :

Dès le primaire, chaque classe élabore son code de conduite afin de s'approprier les droits, devoirs et obligations de chacun ; les élèves participent également à diverses actions visant à l'acquisition d'un comportement civique ; prévention routière, économie d'énergie, protection de l'environnement, etc ...

Dans le secondaire, l'Education à la Citoyenneté Démocratique s'exerce notamment lors des élections des délégués des élèves.

➤ Education aux Droits de l'Homme :

La Déclaration des Droits de l'Homme et la Convention Internationale des Droits de l'Enfant sont les références permanentes pour les actions menées par les établissements, notamment dans le domaine humanitaire.

Ainsi depuis plus de cinq années, l'ensemble des écoles de Monaco collecte des fonds par le biais d'actions diverses dans le cadre de la Journée européenne et mondiale des Droits de l'Enfant ; les sommes récoltées sont versées au profit d'associations oeuvrant dans un but humanitaire. Il est à noter que l'éducation à la Citoyenneté Démocratique et aux Droits de l'Homme trouve sa place dans la formation continue des professeurs par la promotion de méthodes d'enseignement qui responsabilisent et encouragent la participation des élèves.

MONTENEGRO

A) DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Le dernier recensement de la population, des ménages et appartements est effectué du 1 au 15 novembre 2003. À la différence de précédents recensements, qui comprenaient aussi les citoyens monténégrins au travail temporaire à l'étranger, ainsi que les membres de leurs familles (sans égard à la durée du séjour), ce recensement, conformément aux recommandations internationales et à la relatif au recensement, a compris les citoyens monténégrins séjournant à l'étranger moins d'un an.

Répartition de la population selon l'appartenance nationale¹

N	Appartenance nationale	1991		2003	
		N. d'habit.	Pourcent.	N.d'habit.	Pourcent.
1.	Monténégrins	380.467	61,86%	267.669	43,16%
2.	Serbes	57.453	9,34%	198.414	31,99%
3.	Yougoslaves	26.159	4,24%	1.860	0,30%
4.	Albanais	40.415	6,57%	31.163	5,03%
5.	Bosniaques	-	-	48.184	7,77%
6.	Égyptiens	-	-	225	0,04%
7.	Italiens	58	0,01%	127	0,02%
8.	Macédoniens	1.072	0,17%	819	0,13%
9.	Hongrois	205	0,04%	362	0,06%
10.	Musulmans	89.614	14,57%	24.625	3,97%
11.	Allemands	124	0,02%	118	0,02%
12.	Roms	3.282	0,53%	2.601	0,42%

13.	Russes	118	0,02%	240	0,04%
14.	Slovènes	369	0,06%	415	0,07%
15.	Croates	6.244	1,02%	6.811	1,10%
16.	Autres	1.001	0,16%	2.180	0,35%
17.	Non déclarés	943	0,15%	26.906	4,34%
18.	Appart. Régionale	998	0,16%	1.258	0,20%
19.	Non connu	6.076	0,99%	6.168	0,99%
	TOTAL	615.035	100%	620.145	100%

Répartition de la population selon la religion²

N	Réligion	Nombre	Pourcentage
1.	Islamique	110.034	17,74%
2.	Judaïque	12	0,002%
3.	Catholique	21.972	3,54%
4.	Orthodoxe	460.383	74,28%
5.	Protestante	383	0,06%
6.	Cultes pro-orientaux	58	0,009%
7.	Autres religions	2.424	0,39%
8.	Non déclarés	13.867	2,24%
9.	Non croyants	6.003	0,97%
10.	Non connu	5.009	0,81%
	TOTAL	620/145	100%

Actuellement, il y a au Monténégro à peu près 8.474 réfugiés venant d'anciennes républiques yougoslaves³, ainsi que 16.136 personnes déplacées venant du Kosovo⁴. Le nombre de réfugiés s'élève à **24.610**, soit 4,2% de la **population totale**. Après l'acquisition de l'indépendance, le 20 juin 2006, le Gouvernement du Monténégro a pris la **Décision relative au maintien provisoire du statut et des droits des réfugiés et personnes déplacées au Monténégro**, par laquelle est défini le maintien provisoire du statut des personnes mentionnées au Monténégro, conformément aux lois réglant les questions d'asile et

¹Source : MONSTAT

²Source : MONSTAT

³Source : Ministère des Affaires Intérieures et de l'Administration Publique

⁴Source : Institut chargé des réfugiés

d'étrangers et à la Stratégie relative à la solution durable des réfugiés et personnes déplacées au Monténégro, ainsi qu'aux documents régionaux relatifs à la solution des questions de réfugiés et personnes déplacées.

B) CADRE INSTITUTIONNEL DE LA PROTECTION DES MINORITÉS

Il y a au Monténégro plusieurs importants organismes et institutions qui sont chargés de protection et promotion du statut des minorités.

En tant que produit du développement démocratique et des tendances fondamentales faisant objet de « l'Accord relatif au minimum des principes pour le développement de l'infrastructure démocratique au Monténégro⁵ » de 1997, c'est déjà dans l'année prochaine, après les élections parlementaires extraordinaires, que fut constitué le **Ministère pour la protection des droits des groupes nationaux et ethniques**. Grâce à une nouvelle structure organisationnelle du Gouvernement de la République du Monténégro de 2006, ce ministère change le nom et prend celui de **Ministère pour la protection des droits humains et minoritaires**, en obtenant ainsi les ingérences de protection des droits humains, qui n'étaient pas du ressort d'autres organismes. L'objectif de cette instance du Gouvernement et de suivre, étudier et protéger les droits des minorités, conformément à la Constitution du Monténégro, aux documents internationaux concernant la même problématique, tout en tenant compte des tendances démocratiques auxquelles le Monténégro aspire.

Ayant en vue l'orientation programmatique du Ministère pour la protection des droits humains et minoritaires, ce Ministère fait des efforts à réaliser ses projections stratégiques élémentaires. La base de cette stratégie est une pleine intégration des peuples minoritaires dans la vie sociale, tout en gardant et développant leurs

particularités nationales _____

⁵Source : Accord signé entre le Gouvernement de la République du Monténégro de cette époque et l'opposition et culturelles, et en promouvant leurs droits et libertés. Ce projet est réalisé grâce à une communication permanente du Ministère avec les représentants de tous les peuples minoritaires, sujets politiques, organisations non-gouvernementales, différents instituts et institutions, ainsi que grâce aux relations partenariales avec les organisations et institutions internationales relevantes, chargées des questions de protection des droits de l'homme et des minorités.

Un groupe de travail permanent nommé - **Comité pour les droits et libertés humains** - chargé d'étudier les questions différentes, tout particulièrement les propositions normatives du domaine des droits humains et minoritaires, est constitué dans le Parlement du Monténégro.

À part cela, l'institution **Ombudsman aux droits et libertés de l'homme** agit au Monténégro en tant qu'institution autonome et indépendante. L'Ombudsman aux droits et libertés humains au Monténégro est chargé de protéger les droits et libertés humains garantis par la Constitution, la loi et les traités internationaux ratifiés, relatifs aux droits humains et règles coutumières du droit international, lorsqu'ils sont violés par un acte, action ou manque de traitement des organes d'État, des organes de l'administration locale, des services publics et autres titulaires de mandats publics. C'est un organisme que les citoyens peuvent saisir facilement, sans formalités et dépenses particulières, pour avoir une intervention rapide et efficace, mais qui en même temps, peut agir à sa propre initiative. Le procédé devant l'ombudsman est confidentiel, si bien que quiconque, portant plainte ou participant d'une autre manière dans une procédure effectuée par l'ombudsman, ne peut pas porter la responsabilité ni être amené en position défavorable. Il met ses analyses, ses points de vue et ses opinions à la disposition du Parlement et du public plus large, en contribuant à l'ouverture et à la transparence de l'administration publique, ainsi que d'autres services et organes publics vers le Parlement, le Gouvernement et les citoyens. Selon les solutions normatives actuelles l'ombudsman a deux suppléants, dont un est chargé de protéger les droits des minorités.

Conseils de minorités - Dans le but d'implémenter la Loi sur les droits et libertés des minorités, le Ministère pour la protection des droits de l'homme et des minorités a adopté les **Règles relatives aux premières élections du conseil des minorités et l'Instruction (directive) sur les formulaires uniques pour l'organisation des élections des membres du conseil** (« Journal Officiel de la République du Monténégro » N. 46/07). Par ces Règles et cette Instruction sont précisés la composition et le nombre des membres du conseil des minorités, ainsi que les indications claires à suivre dans ce processus. C'est ainsi que sont créés les préalables juridiques indispensables pour l'élection de premiers conseils de minorités. En plus, ces actes sont publiés au site officiel du ministère, ainsi qu'imprimés en tant qu'annexe au quotidien « Pobjeda » et à l'hebdomadaire « Koha Javore », publié en albanais. En plus, ces actes sont divulgués par le Service Public RTCG, TV IN et autres stations de radio et chaînes de télévision locales. Finalement, de nombreuses réunions ont eu lieu avec des organisations non-gouvernementales de toutes les communautés ethniques, pour leur présenter la procédure de la constitution des conseils de minorités. En vertu de dispositions légales, on a organisé jusqu'à présent des assemblées électorales pour l'élection des membres de suivants conseils : Conseil Croate (le 21 décembre 2007), Conseil Bosniaque (le 15 mars 2008), Conseil de Roms (le 22 mars 2008), Conseil Musulman (le 29 mars 2008), Conseil Albanais (le 19 avril 2008) et Conseil Serbe (le 27 septembre 2008). Ensuite, ce sont des séances constitutives des conseils qui ont été organisées et finalement, les conseils sont enregistrés auprès de Ministère pour la protection des droits de l'homme et des minorités. À partir du mois d'août 2008, l'activité des conseils est financée par l'intermédiaire de ce Ministère.

À la proposition du Gouvernement du Monténégro, le Parlement a pris la décision relative à la constitution du **Fonds pour les minorités**, en février 2008 (« Journal Officiel du Monténégro », n. 13/08). Le Fonds pour les minorités est constitué afin de soutenir les activités qui sont importantes pour la sauvegarde et le développement des particularités nationales et éthiques de peuples minoritaires, ainsi que d'autres communautés nationales minoritaires dans le domaine de leur identité nationale, éthique, culturelle, linguistique et religieuse. Au mois de juillet 2008, on a élu un Comité de gestion constitué de quinze membres, tandis que la Loi sur les modifications et amendements de la Loi relatif au Budget du Monténégro pour l'an 2008, a prévu les moyens pour l'activité du Fonds dans le montant de 422.125 euros. Pour l'an 2009, les moyens budgétaires planifiés s'élèvent à 1.018.000 euros.

La culture et la sauvegarde du patrimoine culturel font un des segments élémentaires de la protection de l'identité nationale dans son ensemble. Tout en reconnaissant l'importance de l'aspect interculturel et de la diversité culturelle du Monténégro, le Ministère pour la protection des droits de l'homme et des minorités a fait des efforts de mettre en œuvre un Centre pour la sauvegarde et le développement des cultures des minorités. Suite à l'adoption des modifications de la Décision relative à la fondation du **Centre pour la sauvegarde et le développement des**

cultures des minorités (le 12 avril 2007), on a nommé le Comité de gestion de quatre membres et on a assuré les locaux pour l'exercice de l'activité, ainsi que les moyens de travail indispensables, puis on a nommé son directeur, si bien que cette institution a commencé à réaliser sa fonction en 2009.

Il existe au Monténégro toute une série d'**associations et organisations non-gouvernementales** chargées de problématique de protection des droits des minorités et de l'amélioration de statut des communautés des minorités dans la société monténégrine.

C) CADRE JURIDIQUE DE LA PROTECTION DES MINORITÉS

La Constitution du Monténégro représente un fondement juridique pour la promotion, le renforcement et l'amélioration de la protection des droits et libertés humains fondamentaux et affirme l'engagement du Monténégro de respecter les standards internationaux dans ce contexte. Presqu'une moitié des articles de la Constitution (de 68 à 158) régissent les droits et libertés de l'homme, par quoi leur importance est confirmée du point de vue de normes.

Parmi les dispositions fondamentales de la Constitution, trois dispositions sont essentielles pour la jouissance des droits et libertés humains. **Par l'article 6** est prévue la garantie universelle de la protection des droits et libertés humains, en tant que des catégories inviolables. **Par l'article 7** est prescrite l'interdiction d'excitation à la haine ou à l'intolérance quel que soit le fondement, tandis que par **l'article 8** est régie l'interdiction de discrimination, en tant que condition préalable générale pour jouir tous les droits et libertés humains. Plus précisément, dans l'article 8 est garantie l'interdiction de toute « discrimination directe ou indirecte quel que soit le fondement », et aussi, « **les règles et la mise en œuvre de mesures particulières** orientées vers la création des conditions pour la réalisation de l'égalité de droits, des genres, en un mot de l'égalité universelle, ainsi que de la protection des personnes mises à la position d'inégalité, quel que soit le fondement, ne seront pas considérées comme étant de la discrimination. Les mesures particulières ne pourront être appliquées que jusqu'au moment où seront réalisés les **objectifs** faisant objet de prise de ces mesures », ce qui nous laisse l'espace pour la mise en œuvre des mécanismes de protection complémentaires et de la promotion des droits des minorités, soit l'intégration des minorités y compris la sauvegarde de leurs particularités.

Le deuxième chapitre de la Constitution est constitué en 65 articles garantissant les droits et libertés de l'homme, les droits civils et civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que les droits des minorités.

Outre la législation nationale, garantissant le respect des droits et libertés fondamentaux de l'homme, ainsi que des droits des minorités, le Monténégro précise dans la **disposition 9** de la Constitution que les traités internationaux ratifiés et publiés et les règles universellement acceptées du droit international font partie intégrante de l'ordre juridique interne, si bien qu'ils ont la primauté sur la législation nationale et sont directement appliqués au cas où ils régissent les relations différemment de la législation nationale.

Parmi les **instruments de l'ONU** il faut citer les instruments suivants : Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avec les deux protocoles facultatifs, ainsi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Convention relative au statut des réfugiés, avec le Protocole, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Convention internationale des droits de l'enfant, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et humiliants. Le Monténégro est tenu, aussi, de respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme ; ici il ne s'agit pas d'obligation contractuelle, mais d'une obligation internationale coutumière.

Parmi les instruments du **Conseil de l'Europe**, il faut citer les instruments suivants : Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, Convention Européenne contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et humiliants, Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires, Charte sociale européenne.

À part les droits et libertés humains fondamentaux, dans l'objectif de sauvegarder l'identité nationale dans son ensemble, la Constitution et les lois du Monténégro donnent aux minorités nationales toute une série **de droits complémentaires**.

Le deuxième chapitre de la Constitution, dans ses articles 79 et 80, **garantit aux ressortissants des peuples minoritaires et d'autres communautés nationales minoritaires les droits et libertés, qu'ils peuvent jouir individuellement ou avec d'autres personnes, et interdit l'assimilation des membres des peuples minoritaires et autres communautés nationales minoritaires.** L'État est tenu de protéger les ressortissants des peuples minoritaires et d'autres communautés nationales minoritaires de toutes les formes d'assimilation forcée.

Les droits suivants des minorités sont garantis par la CONSTITUTION :

- droit à la liberté d'expression, sauvegarde et développement de son identité nationale, ethnique ; culturelle et religieuse ;
- droit au choix, usage et présentation des symboles nationaux et célébration des fêtes nationales ;
- emploi privé, public et officiel de sa langue et de son alphabet ;
- droit à l'instruction dans sa propre langue et son propre alphabet, au sein d'établissements publics ; les programmes d'enseignement devraient comprendre l'histoire et la culture des minorités et autres communautés nationales minoritaires ;
- les organes de l'administration locale, ainsi que les autorités administratives et judiciaires devraient aussi mener la procédure en langue des peuples minoritaires et autres communautés nationales minoritaires dans des milieux où le pourcentage des membres minoritaires dans la population globale est important ;
- droit de fonder des associations éducatives, culturelles et religieuses avec l'aide matérielle de l'État ;
- droit d'écrire et employer leurs prénom et nom dans leur langue et leur alphabet sur les pièces officielles ;
- droit d'avoir les dénominations locales traditionnelles, les noms des rues et agglomérations, ainsi que les désignations topographiques, écrits dans la langue des minorités ou autres communautés nationales minoritaires, dans des milieux où le pourcentage des membres minoritaires dans la population globale est important ;
- droit à une représentation authentique au Parlement du Monténégro et aux assemblées de l'administration locale (conseils municipaux), là où ils ont un pourcentage important par rapport à la population globale, et cela conformément au principe de « l'affirmative action » ;
- droit à une représentation proportionnelle aux services publics, organes du pouvoir publique et de l'administration locale ;
- droit à être informé dans sa langue maternelle ;
- droit d'établir et maintenir des contacts avec des citoyens et associations au-delà des frontières du Monténégro, auxquels elles sont liées par leur origine nationale ou ethnique, ou par leur appartenance culturelle, historique ou religieuse ;
- droit à fonder le conseil pour la protection et la promotion des droits spécifiques.

La loi sur la protection des droits et libertés des minorités (« Journal Officiel de la République du Monténégro », n. 31/06, régit une série de droits des minorités, ainsi que de mécanismes pour leur protection. La loi concerne la sauvegarde de l'identité nationale des minorités, ou plutôt leur protection de l'assimilation, ainsi que leur participation efficace dans la vie publique.

D) DROITS RELIGIEUX

Le droit à la liberté de religion et profession de foi, en public ou en privé, est garanti par la constitution et par la loi à tout citoyen, y compris les ressortissants des minorités. De même, toute personne a droit à ne pas se déclarer en matière de foi et d'appartenance religieuse. La constitution et les lois garantissent, entre autres, la protection de l'identité religieuse aux ressortissants des minorités. Les ressortissants des minorités ont le droit de s'associer dans des associations religieuses, avec l'aide matérielle de l'État. L'aide de l'État aux communautés religieuses est réalisée par le biais de participation aux cotisations assurance vieillesse-invalidité-santé et contributions ecclésiastiques (50%), ainsi que par le biais d'investissements aux édifices sacraux, y compris ceux ayant le caractère des monuments de culture. De plus, l'État donne des aides financières pour les manifestations religieuses et l'activité culturelle des communautés religieuses.

Les religions sont séparées de l'État, par quoi le Monténégro s'est déclaré être un État séculier. Cela veut

dire qu'il n'existe pas une religion ou une église « officielle » ou « d'État ». Toutes les religions sont égales en statut et libres dans la pratique des rites religieux et dans l'exercice des affaires religieuses. Elles jouissent de mêmes droits et occupent la même position juridique. L'État n'intervient pas dans leur organisation interne ni dans l'organisation des affaires religieuses ; il a laissé ces affaires sous l'ingérence et la responsabilité des communautés religieuses ; ce sont elles qui s'occupent de leur organisation et de leurs affaires, de manière autonome. L'unique question qui se pose est que cette organisation et ces affaires des communautés religieuses doivent être réalisées dans les limites de l'ordre juridique.


La liberté d'expression des convictions religieuses est prévue par les solutions légales qui permettent aux croyants d'avoir un congé pour ses plus grandes fêtes religieuses. La loi relative à la célébration des fêtes religieuses prévoit le droit à un congé payé pour célébrer les fêtes religieuses. Les croyants orthodoxes sont autorisés à interrompre le travail pour le reveillon de Noël et le jour même de Noël (deux jours), grande veille de Pâques et jour de Pâques (deuxième jour) ainsi que pour leur fête de famille ; fidèles catholiques pour le reveillon de Noël et le jour même de Noël (deux jours), grande veille de Pâques et jour de Pâques (deuxième jour) ainsi que fête de Toussaint ; croyants musulmans pour Ramadan Bairam (trois jours) et Curban Bairam (trois jours), croyants juifs pour Pessah-Pâque juive (deux jours) et Jom Kippur (deux jours). Par cette loi sont prévues des peines ou amendes pour les responsables des entreprises ou d'institutions, autres personnes morales, organes publics ou entrepreneurs, qui ne permettent pas aux croyants des congés payés pour célébrer leurs fêtes religieuses.

Conformément à la Loi sur le statut juridique des communautés religieuses, la fondation d'institutions et organisations religieuses est libre, mais soumise à l'obligation de déclarer leur fondation ou cessation du travail à l'organe chargé d'affaires intérieures sur le territoire de l'administration locale où est situé le siège de communauté religieuse fondée ou supprimée. La loi interdit expressément l'abus des communautés religieuses et de leurs institutions, ainsi que de leurs activités religieuses, ou plutôt de leurs sentiments religieux, à des fins politiques. La loi prévoit des mesures et peines appropriées en cas de non-respect de ces dispositions et autres. Ayant en vue la liberté de religion garantie par la loi, toute association forcée dans une communauté religieuse est interdite, ainsi que la contrainte de participer à des rites religieux.

Les personnes situées dans des institutions sociales, de santé ou autres, ainsi que les personnes en train de purger leur peine de prison, ont la possibilité de pratiquer leur religion dans les limites de l'ordre habituel de l'institution concernée. À leur demande, ces personnes peuvent être visitées par les ecclésiastiques pour faire des rites religieux.

Dans le cadre de leur travail, les communautés religieuses sont en droit de fonder des écoles religieuses ainsi que des internats pour l'hébergement des participants. Ces écoles n'appartiennent pas au système de l'instruction publique du Monténégro et sont dirigées directement par les communautés religieuses, qui en désignent le programme et le plan d'enseignement, ainsi que le personnel enseignant pour sa réalisation. Toutes les communautés religieuses profitent de ce droit et de cette possibilité et organisent l'enseignement religieux dans leurs institutions. De même, les communautés religieuses ont la possibilité, dans le cadre de leur activité, de publier et distribuer des publications religieuses. Ce sont des règles portant sur l'information et les activités d'édition qui sont appliquées pour cette forme d'activité. Les communautés religieuses profitent de ce droit, si bien qu'il existe des publications internes de toutes les communautés religieuses au Monténégro.


PORTUGAL

	<p><i>La liberté religieuse en tant que motif de migration</i></p> <p>Paulo Reis Mourão Novembre 2008, Cahiers OI 2</p> <p>Observatoire de l'immigration du Portugal Haut commissariat pour l'immigration et le dialogue interculturel (ACIDI) pp. 43 ISBN I 978-989-8000-74-3</p> <p>Étude disponible sur: www.oi.acidi.gov.pt Contact: centro.documentacao@acidi.gov.pt</p>
---	---

Résumé :

Le présent document se concentre sur deux aspects principaux. La première partie décrit la méthodologie utilisée pour l'élaboration de l'Indice de liberté religieuse, qui permettra également de déterminer l'importance du respect de la liberté religieuse en tant que facteur de mouvements migratoires, en particulier de ceux qui se dirigent vers le Portugal. L'Indice en question a permis d'identifier une grande diversité de situations autour du monde et de constater qu'en général les pays européens et américains présentent des valeurs plus élevées (indiquant ainsi une situation de respect du droit à la liberté religieuse), tandis que les pays africains et asiatiques, de leur côté, montrent des résultats moins expressifs. La deuxième partie du document étudie plus en détail l'inférence statistique obtenue par rapport à la relation entre la liberté religieuse et le volume de l'immigration au Portugal. Cette partie conclut que l'immigration au Portugal répond de façon positive à une plus grande liberté religieuse du pays d'origine. D'autres facteurs qui favorisent l'accroissement du volume de l'immigration au Portugal sont la lusophonie du pays d'origine, son modèle de développement socio-économique, ainsi que la dimension de sa population. Ces résultats permettent de classer le Portugal parmi les pays de valorisation socioprofessionnelle des immigrants. En répartissant l'échantillon analysé en groupes d'immigrants, il a également été possible de vérifier que le nombre de demandes d'asile reçues au Portugal répond positivement à une aggravation de la situation des droits liés à la liberté religieuse dans les pays d'origine.

PORTUGAL

	<p><i>Immigration, ethnicité et religion. Le rôle des communautés religieuses dans l'intégration des immigrants de l'Europe de l'Est</i></p> <p>Helena Vilça Décembre 2008, Études OI 30</p> <p>Observatoire de l'immigration du Portugal Haut commissariat pour l'immigration et le dialogue interculturel (ACIDI) pp. 104 ISBN I 978-989-8000-72-9</p> <p>Étude disponible sur: www.oj.acidi.gov.pt Contact: centro.documentacao@acidi.gov.pt</p>
---	---

Résumé :

La présente étude a pour objectif de déterminer le rôle des communautés religieuses dans l'intégration des immigrants de l'Europe de l'Est. Le groupe d'immigrants en question, appartenant avant tout aux communautés orthodoxes et catholiques de rite byzantin, présente un ensemble de différences ethniques et religieuses.

L'auteur a choisi les églises comme objet de recherche étant donné que la question centrale de l'étude est la compréhension de leur rôle dans l'intégration sociale des immigrants. L'une des fonctions des églises traditionnelles a toujours été le développement d'activités appuyées sur une solidarité à multiples facettes. Dans ce contexte, l'objectif est de déterminer si les communautés religieuses, de par le fait qu'elles recréent la culture d'origine, favorisent un renfermement et le droit à la différence ou si, au contraire, les réseaux de nature religieuse contribuent à différentes formes d'intégration.

Le premier chapitre étudie, du point de vue des théories classiques et contemporaines, la fonction de la religion en tant qu'institution soutenant l'intégration sociale et la met en rapport avec des notions telles que solidarité, réseau ou capital social. Les deuxième et troisième chapitres constituent essentiellement une contextualisation et caractérisent l'apparition et le développement ainsi que les principes de l'église orthodoxe au Portugal. Le chapitre suivant présente les résultats d'une enquête réalisée auprès des immigrants qui prennent part aux activités des communautés religieuses, afin d'analyser la religiosité privée et publique, le rôle de la communauté dans leur vie et leurs visions concernant l'église, avec l'objectif de comprendre comment celle-ci aide à créer des réseaux et à résoudre leurs problèmes quotidiens. Finalement, le dernier chapitre mène une réflexion sur les résultats obtenus au cours de la recherche et leur articulation avec les axes théoriques et tente de formuler quelques recommandations.

PORTUGAL

Veillez élaborer une vue d'ensemble des principaux groupes ethniques existant dans votre pays et de leurs interrelations.

De nombreuses communautés ethniques et religieuses ont toujours habité aux côtés ou mêlées à la population à dominance Chrétienne au Portugal. C'est également le cas des communautés Juive et Musulmane, rejointes plus tard par les communautés Africaine, Protestante et autres, et plus récemment par différents groupes d'immigrants originaires de pays dont la langue officielle est le Portugais ainsi que d'Europe de l'Est. Porteurs de leur propre histoire, culture et identité, tous ont contribué non seulement à l'enrichissement et à la vitalisation de la société portugaise sous différents aspects, mais aussi au développement économique de notre pays grâce à leur énergie et aptitude.

Les relations au sein des communautés religieuses sont bonnes, mais ces relations doivent être prises en compte dans leurs dimensions respectives. Les Chrétiens Orthodoxes se sont intégrés avec succès et sans difficultés. Les Protestants sont au Portugal depuis longtemps, ils sont une minorité et ne se sont jamais agrandis à cause du flux de l'immigration. Il n'y a jamais eu de problèmes avec la communauté Juive, d'ailleurs, ses membres se considèrent entièrement Portugais. Les Musulmans sont une communauté relativement petite au Portugal et la plupart provient des anciennes colonies Portugaises. Ils ont fait partie de l'histoire et de la culture Portugaise pendant de nombreuses générations, et dans certains cas, pendant des siècles. La plupart des membres de cette communauté proviennent du Mozambique et plus tard de la Guinée, lors d'un second flux. La communauté Musulmane déjà fixée au Portugal a fonctionné comme médiatrice pour permettre l'intégration des musulmans arrivés plus tard. Les exemples mentionnés ci dessous peuvent expliquer, sous une perspective culturelle et historique, l'absence de tensions entre les communautés.

Exemples concrets:

- L'Église Catholique a restitué des lieux de culte aux communautés Chrétiennes de l'Europe de l'Est;
- À la mort du Pape Jean Paul II, les nombreuses communautés ont exprimé leur tristesse;
- Lorsque le Dalaï Lama est venu au Portugal, la communauté Musulmane l'a invité à un espace interreligieux dans la mosquée. Ce fut une expérience inédite, tel que l'a décrit le Dalaï Lama lui même puisque la communauté Musulmane n'avait jamais pris part à une telle initiative;
- Des représentants des nombreuses communautés étaient présents lors de la célébration centenaire de la synagogue Juive.

Principaux groupes religieux

Communauté Hindou

La communauté Hindou s'est développée au Portugal en 1975, résultat de la décolonisation, et elle compte environ 9 000 membres résidents dans les zones métropolitaines de Lisbonne et *Porto*. La majorité des membres est originaire du Mozambique et certains de l'État de Gujarat, qui a appartenu autrefois à l'Inde Portugaise.

Temple RADHA KRISNA à *Telheiras*

Président: Anil Gokal

Relations publiques: Askok Hansraj (membre de la Commission pour la Liberté Religieuse)

Communauté Israélienne de Lisbonne

Des recherches historiques indiquent que la présence Juive au Portugal remonte au VI^{ème} Siècle a.C, ayant précédé le développement du Royaume du Portugal. Au XII^{ème} Siècle, sous le commandement de d'Alphonse 1^{er}, le Portugal devint une nation et ce fut à cette période que la première communauté judaïque émergea à Lisbonne, *Porto*,

Santarém et Beja.

La communauté Juive que l'on trouve à Lisbonne de nos jours a comme origine les groupes de Juifs de Sefardi qui se sont établis au Portugal au début du XIX^{ème} Siècle, époque qui coïncide avec l'affaiblissement de l'Inquisition et finalement à son abolition en 1821.

La plupart étaient des négociateurs commerciaux, de Gibraltar au Maroc (Tanger, Tétouan et la ville de Essaouira, appelée autrefois Mogador) et dans certains de leurs noms ils expriment un lien à leurs terres d'origine Ibérienne, avant la période de l'expulsion. C'est le cas de CONQUI (de Cuenca, province de Cuenca) ou CARDOSO (de Cardoso, District de *Viseu*).

Synagogue Shaaré-Tikvá, inaugurée en 1904.

Rabbin: Eliezer Shai di Martino

Président: José Oulman Carp

Directeur Exécutif: Marcus Prist

Vice-président: Esther Mucznick (membre de la Commission pour la Liberté Religieuse)

L'union Bouddhiste

L'Union Bouddhiste Portugaise fut fondée le 24 juin 1997. Parmi les fondateurs se trouvaient leur Premier président, Fernando Santos, l'actuel président Paulo Borges ainsi qu'un membre de l'actuelle administration António Teixeira. Dès ses débuts, elle a été la Fédération pour la majorité des écoles Bouddhistes authentiques au Portugal et est reconnue par l'Etat Portugais comme son représentant Bouddhiste officiel. Répandue dans tout le pays, l'Union Bouddhiste Portugaise est constituée de différentes délégations et Écoles de Dharma.

Président: Monsieur Paulo Borges

Chrétienté

- Catholiques

Selon le recensement de 2001, 84,5% de la population Portugaise est Chrétienne.

- Orthodoxes

Au Portugal, l'Eglise Orthodoxe est sous la juridiction du Patriarche Œcuménique de Constantinople.

- L'Eglise Grecque Orthodoxe
- L'Eglise Russe Orthodoxe
- L'Eglise Roumaine Orthodoxe
- L'Eglise Bulgare Orthodoxe

- Protestants: L'Alliance Evangélique Portugaise (AEP)

C'est une association qui rassemble et représente la quasi-totalité des églises évangéliques au Portugal.

Elle fut organisée en 1921 sous le commandement de son premier président Eduardo Moreira, bien qu'elle n'ait acquis son statut légal qu'en 1935.

L'AEP rassemble et représente la grande majorité de la communauté évangélique et a environ 250 000 partisans directement engagés dans les églises et a de l'influence sur un univers de 500 000 personnes. Elle possède environ 1 500 lieux de culte répandus dans tout le Continent et les Îles, avec approximativement 900 ministres de culte et autres leaders. Elle a également environ 2 000 membres dans des hauts rangs professionnels, socio-professionnels et exécutifs, 12 écoles pour des études théologiques, elle compte 63 institutions d'aide sociale, 132 enseignants qui travaillent dans 63 écoles publiques enseignant l'Éducation Morale et Religieuse Évangélique et a deux émissions de télévision, l'une qui émet 2 fois par semaine sur la chaîne 2 de RTP (Radio et Télévision du Portugal) *A Luz das Nações* (La Lumière des Nations) et *Caminhos* (Chemins), qui est transmise le troisième Dimanche de chaque mois.

- Autres Chrétiens

- Pentecôtistes
- Témoins de Jéhovah
- Mormons

Islam

La présence Islamique au Portugal a la particularité de posséder le plus grand nombre d'Ismaélites. C'est l'un des aspects les plus intéressants de leur présence au Portugal. Un des autres aspects intéressants est l'héritage historique d'Al-Andalus et de la Reconquête.

Au Portugal, les Musulmans participent activement aux questions sociales, culturelles et religieuses, mais, contrairement à ce qui se produit dans les autres pays Européens, il n'y pas de tensions dérivées de la rencontre entre Musulmans et non Musulmans.

Si nous comptons tous les Musulmans au Portugal, y compris les Sunnites hétérogènes et les communautés Ismaélites, nous approchons les 38 000 croyants. La grande majorité des membres de ces communautés vivent à Lisbonne et ses alentours, dans des quartiers spécifiques des banlieues et du Centre de Lisbonne. La présence Musulmane et leur façon de vivre est nettement présente et visible à Lisbonne, comme dans toute autre métropole Européenne.

En dehors de la zone de Lisbonne, nous pouvons trouver des communautés Musulmanes à *Loures, Vila Franca, Coimbra, Almada, Portimão* et *Faro*.

Les communautés Islamiques Portugaises sont un phénomène d'immigration récent qui ont réussi à établir au Portugal, comme dans le reste de l'Europe, leur propre réseau de relations et institutionnalisation. Au Portugal, les Musulmans se sont facilement adaptés à la société.

Communauté Islamique

La Communauté Islamique à Lisbonne (CIL) s'est fixée en 1968 (*Diário do Governo* n°83, III Séries, 6 avril 1968) grâce à un groupe de jeunes étudiants Musulmans originaires des anciennes colonies Portugaises qui étudiaient alors à Lisbonne.

Au début, la communauté était majoritairement composée de familles des anciennes colonies Portugaises arrivées après 1975, la plupart du Mozambique et de la Guinée mais également d'Afrique du Nord (Maroc et Algérie), Pakistan, Bangladesh et des pays membres de différentes ambassades des États Arabes fixés au Portugal.

Il est important de remarquer qu'un nombre important de jeunes membres de la communauté sont déjà Portugais, existant aujourd'hui une seconde et troisième génération nées dans ce pays.

Certains usages et modèles Européens ont été adoptés tout en préservant en même temps des idéaux et coutumes religieux et culturels différents des premiers.

Les principales activités développées par ce groupe sont liées au commerce, surtout le commerce de produits ethniques, du secteur de la construction et de la restauration.

Il y a 4 mosquées au Portugal: Mosquée Centrale de Lisbonne (1985), Mosquée de *Odivelas*, Mosquée de *Laranjeiro* et Mosquée de *Coimbra*.

Des lieux de cultes de moindres dimensions peuvent être trouvés dans les nombreux endroits et près des centres résidentiels des populations Islamiques.

Président: Abdool Vakil (membre de la Commission pour la Liberté Religieuse)

Mosquée Centrale Imam: Sheikh David Munir.

Communauté Musulmane Ismaélite

Les caractéristiques les plus notoires de la communauté dirigée par Aga Khan sont évidentes dans la grande quantité d'initiatives d'ordre humanitaire et dans la façon dont la discrétion de leur travail est conservée, sans avoir recours à la propagande et dissémination de leurs projets actuels et passés. Leur activité consiste à "faire" et non à en parler.

La Fondation Aha Khan opère au Portugal depuis 1983.

La communauté Ismaélite comprend entre six et huit mille membres, la plupart d'origine Indienne (majoritairement de Gujarat) et ils se sont établis pour la plupart à Lisbonne et à plus petite échelle à Porto. Ils forment un solide réseau et sont liés aux autres communautés Musulmanes Ismaélites au Canada, Grande Bretagne et Espagne, et semblent avoir bien réussi leur intégration.

Président d'AKF: Nazim Ahmad (membre de la Commission pour la Liberté Religieuse).

Temple: Centre Ismaélien

Foi Bahaïe

La communauté Bahaïe du Portugal est le nom sous lequel les personnes et institutions qui s'identifient comme étant Bahaïs ont rejoint notre pays.

Le premier contact que le Portugal a eu avec la Foi Bahaïe remonte à 1926 avec la visite de deux partisans de Bahaïe qui furent interviewés par les journaux *Diário de Noticias* et *Diário de Lisboa*, ils ont tenu des conférences dans le Club Rotary et ont offert des livres à la Bibliothèque Nationale et à L'Université Polytechnique.

La communauté Bahaïe du Portugal a subi une grande croissance, actuellement présente dans plus de 150 localités dans le Continent, les îles des Açores et de Madère.

Le Centre National Bahaï se trouve à Lisbonne où sont coordonnés et mobilisés tous les efforts pour faire connaître les principes Bahaïs, ainsi que mettre en œuvre des programmes de développement et autres services à la communauté.

Président: Mário Mota Marques

Autres

Sikhs

Confucianistes

Veillez décrire les évènements et tendances influents et leur impact.

De nos jours, le Dialogue Interreligieux au Portugal est une question publique à l'ordre du jour et par conséquent les relations entre religions sont un processus continu d'études et de compréhension.

Le contact entre les différentes confessions religieuses a débuté très discrètement avant 1974, lorsqu'il n'y avait aucune liberté religieuse.

Nous pouvons faire référence, à titre d'exemple, à la relation cordiale entre le Président de la Communauté Islamique, Monsieur Valey Mamede, et la Communauté Bahaïe Portugaise dans les années 60.

L'évènement le plus médiatisé a eu lieu en mars 1971, à Figueira da Foz, avec le colloque "Liberdade Religiosa e Liberdade Humana" (Liberté Religieuse et Liberté Humaine) qui a permis d'augmenter la prise de conscience pour la tolérance et la liberté religieuse.

Cet évènement fut la base d'un dialogue interreligieux plus vaste et plus systématisé.

Des Chrétiens, des Musulmans et des Bahaïs étaient présents.

Nous voulons également souligner la participation de Vasco da Gama Fernandes et Francisco Sá Carneiro.

Après avril 1974, une période de grandes modifications est survenue au Portugal, surtout à cause de l'arrivée des Africains de langue Portugaise qui ont professé l'Hindouisme et l'Islamisme.

Le dialogue interreligieux a connu son développement principal depuis la publication de la Loi 58/90 datée du 7 septembre, qui régleme le temps d'antenne de nombreuses religions. Ce temps d'antenne accordé aux différentes religions s'est avéré être non seulement un important facteur pour un dialogue interreligieux plus systématisé mais a aussi contribué pour la perception et le respect de la diversité.

L'Eglise Catholique a participé activement dans le dialogue interreligieux et a même pris l'initiative d'inclure un Espace Interreligieux lors de l'EXPO-98 réalisée à Lisbonne. Puisque cet Espace Interreligieux a représenté une expression de tolérance et universalité, il a permis la réalisation de nombreuses réunions et a mené au dialogue et à une conscience spirituelle centrée sur la Foi et le Divin.

L'autorisation du Gouvernement pour que la Télévision Publique Portugaise, RTP2, puisse émettre, en 1997, des programmes de différentes croyances religieuses sous la Loi 58/90, datée du 7 septembre, fut aussi une opportunité pour que différentes communautés religieuses s'asseyent et discutent des intérêts communs. Toutes les communautés religieuses ont eu un mot à dire au sujet de la répartition du temps et d'autres règles et critères à respecter.

D'un point de vue légal, la « Loi pour la Liberté Religieuse » (Loi n° 16/2001) ne fut approuvée qu'en 2001.

Il faut également souligner la création, en 2005, d'un corps officiel "Estrutura de Missão para o Diálogo com as Religiões" (Commission pour le Dialogue avec les Religions - RCM n°4/2005).

En 2007, cette commission fut intégrée au sein du « Alto Comissariado para a Imigração e Diálogo Intercultural » - ACIDI (Haut commissariat pour l'immigration et le dialogue interreligieux), renforçant l'importance de promouvoir le dialogue interreligieux et la tolérance dans la société Portugaise.

Dans le contexte de l'organisation du dialogue interreligieux les **événements** suivants ont eu lieu au Portugal et peuvent être considérés comme les plus marquants, pour leur expression et symbolisme national:

Septembre 2000

Les communautés Religieuses à Lisbonne avaient été défiées de se rencontrer dans le but d'organiser un événement. Celui-ci eut une grande projection publique. Le promoteur fut une organisation catholique, Communauté de Santo Egídio, avec l'aide des autorités Portugaises et la de Fondation Mário Soares. Elle eut lieu dans le Centre Culturel de Belém et porta le titre: "Oceanos de Paz: Religiões e Culturas em Diálogo" (Océans de Paix: Religions et Cultures en Dialogue).

Janvier 2002

L'Église Catholique a invité de nombreuses communautés religieuses - Hindous, Bouddhistes, Islamistes, Bahaïs, Juives, Orthodoxes et Presbytériennes – pour une rencontre Interreligieuse à l'Église Sagrado Coração de Jesus à Lisbonne. L'évêque de Lisbonne D. José Policarpo a dit: "La Paix est un don de Dieu et ceux qui croient en Dieu, quels qu'ils soient, sont supposés prôner la paix dans le Monde. Les célébrations œcuméniques et des rencontres Interreligieuses servent à élever les consciences".

Janvier 2003

En septembre 2003, à la clôture du 47^{ème} Congrès International d'Avocats eut lieu une cérémonie formelle de prière pour la Paix où étaient présentes les communautés Hindou, Bouddhiste, Musulmane, Catholique, Orthodoxe et Bahaïe. Des colombes blanches furent lâchées en guise de symbole.

Mai 2006

Le gouvernement Portugais a sponsorisé le livre "Religions - Histoire - Textes - Traditions" qui comprend l'Hindouisme, le Judaïsme, le Bouddhisme, le Christianisme, l'Islamisme et la Foi Bahaïe. Cette œuvre fut coordonnée par le Commissariat mentionné ci dessus.

Septembre 2007

La Communauté Islamique de Lisbonne a invité le Dalaï Lama pour une visite à la Mosquée Centrale de Lisbonne où a eu lieu une cérémonie interreligieuse, avec la présence d'autres leaders religieux - Chrétien, Hindou, Juif, de l'Eglise Orthodoxe Grecque et de la Foi Bahaïe.

Octobre 2007

Dans le contexte de l'Année Européenne en faveur de l'Egalité des Opportunités pour Tous, une réunion s'est tenue à Lisbonne, dans la Fondation Mário Soares, rassemblant les représentants des principales croyances religieuses au Portugal.

Décembre 2008

La Conférence "Os Jovens e o Diálogo Inter-Religioso" (les Jeunes et le Dialogue Interreligieux) eut lieu à la «Fundação do Oriente». Cette conférence fut organisée para l'ACIDI, I.P. avec la participation des représentants des communautés religieuses suivantes - Hindou, Juive, Bouddhiste, Catholique, Protestante, Sunnite, Ismaélite et Jeunes de la Foi Bahaïe.

Veillez relever et décrire les bonnes pratiques.

L'ACIDI a produit une brochure au sujet du Dialogue Interreligieux. Elle est adressée aux fonctionnaires de l'État, en général, et au personnel médical, assistants sociaux, officiers de sécurité et autres agents publics. Son objectif principal était de sensibiliser pour savoir recevoir et accueillir les citoyens Portugais, étrangers ou immigrants qui professent différentes religions. Le but est de fournir l'information et les connaissances utiles sur des sujets en rapport avec certaines spécificités de différentes croyances religieuses, contribuant ainsi à l'apparition d'une culture et pratique du respect au sein de la société Portugaise. Un site Internet et un kit instructif seront prochainement lancés avec le même objectif.

Publié depuis 2003 par l'ACIDI, le calendrier **Célébration du Temps** est un calendrier interconfessionnel et interreligieux, dans l'esprit de la Déclaration Universelle des Droits de L'Homme, et de la Déclaration pour

l'Eradication de toutes les formes d'Intolérance et de Discrimination. C'est également l'expression d'une tendance de politique publique qui respecte l'inviolable droit à La Liberté de culte religieux. Ce calendrier comprend une approche théologique/historique concernant la symbologie de chaque religion, leurs principes doctrinaux et principes de base ainsi que les textes sacrés.

Les jours fériés et dates sacrées (des religions les plus représentées au Portugal) - Bouddhisme, Chrétienté - Anglicane, Catholique, Evangélique et Orthodoxe- Foi Bahaïe I, Hindouisme, Islam et Judaïsme – sont dûment signalées. On y trouve aussi une brève explication sur leur signification et sur le calendrier adopté pour chaque religion. Ce Calendrier indique également les Droits de l'Homme et les événements démocratiques, historiques et civiques les plus importants. Ce confessionnal pluriel et l'approche laïque adoptés dans ce calendrier en font un exemple de comment un engagement mutuel basé sur des valeurs communes – comme le respect des droits de l'Homme, la fraternité, la justice sociale et la paix – sont possibles au-delà des différentes croyances.

Ce calendrier a été distribué gratuitement par l'ACIDI dans des écoles et dans d'autres organisations.

“História – Textos – Tradições - Religiões” (Histoire, Textes, Traditions, Religions) – ce livre inclut la Chrétienté, le Judaïsme, l'Hindouisme, l'Islam, le Bouddhisme et la Foi Bahaïe I et est une production collective publiée par le Commissariat pour le Dialogue Interculturel, aujourd'hui connue sous le nom ACIDI. Ce livre est le résultat d'une excellente coopération et travail d'équipe parmi les représentants des différentes communautés religieuses, en particulier dans la sélection et la rédaction des textes.

“Un Guide des lieux de culte à Lisbonne”, publié par “Entreculturas”, aujourd'hui ACIDI, observe “le Patrimoine Religieux comme un pas en avant dans la compréhension de la culture”. Il indique les temples les plus importants de Lisbonne - Chrétiens (Orthodoxes et Catholiques), Juifs, Hindous et Islamiques. Il explique que visiter et augmenter nos connaissances et notre compréhension des différents cultes et lieux ou pratiques de culte, peut aider et faciliter l'installation d'une culture de dialogue interreligieux.

L'Observatoire de l'immigration de l'ACIDI a publié deux études: “La liberté religieuse en tant que motif de migration” de Paulo Reis Mourão, et “Immigration, ethnicité et religion” d'Helena Vilaça (documents ci-joints).

Cadre juridique

- Constitution de la République Portugaise (articles 13 et 41);
 - Création, en 1991, du Secrétariat Coordinateur des Projets d'Education Multiculturelle – “Entreculturas” (ayant pour but, entre autres, la réalisation, avec l'aide des responsables des confessions religieuses qui donnent des cours d'Education Morale et religieuse dans les écoles, d'études dont l'objectif est l'inclusion d'éléments de convivialité culturelle et ethnique dans les programmes respectifs);
 - Approbation en 2001 de la Loi n° 16/2001, du 22 juin – Loi de la Liberté Religieuse, qui a créé également la Commission de Liberté Religieuse, organe indépendant de consultation de l'Assemblée de la République et du Gouvernement;
 - Création, en 2005, de la Structure de Mission pour le Dialogue avec les Religions (RCM n.º 4/2005 du 6 janvier);
 - Intégration, en 2007, de la Structure de Mission pour le Dialogue avec les Religions au Haut Commissariat pour l'Immigration et le Dialogue Interculturel, I.P (D.L. n° 167/2007, du 3 mai) réitérant ainsi l'importance du dialogue interreligieux et de la tolérance dans la société Portugaise;
 - Résolution du Conseil des Ministres n° 63-A/2007, du 3 mai, qui crée le Plan pour l'Intégration des
-

Immigrants – et exprime l’engagement du Gouvernement, grâce à la participation directe de 13 Ministères, dans l’implémentation d’une politique holistique d’accueil et d’intégration des immigrants. Le Plan comprend un ensemble de 20 sections, sectorielles et transversales, avec 122 Mesures, traduites par 295 indicateurs.

La Liberté Religieuse est comprise dans l’une des sections, avec deux Mesures spécifiques:

Mesure 92: Consolidation de la Liberté Religieuse

Entre les indicateurs de monitorisation de l’application de cette mesure on peut souligner le nombre d’études réalisé dans le contexte de l’Observatoire de L’immigration sur la Liberté Religieuse.

Mesure 93: Formation Spécifique de professionnels des secteurs clé

Il parait, en effet, évident que la connaissance des options religieuses de la population au Portugal et la Liberté Religieuse respective est l’un des points clé pour encadrer la définition de politiques publiques dans l’accueil et l’intégration des immigrants.

Conclusion

Le préjugé religieux naît, en grande partie, de la méconnaissance et du manque d’information au sujet des enseignements et activités des Confessions Religieuses. Plus la connaissance de l’essence des valeurs de chaque confession est grande et approfondie, plus ce sera facile de vérifier les points de convergence.

Préserver la relation cordiale et de coopération entre les responsables des différentes religions est essentiel pour que le Portugal continue sans graves problèmes de tensions interreligieuses.

Bien que ce domaine d’intervention manque d’attention de la part des responsables publics, il y a eu jusqu’à aujourd’hui au Portugal, un consensus social au sujet de la liberté religieuse, sans problèmes graves de tensions interreligieuses, et il existe une relation cordiale et de coopération entre les responsables des différentes religions.

ROUMANIE

Dispositions légales nationales de la Roumanie concernant les relations avec les minorités ethniques ou religieuses

Dispositions constitutionnelles

Le numéro 1 de l'article 16 est la principale disposition constitutionnelle régulant le principe du traitement égalitaire : «Les citoyens sont égaux devant la loi et les autorités publiques, sans privilège ni discrimination.»

La loi fondamentale ne définit pas les concepts tels que «discrimination» ou «privilège» et n'applique la condamnation de la discrimination qu'au domaine juridique et aux relations avec les autorités publiques.

Le numéro 1 de l'article 16 se distingue d'autres dispositions constitutionnelles par le fait qu'il est invoqué aussi bien seul que conjointement avec d'autres dispositions constitutionnelles, comme par exemple l'article 4 concernant l'unité du peuple et l'égalité des citoyens (dont le numéro 2 établit que «la Roumanie est la patrie commune et indivisible de tous ses citoyens, sans distinction de race, de nationalité, d'origine ethnique, de langue, de religion, de sexe, d'opinion, d'appartenance politique, de fortune ou d'origine sociale») ou l'article 6 concernant le droit à l'identité (qui stipule que : «1. L'Etat reconnaît et garantit aux personnes appartenant aux minorités nationales le droit de conserver, de développer et d'exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse. 2. Les mesures de protection prises par l'Etat pour la conservation, le développement et l'expression de l'identité des personnes appartenant aux minorités nationales doivent être conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination par rapport aux autres citoyens roumains.»).

Dispositions pénales

Pour ce qui est des dispositions pénales contre la discrimination, les textes juridiques de référence sont les suivants :

A. Le Code pénal

Article 247 - La limitation, par un fonctionnaire public, de l'emploi ou de l'exercice d'un droit par un citoyen ou la création, pour ce dernier, d'une situation d'infériorité en raison de sa nationalité, de sa race, de son sexe ou de sa religion, est punie d'une peine de prison de 6 mois à 5 ans.

Article 166 - La propagande en faveur de l'Etat totalitaire, pratiquée sous quelle forme que ce soit et en public, est punie d'une peine de prison de 6 mois à 5 ans et de la suspension de certains droits.

Par propagande on entend la circulation systématique d'idées, de concepts et de doctrines visant à trouver et à attirer de nouveaux adhérents.

Article 317 - La propagande nationaliste ou chauvine, incitant à la haine nationale ou raciale, dans les cas où l'acte n'est pas visé par l'article 166, est punie d'une peine de prison de 6 mois à 5 ans.

Article 318 – Toute entrave ou perturbation affectant le libre exercice d'un culte religieux reconnu par la loi est puni d'une peine de prison de 1 à 6 mois ou d'une amende.

Article 357 – La perpétration d'un des actes suivants, dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, une communauté ou un groupe national, ethnique, racial ou religieux :

- a) meurtre de membres de la communauté ou du groupe ;
 - b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres de la communauté ou du groupe ;
 - c) soumission de la communauté ou du groupe à des conditions d'existence ou à des traitements devant entraîner la destruction physique ;
 - d) mesures visant à entraver les naissances au sein de la communauté ou du groupe ;
 - e) transfert forcé d'enfants appartenant à une communauté ou à un groupe vers une autre communauté ou un autre groupe,
-

est punie d'une peine de prison à vie ou de 15 à 25 ans, ainsi que de la suspension de certains droits.

Si l'acte est commis en situation de guerre, il sera puni d'une peine de prison à vie.

Toute connivence en vue de commettre le crime de génocide est punie d'une peine de prison de 5 à 20 ans et de la suspension de certains droits.

B. L'Ordonnance d'urgence du Gouvernement n°. 31/2002 relative à l'interdiction des activités de certaines organisations et symboles présentant un caractère fasciste, raciste ou xénophobe et interdisant la propagande en faveur de personnes coupables de crimes contre la paix et l'humanité.

Dispositions civiles et administratives

Les négociations de la Roumanie dans le contexte de son adhésion à l'Union européenne et, de là, l'obligation d'harmoniser le cadre législatif ont constitué des prémisses favorables au développement du cadre juridique concernant la protection légale contre la discrimination. Le début du processus a été marqué par l'adoption de l'Ordonnance du Gouvernement n°. 137/2000, d'août 2000, relative à la prévention et à la sanction de toute forme de discrimination, plus tard modifiée par la Loi n°. 48/2002 et la Loi n°. 324/2006. L'Ordonnance du Gouvernement n°. 137/2000 définit le terme discrimination comme toute forme de différenciation, exclusion, restriction ou préférence basée sur la race, la nationalité, l'origine ethnique, la langue, la religion, la classe sociale, les convictions personnelles, le sexe ou l'orientation sexuelle, l'appartenance à une classe défavorisée ou tout autre critère, ayant pour but ou conséquence la limitation ou la privation de la reconnaissance, de l'emploi ou de l'exercice, au même niveau, de droits de l'homme et de libertés fondamentales ou des droits consacrés par la loi, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux, culturels ou liés à tout autre domaine de la vie publique. Elle présente également des dispositions visant la création d'un cadre juridique pour la protection de ces derniers. La violation de ses dispositions peut conduire à des amendes de 500 à 1000 unités de monnaie locale. L'article 23 établit que, dans les 60 jours suivant sa publication, un Conseil national de lutte contre la discrimination, exerçant ses fonctions en tant que structure spécialisée de l'administration publique centrale et subordonné à l'Exécutif, devra être créé.

De plus, la Loi n°. 324/2006, du 14 juillet 2006, modifie l'Ordonnance du Gouvernement n°. 137/2000 relative à la prévention et à la sanction de toute forme de discrimination. Les modifications s'appliquent à la définition du terme discrimination, à la responsabilité induite par l'acte discriminatoire, à la définition du Conseil national de lutte contre la discrimination et ses responsabilités et attributions, au droit d'une personne victime de discrimination d'en notifier ledit Conseil et aux mesures prises par le Conseil ainsi qu'à sa gestion et à plusieurs autres aspects relevant spécifiquement de la question.

Actuellement, la nouvelle version publiée de l'Ordonnance du Gouvernement n°. 137/2000 régit les concepts suivants :

- la discrimination intentionnelle et non intentionnelle (art. 1)
- la disposition à la discrimination (art. 2)
- les comportements favorables, défavorables et injustes (art. 2)
- le harcèlement (art.2)
- la victimisation (art.2)
- les mesures assertives (art. 2)
- les classes défavorisées (art. 4)
- la dignité personnelle (art. 15)

La nouvelle version publiée de l'Ordonnance du Gouvernement n°. 137/2000 s'applique également à des aspects concernant les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, étant donné que ses dispositions visent aussi bien les personnes physiques que morales, ainsi que les institutions publiques ayant des responsabilités dans les domaines suivants: conditions d'emploi, termes et conditions de recrutement, sélection et promotion de personnel, accès à tous types et niveaux de formation professionnelle, sécurité sociale, accès au système éducatif, etc.

Le droit à l'usage de la langue maternelle

Le droit à l'utilisation de la langue maternelle est consacré par la loi fondamentale roumaine, qui établit à l'article 6

que «l'Etat reconnaît et garantit aux personnes appartenant aux minorités nationales le droit de conserver, de développer et d'exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse».

Le droit à l'usage de la langue maternelle au sein du système éducatif

Selon l'article 32 de la Constitution de la Roumanie, «l'enseignement de tous les degrés est dispensé en roumain. Dans les conditions prévues par la loi, l'enseignement peut être dispensé dans une langue de communication internationale».

Le droit à l'usage de la langue maternelle dans les tribunaux

L'article 128 de la Constitution de la Roumanie établit que «les citoyens roumains appartenant aux minorités nationales ont le droit de s'exprimer dans la langue maternelle devant les instances de jugement, dans les conditions établies par une loi organique». L'exercice de ce droit inclut le recours à des interprètes.

La loi qui réglemente spécialement ce droit est la Loi n°. 304/2004 concernant l'organisation judiciaire, qui établit que les citoyens roumains appartenant à d'autres minorités nationales ont le droit de s'exprimer oralement dans leur langue maternelle devant les tribunaux. Dans cette situation, conformément au numéro 3 de l'article 14, le tribunal doit mettre gratuitement à leur disposition un interprète. Quand toutes les parties s'entendent sur ou demandent l'usage de la langue maternelle, le tribunal est dans l'obligation, selon le numéro 4 de l'article 14, de garantir la continuation de la procédure orale dans la langue maternelle en question. Par contre, en accord avec le numéro 5 de l'article 14, seul le roumain est obligatoire pour la rédaction de requêtes et d'autres procédures écrites.

Le droit à l'usage de la langue maternelle dans les relations avec les autorités publiques

Le numéro 2 de l'article 120 de la Constitution de la Roumanie établit que «dans les unités administratives-territoriales où les citoyens appartenant à une minorité nationale ont un poids significatif, est assuré l'usage de la langue de la minorité respective, écrit et oral, dans les relations avec les autorités de l'administration publique locale et avec les services publics déconcentrés, dans les conditions prévues par une loi organique».

Ce droit est également réglementé par les dispositions de la Loi n°. 215/2001 sur l'administration publique locale, qui établit que dans les unités administratives-territoriales où les citoyens appartenant à une minorité nationale représentent plus de 20% du total de la population :

- les décisions de caractère normatif doivent être rendues publiques également dans la langue maternelle de la minorité en question, tandis que celles de caractère individuel doivent aussi, sur demande, être communiquées dans la langue maternelle ;
- dans le cadre des relations avec l'autorité publique, les citoyens susmentionnés peuvent également se diriger à une autorité publique, oralement ou par écrit, dans leur langue maternelle et doivent obtenir une réponse aussi bien en roumain que dans leur langue maternelle.

La Loi n°. 215/2001 sur l'administration publique locale stipule par ailleurs que les autorités de l'administration publique locale doivent procéder à l'inscription du nom des localités et des institutions sous leur autorité, ainsi qu'à la diffusion d'annonces d'intérêt public, également dans la langue maternelle des citoyens appartenant à la minorité en question.

De même, la Loi n°. 188/1999 sur le statut des fonctionnaires publics établit que dans les unités administratives locales où les citoyens appartenant à une minorité représentent plus de 20% de la population, une partie des fonctionnaires publics remplissant des fonctions qui impliquent un contact direct avec les citoyens doivent connaître la langue de cette minorité.

En parallèle, la Loi n°. 360/2002 prévoit l'obligation des autorités publiques d'engager des officiers de police parlant la langue maternelle des citoyens qui appartiennent à une minorité nationale qui représente plus de 20% du total de la population.

Le droit à la représentation au Parlement

Le numéro 2 de l'article 62 de la Constitution de la Roumanie stipule que «les organisations des citoyens appartenant aux minorités nationales, qui ne réunissent pas aux élections le nombre de voix nécessaire pour être représentées au Parlement, ont droit chacune à un siège de député, dans les conditions fixées par la loi électorale.

Les citoyens d'une minorité nationale ne peuvent être représentés que par une seule organisation».

Ainsi, la Loi n°. 35/2008 relative à l'élection de la Chambre des députés et du Sénat stipule que des organisations légalement établies de citoyens appartenant aux minorités nationales qui n'obtiennent pas aux élections au moins un siège à la Chambre des députés ou au Sénat ont droit à un mandat dans la Chambre des députés, conformément à l'article 62-2 de la Constitution, sous la condition que le nombre de voix obtenu corresponde à au moins 10% de la moyenne de voix valables dans le pays entier nécessaire à l'élection d'un député. Les organisations de minorités qui ne sont pas encore représentées au Parlement peuvent participer à l'élection si elles remplissent certaines conditions.

Institutions responsables pour les questions relatives aux minorités ethniques ou religieuses

Elles sont au nombre de trois :

- Le Département pour les relations interethniques, créé en 2003 par le Gouvernement roumain, dispose de plusieurs représentations territoriales.
- Le Conseil national de lutte contre la discrimination, établi en 2001, est chargé d'appliquer les lois de la Roumanie et de l'Union européenne contre la discrimination et de contrôler la mise en œuvre du Plan national de lutte contre la discrimination.
- L'Institut de recherche sur les minorités nationales.



Assemblée Nationale de la République de Serbie

Traduction
Original : EN

Questionnaire sur les expériences nationales et les politiques des pays de l'APM (Assemblée Parlementaire de la Méditerranée) pour la promotion du dialogue et de la compréhension entre cultures et religions

En répondant à ce questionnaire concernant les expériences nationales dans les pays membres de l'APM dans le domaine de la promotion du dialogue et de la compréhension entre cultures et civilisations, et en commençant par le maintien de la paix dans le monde ainsi que par les questions abordées et traitées par les pays membres de cette institution parlementaire internationale dans le but de consolider le travail du comité en faveur du dialogue interculturel et interreligieux, j'ai ajouté, au début de ce Questionnaire écrit, au nom de la délégation de la République de Serbie, le nombre des plus grands groupes ethniques de la République de Serbie, ainsi que les relations qu'ils maintiennent entre eux.

Selon le dernier recensement réalisé, la Serbie a 7 500 000 habitants.

De ce nombre, 6 300 000 personnes sont Serbes (il y a 6 100 000 Serbes Chrétiens Orthodoxes). Il y a 5 000 Serbes de confession protestante, 4 500 de confession catholique romaine, 1 000 de confession islamique et 34 de confession juive. Il y a 70 000 Monténégrins, et 80 000 citoyens de Serbie qui s'affirment en tant que nationaux Yougoslaves.

Il est impossible de fournir un nombre exact de citoyens du groupe Rom. Le Gouvernement de la République de Serbie a adopté la Stratégie pour l'Inclusion des Roms, mais, pour l'instant, étant donné le faible niveau d'éducation, proche de l'analphabétisme, la majorité de la population Rom n'est pas inscrite dans leurs lieux de résidence (cette population est de confession musulmane, chrétienne orthodoxe et, en plus petit nombre, de confession catholique romaine).

D'autre part, et comme on le voit ci dessous (les chiffres parlent d'eux-mêmes), il y a également:

5 000 Gorans
Approximativement 70 000 Croates,
Approximativement 20 000 Bunjevci,
Plus de 60 000 Slovaques
Plus de 2000 Tchèques,
Plus de 5 000 Ukrainiens,
Approximativement 13 000 Ruthènes,
2 500 Russes,
Plus de 5 000 Slovènes,
Plus de 35 000 Roumains,
Approximativement 20 000 Bulgares,
Approximativement 25 000 Macédoniens,
Environ 4 000 Allemands, etc.

Il est intéressant de souligner le fait qu'il existe 107 731 citoyens d'ethnies indépendantes.

Outre les Chrétiens Orthodoxes qui prédominent, et totalisent 6 371 584 citoyens, soit 84.98% de la population, il y a 410 976 Catholiques Romains, soit 5.48% de la population, et les membres de la communauté musulmane qui représentent 239 658 personnes, soit 3.19% de la population. Il y a aussi 785 Juifs ainsi que 40 068 athées et 197 031 indépendants.

Les Citoyens de la République de Serbie satisfont leurs besoins religieux au sein des églises et des communautés religieuses suivantes:

Église Orthodoxe Serbe: Serbes, Roms, Valaques, Bulgares en Serbie de l'Est;

Communauté Religieuse Islamique: Bosniaques, Albanais, Roms;

Église Catholique Romaine et Église Catholique Grecque: Hongrois, Croates, Bosniaques, Shokcis, Tchèques, Allemands, Slovaques (uniquement un village), Bulgares dans le Banat, Ukrainiens, Ruthènes;

Église Chrétienne Réformiste: Hongrois (une petite partie);

Communauté Juive: Juifs;

Vicariat de l'Église Orthodoxe Chrétienne Romaine dans le Banat;

Branche du Patriarcat de Moscou: Russes.

De plus, en ce qui concerne les minorités nationales, la plus large minorité nationale (ou communément appelée communauté de la minorité) est la communauté nationale hongroise (qui comprend 290 000 membres), la communauté slovaque, roumaine, etc. Nous pensons que la République de Serbie s'est inspirée des plus grands modèles européens concernant l'exercice des droits de ses minorités dans le domaine de la communication (ils ont une presse écrite dans leurs propres langues, des émissions de télévision et de radio), de l'éducation (dans le primaire, le secondaire et au niveau universitaire avec des départements où l'on enseigne dans les langues des minorités nationales). Ils peuvent tenter et mener des actions en justice dans les langues des minorités avec des interprètes assermentés. Il est possible de parler les langues des minorités à l'Assemblée Nationale de la République de Serbie, et il existe un groupe parlementaire de minorités nationales au Parlement de la Serbie. Il y a des membres de toutes les minorités au sein du groupe parlementaire "Pour une Serbie Européenne". Dans certaines villes et municipalités, il y a des plaques bilingues dans les langues des minorités nationales sur tous les édifices institutionnels, tels que les cours de justice.

Qui sont les acteurs les plus influents dans le domaine des relations entre cultures et groupes religieux et ethniques?

Les politiciens, les partis politiques, le président de la République, et les communautés religieuses traditionnelles.

Veillez décrire le cadre juridique servant d'appui à la promotion de la tolérance et du respect de la diversité religieuse et culturelle.

La Constitution de la République de Serbie détermine, en application des Articles 11, 43, 44 et 49, la

liberté de confession religieuse et la position des églises et communautés religieuses.

Le premier paragraphe stipule le principe du caractère laïque de l'État, et le second paragraphe indique la séparation des églises et communautés religieuses et de l'État. Dans le troisième paragraphe, il est dit qu'aucune religion ne doit être instaurée en tant que religion d'État ou religion obligatoire. Si l'on tient compte qu'en Europe, la situation prédominante est la séparation de l'Église et de l'État en tant que structure la plus acceptable pour garantir l'égalité, dans ce domaine délicat, la Serbie a accordé sa pratique constitutionnelle sur les modèles européens.

La Constitution promulgue la pleine égalité des églises et communautés religieuses, ce qui rend impossible l'existence de la discrimination dans les activités ou pratiques législatives.

Les Articles 43 et 44 de la Constitution de la République de Serbie sont insérés dans le passage de la Constitution qui fait référence aux droits et libertés de l'homme et des minorités. Le premier paragraphe assure la liberté de pensée, de conscience, de croyances et de religion, le droit de rester fidèle à sa croyance ou à sa religion ou d'en changer; tandis que le second paragraphe explique que personne ne devrait être obligé de faire connaître ses croyances religieuses ou autres.

En considérant les deux premiers paragraphes comme étant les plus importants pour certifier le droit à la liberté de religion, on pourrait conclure qu'ils sont en total accord avec l'Article 18 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, avec l'Article 9, paragraphe 1, de la Convention européenne pour la Protection des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, avec l'Article 8, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits et libertés civils et politiques, avec les documents de clôture de la réunion de Vienne au sujet de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) du 15 janvier 1989, et avec la Charte de Paris pour une Nouvelle Europe, du 21 novembre 1990.

En garantissant la liberté de pensée, de conscience et de religion, l'auteur de la Constitution détermine que toute personne devrait être libre de manifester sa religion ou ses croyances religieuses dans le culte, l'observance, la pratique et l'enseignement, individuellement ou en communauté avec autrui, et de manifester ses croyances religieuses en privé ou en public.

L'Article 44 de la Constitution de la République de Serbie détermine l'égalité des églises et des communautés religieuses mais il détermine également qu'elles sont séparées de l'État. De plus, les églises et communautés religieuses sont égales et libres d'organiser leur structure interne, leurs questions religieuses, d'accomplir des rituels religieux en public, de fonder des écoles religieuses, des institutions sociales ou de charité et de les gérer. Le Tribunal Constitutionnel ne peut bannir une communauté religieuse que si ses activités enfreignent le droit à la vie, à la sécurité publique, à l'ordre public, etc.

Il est nécessaire de souligner, ici, que l'Assemblée de la République de Serbie a adopté la Loi sur l'interdiction de discrimination lors de la communément appelée session de printemps.

Lors du processus d'adoption de la loi sur les églises et les communautés religieuses, différents débats publics furent tenus, et la Commission de Venise et d'autres organisations internationales engagées dans le monitoring des droits religieux ont aussi fait part de leur opinion.

Dans la République de Serbie, les églises et communautés religieuses suivantes ont la position traditionnelle de ces institutions: Église Orthodoxe Serbe, Église Catholique Romaine, Église Évangélique Romaine, Église Chrétienne Réformiste, Église Chrétienne Évangélique, Communauté Religieuse Islamique et Communauté Religieuse Juive.

Les Églises et communautés religieuses actives dans la République de Serbie ont entamé un dialogue actif dans le but de surmonter les récentes expériences traumatisantes, un héritage historique acerbé, et d'atteindre l'illumination spirituelle. Grâce à ce processus, la religion se retire des conflits politiques et des tensions sociales et se joint aux processus de réconciliation et d'instauration d'une véritable unité spirituelle des peuples de différentes religions et intérêts politiques. Nous considérons que dans la République de Serbie, en tant que pays

démocratique et multiconfessionnel, la tolérance est choyée et appréciée comme l'accomplissement suprême de la civilisation.

Belgrade, le

12. 05.2009.

Chef de la Délégation de
L'Assemblée Nationale de la République
de Serbie

Maja Laušević

SLOVENIE

DIALOGUE INTERCULTUREL ET INTERRELIGIEUX

Elaboré par :

Mme. Katja Jerman

Mme. Katja Leitinger

Mme. Marija Pečjak Ferlež

Document n°. 20/2009

Mots-clé: Etnična skupina/groupe ethnique, Verska skupina/groupe religieux, Narodna manjšina/minorité nationale

Date: 9 mars 2009

Ce document ne représente pas l'opinion officielle de l'Assemblée nationale.

1. VEUILLEZ ÉLABORER UNE VUE D'ENSEMBLE DES PRINCIPAUX GROUPE ETHNIQUES EXISTANT DANS VOTRE PAYS ET DE LEURS

INTERRELATIONS.

Dans la République de Slovénie, il existe deux minorités nationales traditionnelles - les communautés nationales italienne et hongroise - ainsi qu'une communauté ethnique particulière de Roms. Chacune de ces trois communautés jouit de protection constitutionnelle (articles 64 et 65 de la Constitution).

Avec une population d'environ 2 millions, la République de Slovénie est l'un des plus petits pays d'Europe. Sa structure nationale est assez homogène, les Slovènes représentant 87,5% de la population. Il existe également deux minorités nationales autochtones: la communauté nationale hongroise, qui représente 0,32% de la population (6 243 membres) et la communauté nationale italienne, qui représente 0,11% de la population (2 258 membres). Les membres de la communauté rom jouissent également d'une protection constitutionnelle spéciale. Cette communauté vit sur le territoire slovène depuis le XVe siècle et compte entre 7 000 et 10 000 membres.

Afin de remplir ses responsabilités gouvernementales, de coordonner les activités importantes et de garantir que les questions liées aux communautés nationales sont traitées par les organes de l'État, le Gouvernement de la République de Slovénie a créé le Bureau des nationalités. Le Bureau gouvernemental des nationalités contrôle la mise en œuvre d'obligations constitutionnelles et légales envers les communautés nationales italienne et hongroise et envers la communauté ethnique des Roms. Il s'occupe également des besoins financiers de ces communautés ainsi que de l'intervention adaptée des organes de l'État dans ce secteur.

INFORMATIONS CONCERNANT LES COMMUNAUTÉS NATIONALES EN RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE

LA COMMUNAUTÉ NATIONALE ITALIENNE

Selon des résultats statistiques obtenus lors du **recensement de 1991**, **2 959 personnes** ont déclaré appartenir à la **communauté nationale italienne** et **3 882 personnes** ont indiqué l'**italien** comme **leur langue maternelle**. Dans le **recensement de 2002**, **2 258 personnes** (701 personnes ou 23,7% de moins) ont déclaré appartenir à la **communauté nationale italienne** et **3 762 personnes** (120 personnes ou 3,1% de moins) ont indiqué l'**italien** comme leur **langue maternelle**. La communauté nationale italienne vivant en République de Slovénie représente **0,11%** de la population totale du pays (critère de l'affiliation nationale). Parmi les personnes ayant déclaré appartenir à la communauté italienne, **1 840** vivent dans la zone ethniquement mixte de trois communes côtières (Koper, Izola et Piran) et représentent **81,5%** des Italiens en République de Slovénie. Environ 18,5% des membres de la communauté vivent en-dehors de cette zone ethniquement mixte.

Une réalité assez différente concernant le nombre de membres de la communauté nationale

italienne dans la République de Slovénie a été présentée dans une **analyse de la situation et de l'application de droits particuliers des communautés nationales italienne et hongroise dans la République de Slovénie dans le cadre de la mise en œuvre de dispositions légales et autres et de la définition de mesures possibles pour sa conservation**, adoptée par le Gouvernement de la République de Slovénie le 29 juillet 2004. Selon cette analyse, **le nombre actuel de membres de la communauté nationale italienne est considérablement supérieur. 3 388 membres de la communauté nationale italienne vivent sur le territoire de la République de Slovénie, ce qui correspond à une hausse de 12,66% par rapport à 1991 (2 959 personnes)**. Ces données reposent sur le registre électoral élaboré par la communauté nationale italienne elle-même dans la zone ethniquement mixte pour les élections locales de novembre 2002, l'année où a également été réalisé le recensement (avril 2002).

LA COMMUNAUTÉ NATIONALE HONGROISE

Selon des résultats statistiques obtenus lors du **recensement de 1991, 8 000 personnes** ont déclaré appartenir à la **communauté nationale hongroise** et **8 720 personnes** ont indiqué le **hongrois** comme leur **langue maternelle**. Dans le **recensement de 2002, 6 243 personnes** (1 757 personnes ou 22% de moins) ont déclaré appartenir à la **communauté nationale hongroise** et **7 713 personnes** (1 007 personnes ou 11,5% de moins) ont indiqué le **hongrois** comme leur **langue maternelle**. Parmi les 6 243 personnes ayant déclaré appartenir à la communauté hongroise, **5 212** vivent dans une **zone ethniquement mixte** dans **cinq communes de la région de Prekmurje** (Lendava, Dobrovnik, Hodoš, Šalovci et Moravske Toplice) et représentent 83,5% de toutes les personnes ayant déclaré appartenir à la communauté hongroise de la République de Slovénie. **En-dehors de la zone ethniquement mixte** vivent **1 031** membres de cette communauté, ce qui correspond à 16,5% de toutes les personnes ayant indiqué appartenir à la communauté nationale hongroise.

La communauté nationale hongroise vivant en République de Slovénie correspond à 0,32% de la population totale du pays.

Une réalité assez différente concernant le nombre de membres de la communauté nationale hongroise dans la République de Slovénie a été présentée dans une **analyse de la situation et de l'application de droits particuliers des communautés nationales italienne et hongroise dans la République de Slovénie dans le cadre de la mise en œuvre de dispositions légales et autres et de la définition de mesures possibles pour sa conservation**, adoptée par le Gouvernement de la République de Slovénie le 29 juillet 2004. Selon cette analyse, **le nombre actuel de membres de la communauté nationale hongroise est considérablement supérieur. 8 328 membres de la communauté nationale hongroise vivent sur le territoire de la République de Slovénie, ce qui correspond à une hausse de 3,94% par rapport à 1991 (8 000 personnes)**. Ces données reposent sur le registre électoral élaboré par la communauté nationale hongroise elle-même dans la zone ethniquement mixte pour les élections locales de novembre 2002, l'année où a également été réalisé le recensement (avril 2002).

LA COMMUNAUTÉ ETHNIQUE ROM

Lors du **recensement de 2002, 3 246 habitants** ont déclaré appartenir à la communauté ethnique

rom et 3 834 personnes ont indiqué le romani comme leur langue maternelle. Par comparaison, les données ont montré que lors du **recensement de 1991, 2 259** habitants ont déclaré appartenir à la **communauté rom** et **2 752** ont indiqué le **romani** comme leur langue maternelle, 28,2% de moins que lors du recensement de 2002. À l'occasion du dernier recensement, réalisé en **2002**, le nombre de personnes déclarant appartenir à la communauté rom a vérifié une hausse de **30,4%** par rapport à 1991.

Selon des données de 2003 fournies par des **centres d'action sociale**, on estime que **6 264 Roms** vivent en Slovénie. Selon des données de 2004 fournies par les **communes** où des Roms se sont installés **originellement**, on estime que **6 448 membres de la communauté ethnique rom** vivent **dans ces communes**.

Malgré les résultats officiels du recensement, nous **estimons** qu'**entre 7 000 et 10 000 Roms** vivent en République de Slovénie, la plupart dans les régions de Prekmurje, Dolenjska, Posavje et Bela Krajina.

<p>INFORMATIONS CONCERNANT LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES EN RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE</p>

Les églises et autres communautés religieuses enregistrées sont des personnes morales de droit privé. Les parties qui les composent ont le droit d'acquérir leur propre personnalité juridique (article 6-3 de la Loi sur la liberté religieuse). En décembre 2008, 43 églises et autres communautés religieuses étaient inscrites dans le Registre des églises et autres communautés religieuses de la République de Slovénie.

DONNÉES ISSUES DU REGISTRE DES ÉGLISES ET AUTRES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES*			Année d'entrée dans la liste de communautés religieuses
N°.	NOM	SIÈGE ENREGISTRÉ	
1.	Église catholique	Ljubljana, Ciril Metodov trg 4	1976
2.	Église évangélique de la République de Slovénie	Murska Sobota, Slovenska ulica 15	1976
3.	Communauté juive de Slovénie – Communauté juive de Ljubljana	Ljubljana, Tržaška cesta 2	1976
4.	Union des Églises baptistes de la République de Slovénie	Celje, Janševa ulica 1	1976
5.	Église orthodoxe serbe, Métropolitain de Zagreb et Ljubljana	Ljubljana, Gruberjevo nabrežje 20	1976
6.	Communauté islamique de la République de Slovénie	Ljubljana, Grablovičeva ulica 14	1976
7.	Église de Pentecôte de la République de Slovénie	Novo mesto, Trdinova ulica 27	1976
8.	Église adventiste du septième jour	Ljubljana, Njegoševa cesta 15	1976

9.	Témoins de Jéhovah – Communauté religieuse chrétienne	Kamnik, Groharjeva ulica 22	1976
10	Assemblée chrétienne de frères (Brethren)	Mali vrh 1a	1981
11	Nouvelle Église apostolique en Slovénie	Maribor, Glavni trg 3	1982
12	Église libre de la République de Slovénie	Zasip, Stagne 18	1983
13	Société pour la conscience de Krishna	Ljubljana, Žibertova ulica 27	1983
14	Église catholique libérale	Ljubljana, Linhartova cesta 64	1984
15	LECTORIUM ROSICRUCIANUM École internationale de la Rose-Croix d'Or	Ljubljana, Celovška cesta 280	1987
16	Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours	Ljubljana, Šišenska cesta 48	1991
17	Vie universelle	Ljubljana, Celovška cesta 87	1991
18	Église de l'unification	Škofljica, Dolenjska cesta 419	1991
19	Communauté baha'ie de Slovénie	Ljubljana, Bohinjčeva ulica 8	1992
20	Ordo Templi Orientis	Ljubljana, Kotnikova ulica 21	1992
21	Église chrétienne réformée de Slovénie	Motvarjevci	1993
22	Shri Radhakunda – Communauté pour la conscience de Shri Gauranga	Labor 46	1994
23	Communauté orthodoxe macédonienne de la République de Slovénie «Saint Clément d'Ohrid»	Ljubljana, Hruševska 43d	1994
24	BUDDHA DHARMA – Union bouddhiste de la République de Slovénie	Ptuj, Hajdoše 68	1995
25	Église de scientologie	Koper, Ulica za gradom 21	1995
26	Église de Jésus-Christ «Eau vive»	Portorož, Pot k izviru 23	1995
27	Centre chrétien Nouvelle génération	Ljubljana, Ulica Franca Mlakarja 3	1995
28	Communauté baptiste évangélique	Celje, Pohorska ulica 6	1997
29	Communauté chrétienne internationale	Log pri Brezovici, Cesta v Lipovce 20	1997
30	Ecclesia gnostica alba	Poljšica pri Podnartu 8	1999
31	Sacrement de la transition	Maribor, Ulica bratov Greifov 14	1999
32	Église chrétienne Kalvarija	Celje, Hribarjeva 8	2003
33	Congrégation bouddhiste Dharmaling	Ljubljana, Melikova ulica 1	2003
34	Communauté religieuse hindoue de Slovénie	Ljubljana, Derčeva ulica 41	2003
35	Centre chrétien C.O.C. (Christian Outreach Centre) de Ljubljana	Ljubljana, Ob železnici 18	2003
36	Communauté religieuse universelle du Soleil levant	Hočko Pohorje 64	2003
37	Religion raëlienne en Slovénie	Ljubljana, Dunajska cesta 106	2004
38	«Église de la nouvelle alliance» - Slovénie	Verd, Cesta na Barju 7	2004
39	Sainte Église Annasann	Celje, Novi trg 16	2004

40	Église évangélique réformée	Ljubljana, Polje cesta VI 10	2004
41	Communauté musulmane de Slovénie	Ljubljana, Pražakova ulica 14	2006
42	Église de la vie nouvelle	Murska Sobota, Industrijska ulica 2	2006
43	Communauté spirituelle orisha – Énergies de la nature	Podčetrtek, Tržaška cesta 91	2007

* Les noms des églises et autres communautés religieuses, ainsi que les adresses de leurs sièges, ont été retirés du Registre des églises et autres communautés religieuses de la République de Slovénie tenu par le Bureau gouvernemental des communautés religieuses (le Bureau) et basé sur la Loi sur la liberté religieuse (Journal officiel de la République de Slovénie, n°. 14/07). Dans ce tableau, les noms sont précédés par un numéro d'entrée dans le registre. La dernière colonne indique l'année d'entrée dans la liste de communautés religieuses que le Bureau tenait conformément à l'article 3 de la décision relative à la création du Bureau gouvernemental des communautés religieuses de la République de Slovénie (Journal officiel de la République de Slovénie, n°. 72/93) avant l'élaboration du registre.

2. QUI SONT LES ACTEURS LES PLUS INFLUENTS DANS LE DOMAINE DES RELATIONS ENTRE CULTURES ET GROUPES ETHNIQUES ET RELIGIEUX?

Le Bureau des nationalités est un service professionnel indépendant au sein du Gouvernement de la République de Slovénie. Il surveille la mise en œuvre de dispositions constitutionnelles et d'autres dispositions légales ayant trait aux droits particuliers des membres des communautés nationales italienne et hongroise. De plus, le Bureau est responsable pour le contrôle et la protection des droits particuliers garantis à la communauté rom de Slovénie, dans la mesure où une telle protection ne s'intègre pas dans le domaine d'intervention d'autres organes de l'État et autorités locales.

Le **Bureau gouvernemental des communautés religieuses de la République de Slovénie** aide à promouvoir, grâce à ses activités, un niveau élevé de liberté religieuse, aussi bien dans la vie privée que publique.

L'ORGANISATION DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE ITALIENNE
--

Conformément à l'ordre juridique de la République de Slovénie, la communauté nationale italienne en Slovénie s'organise au sein de la **Communauté nationale autonome italienne côtière**. Il s'agit d'une **organisation centrale** qui jouit du **statut d'entité de droit public** et qui **communiquera avec les autorités de l'État** dans les **communes de Koper, Izola et Piran** - où les Italiens constituent la **population autochtone**.

Dans les différentes communes (Koper, Izola et Piran), la communauté nationale italienne s'organise en **communautés autonomes italiennes municipales**. Ces communautés sont liées à l'organisation centrale à travers leurs délégués, c'est-à-dire les membres élus, et **constituent une forme de représentation politique au niveau local** (dans ce cas au niveau municipal).

Le Conseil de la communauté nationale autonome italienne côtière compte neuf membres, trois de chacune des trois communautés autonomes municipales.

Dans chacune des trois communes côtières où les Italiens représentent la population autochtone, les statuts applicables stipulent que **l'un des maires adjoints doit être un membre de la communauté nationale italienne**. Les membres de la communauté nationale italienne disposent également, **dans les conseils municipaux**, de **conseillers** élus par les membres de la communauté italienne eux-mêmes. **Hormis le droit de vote universel, les membres de cette communauté nationale jouissent aussi d'un droit de vote particulier – aux niveaux local et national**. Ils élisent **leur propre député chargé de les représenter** à l'Assemblée nationale de la République de Slovénie (article 80-3 de la Constitution de la République de Slovénie).

En outre, la communauté nationale italienne de Slovénie a constitué **l'Union italienne – la Communauté des Italiens**, qui dispose du statut d'association. Cette Union a établi des liens avec **l'Union italienne de Croatie** et joue le rôle de pont (matériel et culturel) vers la nation et l'État mère.

La communauté nationale italienne compte de nombreuses associations et autres **institutions liées à la culture et à l'éducation qui utilisent la langue italienne**.

a) ACTIVITÉS AU NIVEAU DE L'ÉDUCATION

Au cours de **l'année scolaire 2008/2009**, un nombre total de **365 enfants** ont fréquenté trois écoles maternelles où l'italien est utilisé comme langue d'enseignement (Delfino Blu à Koper, Dante Alighieri à Izola et La Coccinella à Portorož) dans les zones ethniquement mixtes des communes côtières.

En tout **365 élèves** ont fréquenté trois écoles primaires ou des écoles associées utilisant l'italien comme langue d'enseignement au cours de **l'année scolaire 2008/2009** (écoles primaires Dante Alighieri, à Izola; Pier Paolo Vergerio il Vecchio, à Koper, avec des écoles associées à Semedela, Bertoki et Hrvatini; et Vincenzo de Castro, à Piran, avec des écoles associées à Lucija, Sečovlje et Strunjan).

291 étudiants ont fréquenté trois écoles secondaires ayant recours à l'italien comme langue d'enseignement au cours de **l'année scolaire 2008/2009** (Lycée Antonio Sema, à Piran; École secondaire Gian Rinaldo Carli, à Koper; École secondaire d'enseignement professionnel Pietro Coppo – Économie, à Izola).

La langue et la littérature italiennes peuvent être étudiées à l'**Université de Ljubljana** (Faculté des arts, Département des langues et littératures romanes) et à l'**Université de Primorska**, récemment créée, dont le siège se situe à Koper (Faculté des lettres, Département de linguistique appliquée, Chaire des études italiennes). Les membres de la communauté nationale italienne peuvent également suivre des études dans des universités d'Italie (surtout lorsqu'ils souhaitent étudier d'autres domaines, sans rapport à la linguistique, en langue italienne) et de Croatie (Rijeka, Pula).

b) ACTIVITÉS AU NIVEAU DE LA CULTURE

Les membres de la communauté nationale italienne de la République de Slovénie ont créé de **nombreuses associations** (politiques, générales, culturelles, sportives, de recherche, etc.). Ils ont **trois bibliothèques** et il existe également des **départements spéciaux consacrés à la culture, aux publications et aux magazines italiens** qui s'intègrent dans le réseau des bibliothèques publiques.

En **octobre 2005**, la Communauté nationale autonome italienne côtière a fondé le **centre italien «Carlo Colombi»** ayant pour but de promouvoir des activités culturelles et des appuis planifiés, promus et mis en œuvre par la communauté nationale italienne de Slovénie avec une structure organisée et une importance stratégique. Son objectif officiel est de préserver, promouvoir et développer l'identité de la communauté nationale italienne, ainsi que la langue et la culture italiennes sur un territoire où les membres de cette communauté ont vécu tout au long de l'histoire.

c) ACTIVITÉS AU NIVEAU DE L'INFORMATION

La **maison d'édition EDIT à Rijeka**, en collaboration avec **l'agence A.I.A. à Koper** (la première est financée partiellement et la seconde intégralement par la Slovénie), se consacre à la publication de journaux, notamment le **quotidien La Voce del Popolo**. Des publications culturelles et d'information sont également disponibles dans les zones ethniquement mixtes : **La Città, Il Mandracchio, Lasa pur dir, Il Trillo** et d'autres publications occasionnelles.

Des **programmes de télévision et de radio** quotidiens sont régulièrement produits au sein de la Radiotelevizija Slovenija publique, au **Centre régional de radio et de télévision de Koper-Capodistria** (RTV Slovenija au niveau national). Les programmes correspondent à **18 heures d'émissions radio par jour**, ce qui donne un total de **126 heures par semaine**, et à **9 heures d'émissions télé les mardis, mercredis, vendredis, samedis et dimanches**, et **7 heures et demie les lundis et jeudis**. Afin de garantir le bon fonctionnement de cette institution qui opère sous la RTV Slovenija, **139 personnes** sont engagées à plein temps (50 dans le programme radio, 88 dans le programme télé et 1 comme membre de l'administration). **33 employés travaillant dans le cadre des programmes de radio et de télévision du Centre régional de radio et de télévision de Koper-Capodistria** (12 pour le programme radio, 21 pour

le programme télé) ont un contrat de travail normal, tandis que **9 personnes supplémentaires** travaillent sous un contrat d'étudiants. Il y a ainsi **en tout 181 personnes** responsables pour la préparation de **programmes de radio et de télévision destinés à la communauté nationale italienne**. Les programmes des communautés nationales ont également bénéficié d'un cofinancement de la part de l'État (Bureau des nationalités), conformément à l'article 30 de la Loi sur la radio et la télévision slovènes (Radiotelevizija Slovenija) (Journal officiel de la République de Slovénie n°. 96/05).

Trois institutions communes, très importantes pour la communauté italienne de Slovénie, déploient leurs activités sur le territoire de la République de Croatie :

- la maison d'édition EDIT à Rijeka,
- le Théâtre italien à Rijeka,
- le Centre de recherche historique à Rovinj.

Ces institutions sont **cofinancées par la République de Slovénie**, malgré l'inexistence d'un instrument légal prévu à cet effet entre les deux États. Le Bureau des nationalités a communiqué au Ministère des Affaires étrangères et au Gouvernement de la République de Slovénie la nécessité de conclure un accord permanent adéquat avec la République de Croatie. Le financement effectué actuellement se fonde sur la décision prise en 1993 par la Commission gouvernementale pour la réglementation de l'État et l'Administration publique.

L'**Union italienne de Rijeka** (association) est aussi **financée en partie par la République de Slovénie**. En plus de l'Union italienne de Rijeka, il existe en Slovénie une association avec le même nom. Son siège se trouve à Koper.

L'ORGANISATION DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE HONGROISE

Conformément à l'ordre juridique de la République de Slovénie, la communauté nationale hongroise s'organise au sein de la **Communauté nationale autonome hongroise de Pomurje**, dont le siège se situe à **Lendava**. Il s'agit d'une **organisation centrale de la communauté nationale hongroise de la République de Slovénie** qui compte **21 membres** et **communique avec les autorités de l'État**. Elle se compose des conseils municipaux suivants: **Lendava en tant que plus grand conseil de la communauté nationale - 10 membres, Dobrovnik - 4 membres, Moravske Toplice - 3 membres, Hodoš - 2 membres et Šalovci - 2 membres.**

Au niveau municipal, la communauté nationale hongroise dispose de **communautés nationales autonomes hongroises municipales dans les communes suivantes: Lendava, Dobrovnik, Moravske Toplice, Šalovci et Hodoš**. Le **Conseil** représente la **plus haute forme d'organisation** pour chacune des communautés nationales autonomes hongroises municipales au sein d'une commune. Ces **organisations municipales** sont liées à l'**organisation centrale** à travers leurs **délégués (membres élus)** et constituent **une forme de représentation politique au niveau local**. Hormis le droit de vote universel, les membres de la communauté nationale hongroise **jouissent aussi d'un droit de vote particulier – aux niveaux local et national**. Ils **élisent leur propre député chargé de les représenter** à l'Assemblée nationale de la République de Slovénie (article 80-3 de la Constitution de la République de Slovénie).

La communauté nationale hongroise compte de **nombreuses associations et autres institutions liées à la culture et à l'éducation qui utilisent la langue hongroise**.

a) ACTIVITÉS AU NIVEAU DE L'ÉDUCATION

À la différence de ce qui s'applique à la communauté nationale italienne, qui dispose d'écoles utilisant l'italien comme langue d'enseignement, les **écoles** situées dans les zones ethniquement mixtes où réside la communauté nationale hongroise sont **obligées par la loi d'être bilingues (l'enseignement se fait aussi bien en slovène qu'en hongrois, pour tous les habitants de la région)**.

Selon des données concernant l'année scolaire **2008/2009**, en tout **271 enfants** ont fréquenté les **institutions préscolaires bilingues** dans la zone ethniquement mixte de Pomurje.

Au cours de **l'année scolaire 2008/2009**, **804 élèves** ont fréquenté des écoles primaires bilingues et des écoles associées (l'école primaire bilingue de Lendava I, l'école primaire bilingue de Lendava II, disposant d'un programme spécial, l'école primaire bilingue Vlah Lajoš de Genterovci, l'école primaire bilingue de Dobrovnik et l'école primaire bilingue de Prosenjakovci).

En **2004** a été conclu **l'investissement** dans l'une des écoles primaires les plus modernes et disposant de l'équipement le plus complet, **l'école primaire de Dobrovnik**. La contribution de l'État à travers le Ministère de l'Éducation, des Sciences et des Sports et le Ministère de la Société de l'information, avec la participation de la commune de Dobrovnik, s'est élevée à presque **2 587 214,00 euros / soit 620 millions de tolar**s.

Pendant **l'année scolaire 2008/2009**, **315 élèves** ont fréquenté l'école secondaire bilingue de Lendava.

En septembre 2005, un **centre scolaire secondaire bilingue** moderne, avec une **salle de sports de haut niveau, comptant avec 400 places et une surface de 1 750 m²**, a été inauguré. D'autres infrastructures, comme des chaussées, des pistes cyclables etc., ont été construites en même temps que le centre. **La construction du centre, d'une valeur de 11 266 900,35 euros (2,7 milliards de tolar**s) a été financée par la République de Slovénie. Ce centre offre un programme d'humanités, un programme d'économie, un programme mécanique/technique et plusieurs programmes de qualification professionnelle. Selon les chiffres officiels (présentés par la brochure officielle du Lycée bilingue de Lendava datée de septembre 2005), **313 élèves** ont fréquenté les cours durant l'année scolaire 2004/2005.

Les membres de la communauté nationale hongroise peuvent **étudier la langue hongroise à l'Université de Maribor (Département de langue et littérature hongroises de la Faculté des arts – composé de la Chaire pour la langue et la littérature hongroises et de cours en langue hongroise) et à l'Université de Ljubljana (cours en langue hongroise à la Faculté des arts)**, ainsi que, grâce à un accord bilatéral de 1993 entre la Slovénie et la Hongrie, dans des **universités de Hongrie** (environ 50 membres de la communauté nationale hongroise se rendent

chaque année en Hongrie pour poursuivre leurs études).

b) ACTIVITÉS AU NIVEAU DE LA CULTURE

Plusieurs associations et groupes amateurs (groupes de folklore et de musique, chœurs, groupes de récitals et de théâtre) ont été fondés par la communauté nationale hongroise. Leurs activités, ainsi que des tâches d'organisation, sont réalisées par **l'Institut de la culture de la communauté nationale hongroise** (y compris des activités d'édition et un groupe d'écrivains de nationalité hongroise).

Au sein de l'Institut, un centre spécial – le **Centre Bánffy** – a été créé (ouvert depuis le 20 août 2004). Il dispose d'une petite librairie consacrée exclusivement **à la littérature et aux journaux hongrois**, ainsi que d'un cybercafé avec un **équipement multimédia moderne**. Ce centre met également à disposition un espace pour différents **spectacles et réunions**.

Le **Centre culturel de Lendava** joue aussi un rôle important au niveau culturel. Il s'agit de l'une des plus grandes et plus importantes institutions de ce genre dans la région de Prekmurje. **Dans le cadre de la construction de cet espace qui sera, entre autres, utilisé également par la communauté nationale hongroise, la République de Slovénie a investi environ 6 259 389,00 euros (soit 1,5 milliard de tolar).** La participation de la République de Hongrie s'est élevée à 100 millions de forints.

c) ACTIVITÉS AU NIVEAU DE L'INFORMATION

L'Institut pour l'information de la communauté nationale hongroise à Lendava publie l'hebdomadaire **Népújság** en langue hongroise.

Un **service de bibliothèque** est intégré dans la **Bibliothèque municipale et d'études de Murska Sobota**. De plus, une librairie à Lendava vend des livres en langue hongroise. Certaines communes où la communauté nationale hongroise représente la population autochtone (les Hongrois de la région de Goričko: Moravske Toplice, Šalovci, Hodoš) accueillent régulièrement une **bibliothèque itinérante**. La Bibliothèque de Lendava est un autre institut public indépendant situé dans la zone ethniquement mixte. Elle a été fondée par les communes de Lendava et Dobrovnik, avec la participation de la communauté autonome hongroise de la commune de Lendava et de la communauté autonome de la commune de Dobrovnik. La bibliothèque étend ses activités à d'autres communes conformément à des contrats signés. **La bibliothèque se situe dans la zone ethniquement mixte et ses activités s'étendent également aux membres de la communauté nationale hongroise.** Elle s'intègre dans le 3^e groupe de bibliothèques et couvre les communes de Lendava, Dobrovnik, Črenšovci, Kobilje, Odranci, Turnišče et Velika Polana. La bibliothèque de Lendava dispose de **12 bibliothèques associées** dans la région. **7 se situent dans des zones monolingues et 5 dans des zones bilingues.** La bibliothèque met aussi à disposition son savoir-faire et aide à organiser les services de bibliothèque destinés à la communauté nationale hongroise. La bibliothèque acquiert, classifie, organise, préserve et met à disposition des livres et d'autres matériaux en langue

hongroise, entre autres. Elle réunit également des matériaux liés à des études concernant la Hongrie.

Des **programmes de radio et de télévision** destinés à la communauté nationale hongroise sont produits par la radio et la télévision publiques slovènes (Radiotelevizija Slovenija), au **Centre régional de radio et de télévision de Maribor – Studio des programmes hongrois de Lendava**. Le temps d'antenne quotidien des émissions de radio hongroises est de **18 heures et 15 minutes**, y compris les samedis et dimanches. La programmation de télévision propose la **série de télévision MOSTOVI-HIDAK (Les Ponts)**, diffusée par la **télévision nationale** (chaîne 1) et par la **chaîne de télévision régionale de Maribor**. Des **épisodes de MOSTOVI-HIDAK d'une durée de 30 minutes** sont **diffusés par la télévision nationale quatre fois par semaine** (avec une rediffusion supplémentaire de chaque épisode) durant presque toute l'année et trois fois par semaine (plus rediffusions) en été. Ces **épisodes d'une demi-heure** sont **également diffusés par la chaîne régionale de Maribor quatre fois par semaine** durant presque toute l'année et **trois fois par semaine en été**.

Afin de garantir le bon fonctionnement de cette institution qui opère sous la RTV Slovenija, un certain nombre de personnes sont engagées à plein temps et à temps partiel. Dans les deux cas, il s'agit d'un travail continu (la télévision nationale perçoit un montant spécial à cet effet). **31 personnes** travaillent à plein temps dans le **Studio des programmes hongrois de Lendava** pour produire les émissions de radio et de télévision. Hormis ces personnes travaillant à plein temps, il y a **12 employés** dans le cadre d'un contrat permanent, **63 personnes participant occasionnellement** aux émissions de radio et de télévision et **un étudiant**. **En tout, les émissions de radio et de télévision destinées à la communauté nationale hongroise sont préparées par 107 personnes**. Les programmes des communautés nationales ont également bénéficié d'un cofinancement de la part de l'État (Bureau des nationalités), conformément à l'article 30 de la Loi sur la radio et la télévision slovènes (Radiotelevizija Slovenija) (Journal officiel de la République de Slovénie n°. 96/05).

En **septembre 2004**, un **studio de radio et de télévision de la communauté nationale hongroise a été achevé à Lendava**. Il rend possible une meilleure qualité de la programmation de radio et de télévision en langue hongroise. L'investissement, supérieur à 2000 euros, a été financé par la Radiotelevizija Slovenija et le Bureau des nationalités.

L'ORGANISATION DE LA COMMUNAUTÉ ETHNIQUE ROM

L'expérience obtenue lors du travail avec les membres de la communauté rom a montré que les efforts des autorités nationales et des communes slovènes ne pourront pas produire les meilleurs résultats en ce qui concerne la résolution des difficultés des Roms tant que les Roms eux-mêmes ne prendront pas part à ces activités. Les Roms ont déjà réalisé que la situation de leur communauté au sein de la République de Slovénie ne pourra pas s'améliorer sans leur coopération et une meilleure organisation dans leurs propres rangs. Les **efforts du Bureau des nationalités** ont visé en particulier **l'organisation de la communauté rom et la création d'associations roms**. Jusqu'à présent, **23 associations roms** ont été fondées. Elles fonctionnent dans 19 communes (Murska Sobota, Novo Mesto, Velenje, Maribor, Krško, Puconci, Rogašovci, Tišina, Črnomelj, Kočevje, Semič, Metlika, Kuzma, Ljubljana, Črenšovci, Dobrovnik, Cankova, Lendava et Trebnje).

Les résultats dérivés de la création d'associations roms ne sont pas encore satisfaisants, étant donné que les activités se concentrent uniquement sur la culture et la coopération pour la résolution de difficultés rencontrées dans les milieux où les Roms vivent. Une conséquence importante de la tentative d'organiser les Roms est le fait que les intérêts de la communauté sont désormais représentés dans l'administration municipale et les conseils municipaux.

L'Union des Roms de Slovénie est l'organisation centrale des associations roms, qu'elle représente lors de dialogues avec les autorités nationales. Elle a également renforcé ses interventions liées à la direction et à la coordination des activités des associations roms et organise chaque année des réunions de Roms à grande échelle et d'autres événements culturels. En 2005, le Bureau des nationalités a permis à l'Union des Roms de Slovénie l'accès à un espace supplémentaire, situé à la même adresse, dont elle avait besoin d'urgence pour réaliser ses activités.

Le 5 février 2007, l'Union des Roms de Slovénie a inauguré un nouveau bureau à Novo Mesto, qui offre de nouvelles conditions permettant à l'Union de faire un travail plus tranquille et de meilleure qualité. Ce bureau de Novo Mesto joue également un rôle important compte tenu de la vaste communauté rom qui réside dans cette zone.

Conformément au statut de l'Union des Roms de Slovénie, le «*Forum des conseillers roms*» a été créé lors de la **séance de la présidence** à Murska Sobota, le 21 novembre 2002. **La plupart des conseillers roms élus ont aussi assisté à la séance.** Le Forum des conseillers roms est un **organisme qui opère au sein de l'Union des Roms de Slovénie et qui établit les liens nécessaires entre les conseillers roms et les communes dans lesquelles les Roms sont représentés.**

Les dirigeants des associations roms communiquent avec les communes au niveau local, tandis que des représentants de l'Union des Roms de Slovénie, qui comprend toutes les associations roms, s'adressent aux agences de l'État.

ACTIVITÉS AU NIVEAU DE L'ÉDUCATION, DE LA CULTURE ET DE L'INFORMATION

Des **enfants roms en âge préscolaire** fréquentent **40 écoles maternelles** dans tout le pays: en particulier dans la région de Dolenjska, à Posavje, Bela Krajina, Štajerska et Prekmurje. Les enfants roms sont intégrés dans l'éducation préscolaire de trois façons différentes. La plupart des enfants est **intégrée dans des groupes généraux**, une petite partie dans les «**classes roms**», constituées exclusivement d'enfants roms, et d'autres fréquentent des **écoles maternelles spéciales destinées intégralement aux Roms.**

Au cours de l'année scolaire 2003/2004, **1 469 enfants roms** ont fréquenté l'enseignement primaire. Ils étaient **1 547** pendant l'année scolaire 2004/2005 et **1 614** pendant l'année scolaire 2005/2006.

En 2004, le **Ministère de l'Éducation et des Sports** a financé entre autres des **formations pour adultes roms** dans les communes de Kočevje, Murska Sobota et Črnomelj, consacrées aux thèmes de l'éducation

fonctionnelle et informatique, de la préservation des traditions, coutumes et professions roms, des tâches ménagères, etc.

Dès **1993**, le **Ministère de la Culture** a créé un **programme spécial destiné aux Roms**, cofinancé, contrôlé et analysé par le Ministère.

Afin de pouvoir répondre aux besoins véritables de la population rom, la **Division pour les droits culturels des minorités et la diversité culturelle** du Ministère de la Culture collabore avec l'Union des Roms de Slovénie, certaines associations culturelles individuelles, ainsi que quelques particuliers roms dans le cadre de l'élaboration de programmes et d'autres mesures.

Jusqu'à présent, le Ministère de la Culture a appuyé financièrement des activités culturelles de différentes associations roms, des activités d'animation culturelle, des événements, des publications et plusieurs conférences sur la culture rom, ainsi que la publication du journal ROMANO THEM - Le monde des Roms, etc.

Une attention encore plus marquée est portée au fournissement **d'informations** aux Roms et sur les Roms. Dans ce sens, les membres de la communauté rom reçoivent de temps en temps des **informations en romani**. Les informations concernant les Roms présentées dans les **médias écrits**, à la **radio** ou dans des **émissions de télévision** occasionnelles ont pour but de **sensibiliser** et d'**éduquer la communauté rom**, ainsi que de **fournir à la population majoritaire des informations sur la situation, la vie et les difficultés des Roms, ainsi que sur leurs traits particuliers**.

Depuis plusieurs années, **deux stations de radio, Murski val à Murska Sobota et Studio D à Novo Mesto**, diffusent des émissions hebdomadaires régulières pour les Roms. La première couvre la région de Prekmurje et la deuxième les régions de Dolenjska, Bela Krajina et Posavje. Les émissions ont recours aussi bien à la langue slovène qu'au romani et fournissent des informations sur le travail et la vie des Roms ainsi que des reportages concernant leurs événements culturels, sportifs et autres, rendant ainsi possible l'amélioration de la position de la communauté ethnique rom. La programmation, qui compte avec la participation de représentants de la communauté rom, des autorités locales et d'organes de l'État, ainsi que d'experts qui se dédient aux questions liées aux Roms, a été bien reçue par les Roms eux-mêmes et par la population majoritaire, à qui elle a présenté des informations sur la communauté ethnique rom. Les émissions radio ont été financées par le budget de la République de Slovénie.

Le Bureau des nationalités a également donné son appui financier à des émissions de télévision de Roms depuis 2002. Dans la région de Prekmurje, ces émissions sont diffusées par la **chaîne par câble TV-IDEA de Murska Sobota** et dans les régions de Dolenjska, Bela Krajina et Posavje par **TV Vaš Kanal de Novo Mesto** (financée depuis peu par le Bureau). Les contenus de ces émissions de télévision consacrées aux Roms sont similaires à ceux diffusés à la radio. Les deux chaînes participent au programme d'échange entre stations de télévision régionales et mettent leurs émissions de Roms à la disposition d'autres stations slovènes intéressées. L'entrée en vigueur de la Loi sur la radio et la télévision slovènes (Radiotelevizija Slovenija) (ZRTVS-1) le 12 novembre 2005 a obligé la télévision publique de diffuser aussi, **de façon progressive**, des émissions de radio et de télévision de Roms. Ceci se doit au fait que le Bureau des nationalités est parvenu, lors de l'élaboration de la Loi, à introduire la disposition

suivante (article 3) : "pursuant to this Act public service consist of creating, preparing, recording and broadcasting radio and television programme for the Roma ethnic community (Roma programme) [*conformément à la présente Loi, le service public consiste à créer, préparer, enregistrer et diffuser... des émissions de radio et de télévision destinées à la communauté ethnique rom (émissions de Roms)*]" . Dans ce cadre, des initiatives sont en cours afin de former les représentants de la communauté ethnique rom qui participeront dans le futur à l'élaboration des émissions mentionnées.

Le Bureau des nationalités soutient aussi activement, à travers l'Union des Roms de Slovénie, le **centre de documentation ROMIC, à Murska Sobota**, créé en 2003. Le centre met à disposition des services de bibliothèque et de production radio. En 2003, le Bureau a aussi contribué financièrement pour les installations du ROMIC.

L'Union des Roms de Slovénie publie également le magazine **ROMANO THEM – ROMSKI SVET (Le monde des Roms)**.

Depuis quelques années, l'association Union des Roms de Murska Sobota publie périodiquement le **journal ROMSKE NOVICE – ROMANO NEVIJPE**, dans lequel est partagée l'actualité concernant les activités et la vie de la communauté rom.

Ces derniers temps, l'activité d'édition de la communauté rom a augmenté.

Le 11 septembre 2003, le **premier musée rom** de la République de Slovénie a ouvert ses portes dans la commune de Črenšovci, dans la collectivité rom de Kamenci.

En septembre 2005, l'Union des Roms de Slovénie et le Bureau des nationalités ont organisé une **conférence internationale sur le peuple rom** à laquelle ont participé des représentants d'organes de l'État ainsi que la communauté rom d'Autriche, de Croatie, de Hongrie, de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine et de Slovénie.

En août 2005, selon la tradition, a eu lieu le 11^e camp rom à Murska Sobota.

L'ORGANISATION DES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES EN RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE

Les écoles publiques de Slovénie ne fournissent aucune éducation religieuse.

Les communautés religieuses peuvent créer des institutions de formation, des résidences pour élèves et étudiants ainsi que d'autres institutions du même genre. Elles peuvent y réaliser librement des activités éducatives conformes à leurs statuts, dans le respect le l'ordre constitutionnel et juridique de la République de Slovénie. L'État cofinance généralement les activités de ces jardins d'enfants et écoles (privés), en couvrant 85% des coûts salariaux et de matériel du programme dans un institut public comparable, dans les cas où les instituts de communautés religieuses en question ont été fondés en accord avec la loi et suivent un programme validé publiquement. L'État couvre néanmoins 100% des coûts salariaux et de matériel pour certaines écoles qui ont été créées suffisamment tôt.

La seule institution d'enseignement supérieur fondée par une communauté religieuse dans la République de Slovénie est la Faculté de théologie. La Faculté est membre de l'Université de Ljubljana et est représentée à Maribor.

Il existe en Slovénie quatre écoles secondaires établies par une communauté religieuse - l'Eglise catholique. Pendant l'année scolaire 2007/2008, 1 748 étudiants ont fréquenté ces cours, correspondant à 1,9% du nombre total d'étudiants inscrits dans des écoles secondaires en Slovénie (91 554). Pour trois de ces quatre écoles, l'État contribue à 100% aux coûts salariaux et de matériel. Dans les écoles secondaires publiques, ces deux aspects correspondent à environ 87% du total des coûts.

En 2007, l'Eglise catholique a fondé la première école primaire catholique, l'école primaire Alojzij Šuštar dans l'Institut St. Stanislav. Les cours y ont débuté en septembre 2008 et l'État subventionne 85% des coûts salariaux et de matériel.

Certaines communautés religieuses ont fondé des organisations de charité.

Comme toute autre personne morale dans la République de Slovénie, les communautés religieuses jouissent des mêmes libertés, conditions et droits pour établir et posséder des médias.

En tant que personnes morales, elles peuvent établir d'autres personnes morales liées à l'édition, la vente de livres, etc.

La seule chaîne de radio et de télévision publique sans but lucratif de Slovénie, la Radiotelevizija Slovenija, propose également un programme religieux. Le Conseil de la programmation de la Radiotelevizija Slovenija est constitué de 29 membres, dont deux sont désignés par le Président de la République selon les suggestions des communautés religieuses enregistrées. En 2005, le Président a nommé ces deux membres en tenant compte d'une proposition de la Conférence des archevêques de Slovénie et de la communauté de l'Eglise orthodoxe serbe de Ljubljana.

3. LE CADRE JURIDIQUE QUI RÈGLE LE STATUT ET LA PROTECTION DES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES ET RELIGIEUSES EN RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE

1. Les communautés nationales et ethniques en République de Slovénie

Il existe deux communautés nationales autochtones (italienne et hongroise) et une communauté ethnique (rom) en Slovénie. Chacune d'elles jouit d'une protection juridique élevée. Les dispositions de base concernant la protection de ces trois communautés sont consacrées par la Constitution de la République de Slovénie. À un niveau plus détaillé, cette question est régie par des lois particulières qui traitent, entre autres, le statut des deux communautés nationales et de la communauté ethnique des Roms. Leur mise en œuvre s'intègre dans les compétences des différents ministères.

Le Bureau des nationalités – un service professionnel indépendant au sein du Gouvernement de la République de Slovénie – contrôle la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles et d'autres dispositions légales ainsi que leur impact dans la pratique, attire l'attention sur toute lacune, prépare des propositions et des requêtes dirigées au Gouvernement et à d'autres autorités de l'État et élabore, en collaboration avec les ministères compétents, des analyses et des rapports concernant des questions plus vastes de protection des communautés. Le Bureau travaille également avec des organisations internationales (Conseil de l'Europe, UE, OSCE, la dimension civile de l'OTAN, etc.).

Les compétences de base du Bureau comprennent :

- le financement des organisations centrales des communautés nationales italienne et hongroise,
- le cofinancement du bilinguisme et d'autres droits constitutionnels dans les communes où les communautés nationales italienne et hongroise représentent la population autochtone,
- le cofinancement d'institutions culturelles italiennes communes ayant leur siège enregistré en Croatie,
- le cofinancement de programmes de radio et de télévision italiens et hongrois,
- le financement des activités de l'organisation centrale pour les Roms (l'Union des Roms de Slovénie),
- le cofinancement des associations roms à travers le pays,
- le cofinancement d'activités liées à l'information et aux médias de la population rom.

1. 1. Les communautés nationales italienne et hongroise

Conformément à la **Charte fondamentale constitutionnelle déclarant la souveraineté et l'indépendance de la République de Slovénie**, les communautés nationales italienne et hongroise de la République de Slovénie et leurs membres jouissent de tous les droits découlant de la Constitution de la République de Slovénie et des traités en vigueur.

L'article 5 de la **Constitution de la République de Slovénie** stipule que l'État, sur son territoire, protège les droits de l'homme et les libertés fondamentales et protège et garantit les droits des communautés nationales autochtones italienne et hongroise et de leurs ressortissants, tels que définis à l'article 64 et assurés indépendamment du numéro de ressortissants de ces communautés. L'État soutient moralement et matériellement l'exercice des droits suivants:

- le droit d'utiliser librement leurs symboles nationaux;
- pour la sauvegarde de leur identité nationale, le droit de créer des organisations et de développer des activités économiques, culturelles, scientifiques et de recherche ainsi que des activités dans le domaine de l'information publique et de l'édition ;
- le droit à une éducation et à un enseignement dans leur langue ainsi qu'à une mise en forme et à un développement de cette éducation et de cet enseignement (la loi détermine les circonscriptions où la scolarité bilingue est obligatoire) ;
- le droit d'entretenir des liens avec leur peuple d'origine et son État;
- le droit de constituer leurs propres communautés autonomes afin d'exercer leurs droits;
- le droit à une représentation directe dans les organes représentatifs de l'autonomie administrative locale

et à l'Assemblée nationale.

Conformément à l'article 11 de la Constitution, «la langue officielle en Slovénie est le slovène. Dans les circonscriptions des communes où vivent les communautés nationales italienne ou hongroise, la langue officielle est aussi l'italien ou le hongrois.»

L'article 80 définit la composition et les élections de l'Assemblée nationale : l'Assemblée nationale est composée de 90 députés des citoyens slovènes élus au suffrage secret, direct, égal et universel. Un député pour chaque communauté nationale italienne et hongroise est toujours élu à l'Assemblée nationale. Une telle disposition figure également dans la **Loi sur les élections à l'Assemblée nationale**, qui présente des règles spécifiques concernant l'élection des députés des communautés nationales italienne et hongroise (le système Borda).

L'article 64 établit de même que «les lois, autres règlements et actes généraux qui concernent la réalisation de droits précis inscrits dans la Constitution et la situation des communautés nationales uniquement, ne peuvent être adoptés sans l'accord des représentants de ces communautés nationales». Cette disposition est complétée par la **Loi sur les communautés nationales autonomes** (article 15-2), qui stipule qu'avant de prendre des décisions concernant des questions liées à la situation des membres des communautés nationales, les autorités de l'État doivent demander l'opinion des communautés nationales autonomes.

Les dispositions générales de la Loi susmentionnée établissent que dans les régions où ils constituent la population autochtone, les membres des communautés nationales italienne et hongroise créent des communautés nationales autonomes (entités de droit public) dans le but d'exercer leurs droits constitutionnels particuliers, de répondre à leurs besoins et intérêts et de participer à des questions publiques.

Les tâches de ces communautés nationales autonomes comportent:

- prendre des décisions autonomes, dans le respect de la Constitution et des lois, concernant toute question qui relève de leur compétence,
- donner leur consentement, conformément à la loi, par rapport à des questions liées à la protection des droits particuliers des communautés nationales, prenant des décisions en collaboration avec les organes communautaires locaux autonomes,
- discuter et examiner les questions liées à la situation des communautés nationales, adopter des positions et présenter des propositions et des requêtes auprès des autorités compétentes,
- promouvoir et organiser des activités qui contribuent à la sauvegarde de l'identité nationale des membres des communautés nationales italienne et hongroise,
- coopérer avec leurs peuples d'origine et leurs pays respectifs, avec les membres des communautés nationales dans d'autres pays ainsi qu'avec des organisations internationales.

Conformément à la **Loi sur la radio et la télévision slovènes (Radiotelevizija Slovenija)**, la RTV Slovenija est une institution publique d'importance spéciale aux niveaux culturel et national qui fournit des services publics dans le domaine des activités liées à la radio et à la télévision, dans le but de répondre aux besoins démocratiques, sociaux et culturels des citoyens slovènes, des Slovènes résidant à l'étranger, des membres des minorités nationales slovènes en Italie, en Autriche et en Hongrie, ainsi que des communautés nationales italienne et hongroise vivant en République de Slovénie. La programmation spécifique pour chaque nationalité doit couvrir au moins 90% du territoire où résident les membres des communautés nationales italienne et hongroise. Le Conseil de la programmation de la RTV Slovenija est composé de 29 membres. Les communautés nationales italienne et hongroise nomment chacune un de ces membres. Le Conseil de la programmation désigne des commissions de programmation responsables pour la programmation nationale italienne et hongroise. Ces commissions donnent leur accord relativement à la nomination d'un éditeur-chef pour la programmation spécifique destinée à une nationalité ainsi qu'à la

durée, aux contenus, aux critères et à la structuration de tels programmes.

La **Loi sur les médias de masse** stipule que la République de Slovénie appuie les médias de masse dans le cadre de la création et de la diffusion de programmes importants pour :

- l'exercice des droits à l'information publique et générale des citoyens de la République de Slovénie, des Slovènes de par le monde, des membres des minorités slovènes en Autriche, en Hongrie et en Italie, des communautés nationales italienne et hongroise en Slovénie, ainsi que de la communauté rom vivant en Slovénie;
- la garantie de la pluralité et de la diversification des médias de masse ;
- la sauvegarde de l'identité nationale et culturelle slovène ;
- la promotion de la créativité culturelle dans le domaine des médias de masse ;
- une culture de dialogue public ;
- la consolidation de l'État de droit et social;
- le développement de l'éducation et de la science.

1. 2. La communauté rom

La **Constitution de la République de Slovénie** stipule à l'article 65 que le statut et les droits particuliers de la communauté rom vivant en Slovénie sont réglementés par la loi.

Il s'agit de la **Loi sur la communauté rom**, qui réglemente le statut et les droits de la communauté rom vivant en Slovénie, les compétences des autorités de l'État et des autorités autonomes locales relativement à l'exercice de ces droits, ainsi que la participation des représentants roms à l'exercice de leurs droits et devoirs attribués par la loi.

Hormis les droits et devoirs communs à tous les citoyens slovènes, les membres de la communauté rom jouissent aussi de droits particuliers liés à l'éducation, la culture, l'emploi, l'aménagement de l'espace et la protection de l'environnement, la santé et la protection sociale, l'information et la participation à la prise de décisions sur les questions publiques concernant les membres de la communauté rom. L'État permet l'exercice de ces droits à travers la création de conditions pour l'intégration des Roms dans l'enseignement, améliorant ainsi leur niveau d'éducation, et l'élaboration d'une politique adéquate de bourses d'études. Pour ce qui est du travail et de l'emploi, l'État porte une attention particulière à la promotion de l'emploi, ainsi que de l'enseignement et de la formation techniques des Roms.

L'État encourage également la préservation et le développement du romani de même que les activités culturelles, d'information et d'édition de la communauté rom. Les autorités de l'État et les organes communautaires locaux fournissent les conditions nécessaires pour résoudre des problèmes d'espace dans les établissements roms et améliorent les conditions de logement de la communauté. Dans les communes où – conformément à la loi régulant l'autonomie locale – des représentants de la communauté rom sont élus au conseil municipal, un groupe de travail spécial est formé pour surveiller la situation de la communauté rom.

Au niveau de l'État, le Conseil de la communauté rom a été fondé pour représenter les intérêts de la communauté rom en Slovénie dans le cadre de ses relations avec les organes de l'État. Le Conseil peut présenter des propositions, des requêtes ou des opinions, relatives à des sujets qui s'intègrent dans sa compétence, à l'Assemblée nationale, au Conseil national, au Gouvernement, à d'autres organes de l'État, aux détenteurs de fonctions publiques ainsi qu'aux organes communautaires locaux. Les organes de l'État, les détenteurs de fonctions publiques et les organes communautaires locaux doivent demander l'opinion du Conseil avant d'adopter ou de publier des règlements ou tout autre genre de législation générale concernant le statut de la communauté rom.

Les fonds nécessaires au financement des initiatives et mesures pour la mise en œuvre des droits particuliers de la communauté rom sont fournis par le budget de la République de Slovénie, dans les plans financiers pour les bénéficiaires directs du budget et en tant que fonds attribués aux communes pour le financement de tâches déléguées.

2. Les communautés religieuses en République de Slovénie

Le droit à la liberté religieuse et le statut juridique des communautés religieuses, ainsi que leur relation avec l'État sont réglementés par la Constitution et les lois.

La **Constitution de la République de Slovénie** garantit la liberté religieuse en tant que droit de l'homme individuel sous forme de la liberté de conscience mentionnée à l'article 41, selon lequel «la profession de la religion et la manifestation d'autres comportements dans la vie privée et publique sont libres. Nul n'est contraint de se définir quant à ses convictions religieuses ou autres. Les parents ont le droit, en accord avec leurs convictions, d'assurer à leurs enfants une éducation religieuse et morale. L'orientation des enfants en ce qui concerne l'éducation religieuse et morale doit être en accord avec l'âge et la maturité de l'enfant ainsi qu'avec sa liberté de conscience, de religion, et des autres comportements ou convictions.»

Conformément à l'article 16, les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés par la Constitution peuvent exceptionnellement être suspendus ou limités temporairement en situation de guerre ou pendant un état de siège. Cependant, cette disposition ne permet aucune invalidation ni limitation temporaires des droits définis à l'article 41. La Constitution place ainsi la liberté religieuse entre les droits constitutionnels protégés de façon absolue.

La Constitution interdit également toute discrimination basée sur la croyance religieuse ou autre (article 14-1) et toute incitation à la discrimination religieuse et excitation à la haine et à l'intolérance religieuses (article 63).

De plus, la Constitution garantit le droit à l'objection de conscience (article 46) et permet aux citoyens qui, en raison de leurs opinions religieuses ne sont pas prêts à accomplir leurs devoirs militaires, de coopérer à la défense de l'État d'une manière différente (article 123).

La liberté religieuse en tant que droit collectif est exercée par les communautés religieuses. Elle est garantie par l'article 7 de la Constitution qui établit que l'État et les communautés religieuses sont séparés et que les communautés religieuses sont égales en droits et exercent leurs activités librement.

La **Loi sur la liberté religieuse** régit l'exercice individuel et collectif de la liberté religieuse, le statut juridique des églises et autres communautés religieuses, ainsi que leurs droits, pouvoirs et procédures d'enregistrement. La liberté religieuse dans la vie privée et publique est inviolable et garantie par l'État. Elle comprend le droit de choisir ou d'accepter librement une religion, la liberté d'exprimer ou non une croyance religieuse, ainsi que la liberté de tous d'exprimer, seuls ou accompagnés, en public ou en privé, leur religion dans le cadre du culte, de l'éducation, de la pratique et des rituels religieux, etc. Nul ne peut être forcé à devenir ou à rester membre d'une église ou d'une autre communauté religieuse ou à participer ou à ne pas participer à des cultes, des rituels religieux et d'autres formes de manifestations religieuses. La Loi interdit toute incitation à la discrimination religieuse, toute excitation à la haine et à l'intolérance religieuses ainsi que toute discrimination basée sur une croyance religieuse ou l'expression ou l'exercice d'une telle croyance.

La Loi assure aussi le droit à une assistance spirituelle religieuse aux membres de l'armée slovène pendant leur service militaire et aux officiers de police dans des circonstances qui rendent difficile l'exercice de leur liberté religieuse. Le droit d'obtenir régulièrement une assistance spirituelle religieuse, individuelle et collective, est également garanti dans les prisons, les hôpitaux et les institutions sociales qui proposent des soins institutionnels.

Les églises et autres communautés religieuses enregistrées sont des personnes morales de droit privé. Un Registre des églises et autres communautés religieuses de la République de Slovénie est tenu par le Bureau gouvernemental des communautés religieuses. Actuellement, 43 églises et autres communautés religieuses figurent dans ce registre. Les églises et autres communautés religieuses enregistrées sont pour la plupart financées par des dons et d'autres contributions de la part de personnes physiques et morales et par leurs autres propriétés, ainsi que par la contribution d'organisations religieuses internationales dont elles sont membres. L'État peut apporter une aide matérielle à certaines églises ou autres communautés religieuses enregistrées en raison de leur utilité générale.

La seule chaîne de radio et de télévision publique sans but lucratif en Slovénie, la Radiotelevizija Slovenija, propose également un programme religieux. Selon la **Loi sur la radio et la télévision slovènes (Radiotelevizija Slovenija)**, le Conseil de la programmation de la Radiotelevizija Slovenija est constitué de 29 membres, dont deux sont désignés par le Président de la République selon les suggestions des communautés religieuses enregistrées.

La Loi sur l'organisation et le financement de l'éducation stipule que les écoles maternelles, primaires et secondaires publiques de Slovénie ne fournissent aucun enseignement religieux. Les communautés religieuses peuvent créer des institutions de formation, des résidences pour élèves et étudiants ainsi que d'autres institutions du même genre. Elles peuvent y réaliser librement des activités éducatives conformes à leurs statuts, dans le respect de l'ordre constitutionnel et juridique de la République de Slovénie. L'État cofinance généralement les activités de ces jardins d'enfants et écoles (privés), en couvrant 85% des coûts salariaux et de matériel du programme dans un institut public comparable, dans les cas où les instituts de communautés religieuses en question ont été fondés en accord avec la loi et suivent un programme validé publiquement. S'ils sont organisés en accord avec la loi et offrent des cours validés publiquement, ils peuvent également se candidater à des subventions pour de l'équipement d'enseignement. La seule institution d'enseignement supérieur fondée par une communauté religieuse dans la République de Slovénie est la Faculté de théologie. La Faculté est membre de l'Université de Ljubljana et est représentée à Maribor.

Dans les écoles primaires, la plus grande partie des contenus liés à l'éducation religieuse est incluse dans la discipline Religions et éthique, qui est une discipline optionnelle obligatoire (c'est-à-dire que toute école est obligée de la faire figurer sur sa liste des disciplines optionnelles, tandis que sa réalisation dépendra du numéro d'élèves inscrits). Les étudiants des écoles secondaires acquièrent leurs connaissances sur les religions principalement à travers des disciplines comme l'histoire, la géographie, la sociologie, la philosophie, la psychologie et la langue slovène.

3. L'interdiction de la discrimination

Dans la partie consacrée aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, la **Constitution de la République de Slovénie** garantit l'égalité devant la loi (article 14) et stipule qu'«en Slovénie, les mêmes droits de l'homme et libertés fondamentales sont garantis à chacun, sans distinction de nationalité, de race, de sexe, de langue, de religion, de conviction politique ou autre, de situation matérielle, de naissance, d'instruction, de situation sociale, d'invalidité ou bien quelque autre condition personnelle. Tous sont égaux devant la loi.»

L'article 63 déclare inconstitutionnelle toute incitation à une discrimination sur la base d'une différence nationale, raciale, religieuse ou autre, ainsi qu'à la haine et à l'intolérance nationales, raciales, religieuses ou autres. Toute incitation à la violence et à la guerre est inconstitutionnelle.

Le **Code pénal** assure la mise en œuvre des dispositions constitutionnelles susmentionnées dans une partie spéciale qui définit les infractions et les sanctions correspondantes, notamment dans le Chapitre

XVI consacré aux infractions criminelles contre les droits de l'homme et les libertés. Selon l'article 131, la violation de l'égalité est un crime commis par tout individu qui, sur la base d'une différence de nationalité, de race, de couleur de peau, de religion, d'origine ethnique, de sexe, de langue, de conviction politique ou autre, d'orientation sexuelle, de situation matérielle, de conditions de naissance, d'héritage génétique, d'instruction, de situation sociale ou de toute autre circonstance, refuse ou limite à une personne l'exercice d'un droit de l'homme ou d'une liberté reconnus par la communauté internationale ou attribués par la Constitution ou le statut, ou accorde à une autre personne un privilège ou un avantage particulier compte tenu d'une telle différence, ou poursuit un individu ou une organisation en raison de leur engagement en faveur de l'égalité. L'article 165 traite du dénigrement de la société slovène ou des communautés nationales, considérant qu'il s'agit d'un crime commis par quiconque insulte, dénigre ou diffame la nation slovène ou les communautés nationales italienne ou hongroise ou la communauté ethnique rom vivant en Slovénie.

4. LES ÉVÉNEMENT INFLUENTS

Aussi bien les minorités nationales que la communauté rom réalisent un riche programme culturel et éducatif à travers les institutions citées plus haut.

Les membres des communautés religieuses se réunissent lors de congrès organisés par le Bureau gouvernemental des communautés religieuses 3 à 4 fois par an.

Ces congrès sont consacrés à différents sujets en rapport avec l'église et d'autres communautés religieuses. Les sujets sont choisis en tenant compte des événements de l'actualité. Pour ce faire, le Bureau prend aussi en considération les souhaits et les suggestions des communautés religieuses. Les orateurs invités sont souvent experts dans les questions traitées par le congrès. Ils présentent leur secteur d'activité et des aspects qui en font partie, ainsi que les règlements législatifs correspondants jugés importants (chaque orateur prend la parole durant 30 minutes à une heure, selon le nombre d'orateurs invités). Pendant la deuxième partie, une discussion avec le public a généralement lieu. Les orateurs répondent à des questions et fournissent leurs coordonnées pour le cas où il serait nécessaire de résoudre dans le futur des problèmes liés à leur domaine de spécialité. Souvent, les participants présentent des suggestions utiles en ce qui concerne la régulation plus approfondie d'une question ou la mise en œuvre plus efficace de la législation existante.

En outre, les congrès informent et sensibilisent le public en général, étant donné que les représentants des médias peuvent y assister et les commentent ensuite à l'attention d'un vaste public. Après chaque congrès, le Bureau remet un bref communiqué personnel concernant l'événement au public (c'est-à-dire aux médias, même à ceux n'ayant pas assisté au congrès). Un rapport plus détaillé sur le congrès est envoyé aux représentants des églises et autres communautés religieuses afin de transmettre les informations à tous ceux qui n'ont pas pu assister à l'événement. Ledit rapport est ensuite publié sur le site Internet du Bureau.

Les congrès constituent un important pas en avant en ce qui concerne la communication, le dialogue interreligieux et interculturel, la promotion de la diversité culturelle et la conscience de l'importance de l'affiliation et des dimensions religieuses.

5. LES POLITIQUES QUI RÈGENT ET INFLUENCENT LE DIALOGUE

INTERCULTUREL ET INTERRELIGIEUX

Les droits particuliers des **communautés nationales italienne et hongroise** sont réglementés par l'article 64 de la Constitution, par la loi organique sur les communautés nationales autonomes, par plus de 60 lois, règlements, statuts et ordonnances municipales sectoriels dans les zones ethniquement mixtes, ainsi que par des traités et des conventions internationales ratifiés par la République de Slovénie.

Le 19 juillet 2007, le Gouvernement a défini la rédaction d'un Projet de Résolution sur le statut des communautés nationales italienne et hongroise en République de Slovénie et l'a soumis pour discussion à l'Assemblée nationale (organe de représentation nationale). Cependant, aucune discussion n'a eu lieu et la procédure est officiellement arrivée à terme avec la fin de la dernière législature (15 octobre 2008).

Le projet a été élaboré avec la collaboration d'organisations centrales des communautés nationales italienne et hongroise, c'est-à-dire la Communauté nationale autonome hongroise de Pomurje et la Communauté nationale autonome italienne côtière.

La résolution définit les objectifs suivants:

- assurer la transparence du travail réalisé par les organes de l'État dont les activités concernent les communautés nationales ;
- assurer la mise en œuvre cohérente de droits constitutionnels particuliers de ces deux communautés nationales de Slovénie ;
- élaborer un aperçu des mécanismes existants pour mettre en œuvre et exercer les droits particuliers des communautés nationales ;
- évaluer la contribution des communautés nationales à la diversité culturelle du territoire de Slovénie;
- renforcer la coopération entre les communautés nationales et l'État pour une utilisation plus efficace des fonds de l'UE ;
- garantir aux communautés nationales une intégration de qualité dans la vie sociale de la Slovénie, tout en préservant leurs spécificités ;
- promouvoir le dialogue interculturel dans les zones où les membres de ces communautés résident et travaillent;
- proposer, dans le cadre d'une procédure visant à établir les régions comme le second niveau de l'autonomie locale, que les communautés nationales soient représentées au sein des organes de représentation régionale;
- créer des partenariats entre l'État, les communautés locales et les communautés nationales afin de faciliter la mise en œuvre de projets prioritaires.

La base juridique qui définit le statut de la **communauté ethnique rom** en République de Slovénie est l'article 65 de la Constitution, qui stipule que la situation et les droits particuliers de la communauté rom vivant en Slovénie sont réglementés par la loi. Cette disposition est appliquée à travers la Loi sur la communauté rom et des lois sectorielles (une protection particulière de la communauté rom est définie par 12 lois concernant l'éducation, la culture, les médias et l'autonomie locale). La République de Slovénie a conscience de la nécessité de réglementer de façon cohérente les questions concernant les Roms, en particulier dans les domaines où la communauté fait face aux principales difficultés, c'est-à-dire l'éducation, l'emploi et les conditions de logement. Afin de résoudre ces difficultés, le Gouvernement a déjà adopté plusieurs lois et mesures, notamment le Programme de mesures d'assistance aux Roms de 1995, qui se trouve encore en vigueur. La mise en œuvre du programme a été réévaluée en 1999 et les organes de l'État compétents ont été invités à préparer des initiatives de suivi. Il a ainsi été sollicité à tous les ministères et bureaux du Gouvernement qu'ils portent, dans le cadre de leur compétence, une attention particulière aux questions concernant les Roms et qu'ils incluent la communauté rom dans leurs programmes nationaux. En 2004, le Gouvernement a discuté le Rapport sur le statut des Roms en

Slovénie, élaboré par le Bureau des nationalités en collaboration avec les ministères compétents, et a adopté dix décisions visant à accélérer la résolution des difficultés des Roms, notamment :

- poursuivre les efforts pour améliorer la situation des membres de la communauté rom et renforcer la coopération entre les organes de l'État, les organes communautaires locaux et la communauté rom,
- créer les conditions nécessaires afin de permettre aux Roms de respecter les valeurs de la population majoritaire et à la population majoritaire d'accepter avec tolérance les caractéristiques spécifiques et la diversité culturelle des Roms,
- appliquer de façon cohérente les règlements en vigueur (lois, règlements, traités qui s'intègrent dans le système juridique slovène) ainsi que des lignes directrices (Programme de mesures de 1995, décisions de 1999, etc.) concernant la communauté rom autochtone,
- dans le cadre de leur compétence, les ministères et le Gouvernement doivent inclure dans leurs programmes des questions liées aux Roms,
- les conditions de logement, l'éducation et l'emploi des Roms doivent bénéficier d'une attention et d'un soutien particuliers dans le cadre des fonds de l'État,
- assurer l'application de la décision de l'Assemblée nationale du 30 mai 2002, qui stipule que les ministères et les bureaux du Gouvernement compétents doivent recevoir des fonds supplémentaires, destinés aux communes ayant une population rom autochtone, pour la résolution de questions liées aux Roms,
- garantir un recours plus efficace aux possibilités qu'offrent les fonds de l'UE pour résoudre des questions liées aux Roms.

Résoudre les difficultés de logement est indispensable pour une intégration réussie des Roms dans la vie sociale. Plusieurs initiatives ont récemment été lancées dans ce sens. L'État cofinance notamment l'aménagement d'établissements roms.

En 1996, la nouvelle législation relative à l'enseignement a, pour la première fois, fixé les bases juridiques concernant l'éducation des enfants roms. En 2000 et 2001, des amendements ont été apportés à la Loi sur l'organisation et le financement de l'éducation, la Loi sur les jardins d'enfants et la Loi sur les écoles primaires. L'adoption de la Stratégie d'éducation des Roms par le Ministère de l'Éducation, des Sciences et des Sports, en mai 2004, représentera également une contribution à l'amélioration de la situation en termes d'éducation. Un centre pour l'éducation et l'information des Roms a été créé avec l'objectif d'augmenter le niveau d'éducation parmi la population rom et en 2006 le Conseil pour la formation professionnelle et technique a établi les conditions professionnelles pour un assistant et un coordinateur roms.

Les ministères et le **Bureau gouvernemental des nationalités** partagent la responsabilité de respecter les obligations constitutionnelles et légales concernant les minorités nationales et ethniques. Ainsi, la principale mission du Bureau est de contrôler la mise en œuvre de dispositions légales et constitutionnelles pour la protection des communautés nationales ainsi que leur impact dans la pratique, d'attirer l'attention sur toute lacune, de préparer des projets et des propositions dirigés au Gouvernement et à d'autres organes de l'État et d'élaborer, en collaboration avec les ministères respectifs, des analyses et des rapports concernant des questions plus vastes de protection des communautés nationales.

Le Bureau possède des compétences de base exclusives qui s'appliquent à des domaines qui ne s'intègrent dans les compétences d'aucun ministère en particulier (financer les organisations centrales des communautés nationales italienne et hongroise, cofinancer le bilinguisme et d'autres droits constitutionnels dans les communes où les communautés nationales italienne et hongroise représentent la population autochtone, cofinancer des institutions culturelles italiennes communes ayant leur siège enregistré en Croatie, cofinancer des programmes de radio et de télévision italiens et hongrois), ainsi que des compétences ayant trait à la communauté rom établie traditionnellement ou originellement sur le territoire de Slovénie (financer l'Union des Roms de Slovénie, cofinancer indirectement des associations

roms à travers le pays et cofinancer des initiatives liées à l'information et aux médias de la population rom).

Le Bureau présente ainsi une politique gouvernementale concertée en termes de minorités et effectue des rapports sur les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans ce contexte.

La discrimination et l'intolérance s'intègrent dans les compétences du **Médiateur des Droits de l'homme**, qui s'occupe également de la sauvegarde des droits particuliers des minorités. Le Médiateur souligne que les propositions remises par les représentants des deux communautés nationales sont peu nombreuses. La plupart concerne la communauté rom.

La liberté religieuse, les communautés religieuses et la relation entre l'État et les communautés religieuses sont des sujets couverts par la Constitution et la Loi sur la liberté religieuse de 2007 (qui substitue la Loi sur le statut juridique des communautés religieuses de 1976 et ses amendements ultérieurs). La nouvelle loi respecte des modèles reconnus et régit la façon d'exercer la liberté religieuse ainsi que des questions liées à la liberté de fonctionnement des communautés religieuses. En janvier 2004, la Slovénie a ratifié l'Accord entre la République de Slovénie et le Saint-Siège sur des questions juridiques. La loi se fonde sur les principes de base consacrés par la Constitution et qui s'organisent dans les deux catégories de droits suivantes : 1) la **liberté religieuse**, y compris la liberté de conscience ou la liberté religieuse, la liberté de pratiquer une religion dans la vie privée ou publique, individuellement ou collectivement, la liberté d'enseigner une religion et l'interdiction de toute discrimination basée sur des croyances religieuses ; et 2) les **églises et autres communautés religieuses**, basées sur le principe de séparation de l'État et des églises ou autres communautés religieuses, le principe d'égalité des communautés religieuses, la liberté de réaliser librement leurs activités et le principe de leur enregistrement volontaire.

Le **Bureau gouvernemental des communautés religieuses** surveille la situation des églises et autres communautés religieuses, fournit une assistance professionnelle et des informations sur des questions juridiques importantes liées à leurs activités et coordonne les relations des églises et autres communautés religieuses avec l'État et d'autres entités. Le Bureau collabore pour résoudre des questions juridiques concernant les activités des églises et autres communautés religieuses, contrôle la mise en œuvre de règlements, lois et mesures de référence et assure une coopération internationale dans ce domaine. Le Bureau est également responsable pour la procédure d'inscription et tient le Registre des églises et autres communautés religieuses de la République de Slovénie. Dans le cadre de son travail, le Bureau promeut l'application du principe du traitement égalitaire et crée les conditions nécessaires au traitement égalitaire de tous les individus, indépendamment de leur croyance religieuse, à travers la sensibilisation et le contrôle de la situation dans ce domaine ainsi que l'adoption de mesures réglementaires et politiques.

Le 7 janvier 2009, le Gouvernement a adopté la Décision sur la création, les fonctions et la composition de la **Commission du Gouvernement de la République de Slovénie pour la résolution de questions pendantes concernant les communautés religieuses** (établie pour la première fois en 2001). La Commission débat des questions pendantes concernant les communautés religieuses et leurs relations avec l'État et prépare des opinions qu'elle soumet au Gouvernement.

6. CONCLUSION

Comme il a été décrit dans les réponses fournies, en particulier celles consacrées à la réglementation juridique du statut et de la protection des minorités ethniques et religieuses, la Constitution de la

République de Slovénie confère une protection particulière à deux communautés nationales (italienne et hongroise), ainsi qu'à la communauté ethnique particulière des Roms. D'un côté, la Constitution garantit des conditions d'égalité dans l'exercice de tous les droits de l'homme et libertés (elle interdit la discrimination basée sur des différences d'origine nationale, de religion ou de langue ou toute autre circonstance personnelle), tandis qu'elle attribue, d'un autre côté, des droits particuliers supplémentaires aux communautés nationales italienne et hongroise (article 64). Elle défend ainsi une protection positive des minorités (c'est-à-dire que les membres des minorités bénéficient de certains droits que la population majoritaire n'a pas) et indique le haut degré de démocratie de la société.

Selon le Bureau des nationalités, la République de Slovénie s'engage pour une application de qualité des droits constitutionnels et légaux pour les **deux communautés nationales**. Leurs membres jouissent d'une protection efficace de leurs droits collectifs et individuels de minorité à l'abri des plus hauts critères européens concernant les minorités, y compris la participation politique des représentants des communautés nationales à l'Assemblée nationale et aux conseils municipaux, l'égalité pour ce qui est de l'utilisation de la langue maternelle dans la vie publique, des activités culturelles, d'information et d'édition propres, ainsi que des écoles bilingues ou pour des nationalités spécifiques. Les communautés nationales italienne et hongroise de Slovénie et leurs membres jouissent des mêmes droits que la population majoritaire et bénéficient en plus d'un certain nombre d'autres droits découlant de la Constitution et des traités.

Selon le Conseil de l'Europe, la Slovénie possède une excellente politique concernant les communautés nationales, qui offre aux minorités des droits (l'un des aspects les plus importants des droits de l'homme) bien plus développés que ceux d'autres pays membres de l'UE.

Il y a néanmoins certaines questions importantes, telles que le cofinancement slovène d'institutions italiennes en Croatie, qui ne disposent pas encore d'une base légale solide et attendent l'étude d'une possibilité d'accord entre les États.

En ce qui concerne la **communauté ethnique rom**, le Bureau des nationalités souligne que les membres de cette communauté souffrent encore de discrimination, de désavantages sociaux et d'un niveau d'éducation extrêmement bas ou même nul. Leur situation ne pourra s'améliorer qu'à travers des mesures spéciales à prendre par les organes de l'État et les communes.

Les communes doivent recevoir des fonds supplémentaires du budget de l'État, comme prévu par les décisions du Gouvernement de 1999, le Programme d'assistance aux Roms et les décisions du Gouvernement de 2004. Il est important de mentionner dans ce contexte que la situation s'est améliorée dernièrement, comme le confirme l'adoption d'un programme de mise en place d'une aide destinée aux communes pour résoudre des questions urgentes d'infrastructures municipales dans les établissements roms.

La création d'associations roms doit être encouragée dans les communes où de telles associations n'existent pas encore, afin qu'elles puissent contribuer à accélérer l'intégration sociale au niveau local.

Aussi bien au niveau de l'État que local, la situation des Roms est un peu meilleure pour ce qui est de l'éducation, de la protection sociale, des activités culturelles et de l'information. La situation est moins favorable dans les domaines du logement, de l'emploi et des conditions économiques des Roms, ce qui est dû majoritairement au niveau d'éducation bas de cette population.

Il est pour cela important que les ministères et les bureaux du Gouvernement incluent des questions liées aux Roms dans leurs programmes nationaux, qu'ils mettent à disposition plus de fonds provenant du budget de l'État et qu'ils adoptent des mesures pour venir en aide aux communes dans le cadre de la résolution de questions liées aux Roms.

Un important pas en avant a été donné dans ce sens avec l'adoption, en 2007, de la nouvelle Loi générale sur la communauté rom.

SOURCES:

1. Constitution de la République de Slovénie, Journal officiel de la République de Slovénie n°. [33I/1991-I42/1997](#), [66/2000](#), [24/2003](#), [69/2004](#), [69/2004](#), [69/2004](#), [68/2006](#),
2. Loi sur les élections à l'Assemblée nationale, Journal officiel de la République de Slovénie n°. 109/06 - UPB1,
3. Loi sur les communautés nationales autonomes, Journal officiel de la République de Slovénie n°. 65/1994,
4. Loi sur la radio et la télévision slovènes (Radiotelevizija Slovenija), Journal officiel de la République de Slovénie n°. 96/05,
5. Loi sur les médias de masse, Journal officiel de la République de Slovénie n°. 110/06 - UPB 1,
6. Loi sur la communauté rom, Journal officiel de la République de Slovénie n°. 33/2008,
7. Loi sur la liberté religieuse, Journal officiel de la République de Slovénie n°. 14/2007,
8. Loi sur l'organisation et le financement de l'éducation, Journal officiel de la République de Slovénie n°. 16/07 – UPB 5, 36/08,
9. Code pénal, Journal officiel de la République de Slovénie n°. 55/2008,
10. <http://www.uvs.gov.si/>,
11. http://www.uvn.gov.si/si/o_uradu/

Turquie

Traduction
Original : EN

RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE SUR LES EXPÉRIENCES ET LES POLITIQUES NATIONALES DE LA TURQUIE EN VUE DE LA PROMOTION DU DIALOGUE ET DE LA COMPRÉHENSION ENTRE LES CULTURES ET LES RELIGIONS

Mme. Askin ASAN, Députée au Parlement de Turquie, Chef de la Délégation turque à
l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée

TURQUIE

LES PRINCIPAUX GROUPES ETHNIQUES ET RELIGIEUX EN TURQUIE

Le peuple turc est une nation dans le sens d'un *ethnos*, qui se définit plus par le sentiment de partager une culture turque commune et la langue maternelle turque que par la citoyenneté, la religion ou le fait de vivre dans un pays particulier.

L'ethnicité dans la Turquie moderne est un sujet très débattu et compliqué. Les chiffres publiés par diverses sources confirment cette difficulté par les variations considérables qu'ils présentent.

Il est important de considérer toutes ces difficultés et d'évaluer les groupes ethniques avec prudence. Une liste possible des groupes ethniques vivant en Turquie pourrait être la suivante (Andrews, Peter A. *Ethnic groups in the Republic of Turkey*.):

1. Les peuples parlant une langue turquique: Karakalpaks, Turkmènes, Kazakhs, Koumyks, Yuruks, Ouzbeks, Tatars de Crimée, Azéris, Balkars, Ouïghours et Karatchaïs.
2. Les peuples parlant une langue indo-européenne : Kurdes, Zazas, Arméniens, Hémichis et Grecs.
3. Les peuples parlant une langue sémitique: Arabes, Juifs et Assyriens.
4. Les peuples parlant une langue caucasienne: Géorgiens, Lazes, Circassiens et Tchétchènes.
5. D'autres groupes musulmans originaires des Balkans (Bulgares, Albanais, Macédoniens, Serbes, Croates, Roumains et Bosniaques) : Ces peuples ont migré vers l'Anatolie durant l'ère ottomane et auront probablement adopté l'identité turque musulmane.
6. Les Cosaques en Turquie (la majorité a quitté la Turquie vers 1962).

La difficulté de classer les ethnies présentes dans la population de la Turquie est mise en évidence par le fait qu'il existe autant de classifications que de tentatives scientifiques d'en établir. La Turquie n'est pas le seul pays dans cette situation; de nombreux autres pays d'Europe (par exemple la France ou l'Allemagne) accueillent également une grande diversité ethnique qui défie toute classification. Les variations énormes qu'on peut observer dans les chiffres publiés concernant le pourcentage de Turcs vivant en Turquie (qui va de 75 à 97%) sont simplement le reflet des différences entre les méthodes utilisées pour classer les ethnies. L'un des principaux facteurs est la décision d'exclure ou d'inclure les Kurdes. La situation se complique encore plus par le fait que la dernière classification officielle et au niveau national des langues parlées (qui ne coïncident pas exactement avec les groupes ethniques) en Turquie remonte à 1965 ; de nombreux chiffres publiés après cette date ne sont que de vagues estimations.

Selon un rapport préparé en 2008 pour le Conseil de sécurité nationale turc par des académiciens de trois universités turques de l'Anatolie de l'est, environ 50 à 55 millions de Turcs ethniques, 12,5 millions de Kurdes (dont 3 millions de Zazas), 2,5 millions de Circassiens (Adyguéens), 2 millions de Bosniaques, 1,3 million d'Albanais, 1 million de Géorgiens, 870 000 Arabes, 700 000 Roms, 600 000 Pomaks, 80 000 Lazes, 60 000 Arméniens, 20 000 Juifs, 15 000 Grecs et 13 000 Hémichis vivaient en Turquie.

Il n'y a pas de statistiques concernant les croyances religieuses des personnes. Aucune information à ce sujet n'est sollicitée lors du recensement. Selon le Gouvernement, 99,8% de la population turque est musulmane, dont une majorité sunnite. Environ 10 à 20 millions sont alévis et 0,2% de la population a une autre religion - surtout chrétienne et juive. Le sondage de l'Eurobaromètre de l'année 2005 a montré que 95% des citoyens turcs ont affirmé croire en l'existence d'un Dieu, tandis que 1% a répondu ne pas croire en l'existence d'un genre quelconque d'esprit, de Dieu ou de force créatrice. Dans une étude du Centre de recherche Pew, 69% des musulmans de Turquie ont répondu que la religion joue un rôle très important dans leur vie. Tenant compte du sondage Gallup 2006-08, la Turquie a été définie comme pays *plus religieux*, plus de 89% de la population étant d'avis que la religion est importante. Selon la Fondation turque des études économiques et sociales, en Turquie 60% des femmes portent le foulard, ou hijab. 56% des hommes musulmans assistent régulièrement aux prières du vendredi.

Aujourd'hui, la grande majorité des Turcs est musulmane et le principal culte est l'école hanafite de l'islam sunnite, officiellement appuyée par l'empire ottoman. Selon une enquête réalisée par l'institut de sondage Konda à travers toute la Turquie en 2007, parmi les citoyens

- **52,8%** se sont définis comme une personne religieuse qui s'efforce de remplir ses obligations religieuses (religieux),
- **34,3%** se sont définis comme une personne croyante qui ne remplit pas d'obligations religieuses (non religieux),
- **9,7%** se sont définis comme une personne totalement dévote qui remplit toutes les obligations religieuses (totalement dévots),
- **2,3%** se sont définis comme une personne qui ne croit pas en des obligations religieuses (non croyants),
- **0,9%** se sont définis comme une personne sans conviction religieuse (athées).

Étant donné sa conscience de son héritage culturel de coexistence pacifique et sa connaissance des cultures, traditions et institutions des pays de l'ouest remontant à presque deux siècles, la Turquie détient une position unique qui lui permet de comprendre l'importance du dialogue entre les civilisations et d'appréhender les graves conséquences pouvant découler de l'absence de tolérance et de compréhension entre cultures. L'Anatolie a été le berceau de nombreuses civilisations au long de plusieurs milliers d'années et le lieu où sont nées les trois principales religions : le christianisme, le judaïsme et l'islam. Cette réalité à elle seule confère à la Turquie son patrimoine culturel et archéologique unique et inestimable. De par sa position séculière dans le monde, la Turquie se tourne vers la religion avec une attitude de tolérance. Aujourd'hui, des centaines d'exemples religieux sont visibles dans toutes les villes de Turquie, spécialement à Istanbul.

Les Turcs, pour la plupart musulmans, qui continuent à vivre leurs traditions et conventions de façon contemporaine et en harmonie avec leur foi islamique, ont construit des mosquées, des tombeaux et d'autres espaces religieux qui reflètent aussi bien les traits de l'Anatolie, où les Turcs vivent depuis des siècles, que leur valeur artistique et leur importance religieuse. La population non musulmane a eu le droit de vivre et de s'installer où bon lui semblait non seulement pendant la période ottomane mais aussi à l'ère républicaine. Sans aucune discrimination, les citoyens turcs islamiques ou non islamiques ont joui du droit de juridiction, de croyance et de conception religieuses et ont pratiqué leurs offices religieux, leurs prières et

leurs cérémonies en toute liberté dans leurs espaces sacrés, tels que des mosquées, des églises et des synagogues. Cette reconnaissance tolérante a mené à la préservation et à la protection minutieuses de tous les lieux de culte appartenant au judaïsme et au christianisme.

LES ACTEURS LES PLUS INFLUENTS DANS LE DOMAINE DES RELATIONS ENTRE CULTURES ET GROUPES RELIGIEUX ET ETHNIQUES EN TURQUIE

Division des relations interreligieuses du Département des relations extérieures de la Direction des affaires religieuses de Turquie

La Direction des affaires religieuses (Diyanet) est une institution constitutionnelle mandatée pour gérer les affaires religieuses des musulmans. La Diyanet adopte des positions positives en ce qui concerne la protection de la liberté religieuse des groupes religieux minoritaires en Turquie. Elle sème ainsi des graines de respect, de tolérance et d'acceptation de la diversité religieuse et culturelle. La consolidation de sa position relativement aux libertés provient du fait que la Diyanet défend fermement la liberté et le pluralisme religieux.

Professeur Mehmet Aydın, Co-président de l'Alliance des Civilisations, Ministre d'État

L'Alliance des Civilisations des Nations unies (UNAOC) est une initiative du Secrétaire général des Nations unies et a pour objectif d'améliorer la compréhension et les relations de coopération entre nations et peuples de différentes cultures et religions et d'aider à contrarier les forces qui alimentent la polarisation et l'extrémisme.

L'Alliance a été créée en 2005, à l'initiative des Gouvernements d'Espagne et de Turquie, sous les auspices des Nations unies. En avril 2007, le Secrétaire général des Nations unies a nommé Jorge Sampaio, ancien Président du Portugal, Haut représentant pour l'Alliance des Civilisations. L'Alliance est soutenue par un Groupe d'amis qui rassemble plus de 85 pays membres ainsi que des organisations et des institutions internationales.

À travers sa collaboration avec les gouvernements, des organisations internationales et régionales, des groupes de la société civile, des fondations et le secteur privé, l'Alliance soutient un ensemble de projets et d'initiatives qui visent la construction de ponts entre une diversité de cultures et de communautés.

Aussi bien globalement qu'au sein du système des Nations unies, l'Alliance assume les fonctions suivantes :

- **Construire des ponts et faciliter les contacts**, de façon à rapprocher des personnes et des organisations qui se consacrent à la promotion de la confiance et de la compréhension entre différentes communautés, en particulier – mais pas exclusivement – entre les sociétés musulmanes et occidentales ;
- **Catalyser et faciliter des procédés**, afin de contribuer à donner de l'élan à des projets

innovateurs qui cherchent à réduire la polarisation entre nations et cultures grâce à des objectifs communs et des partenariats mutuellement bénéfiques ;

- **Intervenir comme défenseur** de la construction du respect et de la compréhension entre cultures et de l'amplification des voix prônant la modération et la réconciliation qui aident à calmer les tensions culturelles et religieuses entre nations et peuples ;
- **Servir de base pour garantir une plus grande visibilité**, renforcer le travail et mettre en évidence le profil d'initiatives consacrées à la construction de ponts entre les cultures ; et
- **Fournir des ressources** donnant accès à des informations et matériaux obtenus à partir d'initiatives de coopération réalisées avec succès et qui peuvent, à leur tour, être utilisés par des États membres, institutions, organisations ou personnes individuelles souhaitant entamer des processus ou projets du même genre.

LE CADRE JURIDIQUE SERVANT D'APPUI À LA PROMOTION DE LA TOLÉRANCE ET DU RESPECT DE LA DIVERSITÉ RELIGIEUSE ET CULTURELLE

1. Liberté de foi et de culte religieux:

- Article 24 de la Constitution,
- Code sur la Ratification de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et le Protocole additionnel, article 9.

Liberté d'expression :

- Article 25 de la Constitution,
- Code sur la Ratification de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et le Protocole additionnel, article 10.

2. Accès aux droits politiques, civiques et sociaux:

- Traité de Lausanne
- Articles 38/3, 39/1, 40, 41/1, 41/2, 42/1, 43, 39/5, 39/4, 39/3, 39/2, 38/2 et 38/1,
- Articles 13, 26, 28, 33 et 74 de la Constitution,
- Article 5 de la Loi sur la presse,
- Articles 3, 6, 12 et 16 de la Loi sur les fondations,
- Article 2 de la Loi sur l'enseignement des langues étrangères,
- Article 4 de la Loi sur la création d'entreprises de radio et de télévision et leur diffusion.

3. Protection contre les traitements xénophobes ou discriminatoires :

- Article 10 de la Constitution,
- Articles 122, 340, 341 et 342 du Code pénal,
- Décisions prises par le pays relativement à des modèles alternatifs culturels ou autres (tels qu'un État confessionnel ou séculier, ainsi que des choix concernant la régulation du mariage, la vie de famille et l'égalité de genres dans des domaines où diverses cultures ont des approches différentes),
- Articles 2, 13, 14, 68, 81, 103, 136 et 174 de la Constitution.

4. Entités et processus qui promeuvent et/ou protègent l'entente entre plusieurs communautés ethniques ou religieuses :

- Articles 3, 6, 16, 41 et 54 de la Loi sur les fondations,
- Contenus obligatoires dans les programmes d'éducation qui traitent des relations entre cultures ou religions,
- Article 2/e de la Loi sur l'enseignement privé.

ÉVÉNEMENTS ET TENDANCES INFLUENTS ET LEUR IMPACT

Événements positifs :

Repas de rupture du jeûne réunissant d'importants dirigeants religieux de tous les groupes et la Direction des affaires religieuses de Turquie,

Visite du Pape Benoît XVI en Turquie en 2006, visite récente du cardinal Schönborn en Turquie en 2008,

Visites et rencontres régulières du Directeur des affaires religieuses, le professeur Ali BARDAKOĞLU, avec les dirigeants nationaux et internationaux, à l'occasion de rencontres dans le cadre du Conseil européen des dirigeants religieux, de la Conférence mondiale des religions pour la paix et de la Conférence de Doha pour le dialogue entre les religions,

Rencontre sur le dialogue interreligieux du point de vue de l'histoire, de la doctrine et de la fonctionnalité, organisée à Kizilcihamam par la Direction des affaires religieuses de Turquie en 2007,

Journées du tourisme religieux I, II et III, organisées par la Direction des affaires religieuses de Turquie en 2002, 2004 et 2006.

Événements négatifs :

Meurtre du père Santoro,

Meurtre des missionnaires de la province de Malatya.

BONNES PRATIQUES

Événements et activités interreligieux et interculturels dans le cadre de l'Alliance des Civilisations

1. Messages du professeur Ali Bardakoğlu et articles de presse concernant la tolérance, les fois et le dialogue interreligieux ; par exemple «Culture of Co-existence in Islam: The Turkish Case» – 30.05.2008, Conférence sur la paix et la tolérance II, avec le soutien de la Fondation Appel à la conscience et le Patriarcat grec orthodoxe et avec la participation du professeur Ali Bardakoğlu, Istanbul, - 07.10.2005, «Religion Promotes Peace and Condemns Violence» par le professeur Ali Bardakoğlu, Istanbul - 09.06.2005, «Dialog and Tolerance», par le professeur Ali Bardakoğlu, Antalya, 08.12.2004
 2. Projet de l'Alliance des Civilisations
-

LES PRINCIPAUX POINTS FAIBLES DE LA SOCIÉTÉ TURQUE (de l'administration et de toute la société civile) qui l'empêchent d'améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses, aussi bien internement qu'au niveau international :

3. Il existe certains mouvements créés en particulier par des tendances nationalistes dans le but de protéger la nation. Ils essaient également d'arborer la même attitude dans les médias afin d'imposer leurs vues nationalistes. Mais en fait, ces approches nationalistes ne contribuent pas à améliorer les relations interculturelles et interreligieuses ; au contraire, elles empêchent leur existence.
 4. La langue de communication et les codes culturels en Turquie peuvent représenter un obstacle au développement des relations interreligieuses et interculturelles. Les négociations au sein de l'UE, par exemple, sont parfois perçues comme une question
-

religieuse et culturelle par certaines personnes. Ces malentendus peuvent être à l'origine de pensées négatives par rapport aux relations interreligieuses et interculturelles.

LES PRINCIPAUX POINTS FORTS DE LA SOCIÉTÉ TURQUE (de l'administration et de toute la société civile) qui l'aident à améliorer ses relations interculturelles et interreligieuses, aussi bien internement qu'au niveau international :

-
5. La Turquie, grâce à son passé historique (le fait de présenter une histoire commune pour les principales religions) et à sa position actuelle de pont entre l'ouest et l'est, dispose de nombreuses occasions importantes d'établir de bonnes relations, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Ce fait peut être considéré comme la plus grande force de la société du pays.
-

Événements, développements, faits, tendances ou événements possibles dans le futur hors de la TURQUIE qui représentent ou pourraient représenter une menace pour la contribution positive de la TURQUIE à l'équilibre entre cultures et religions :

-
6. Le point faible auquel nous avons fait référence plus haut peut également être perçu comme une menace. Il s'agit des approches nationalistes qui cherchent à protéger la nation et de leur influence dans les médias.
 7. Il existe également des approches fondamentalistes qui voient dans le dialogue interreligieux un acte de trahison.
-

Événements, développements, faits, tendances ou événements possibles dans le futur hors de la TURQUIE qui représentent ou pourraient représenter une opportunité pour la contribution positive de la TURQUIE à l'équilibre entre cultures et religions :

-
1. La participation à des rencontres internationales, comme celles du Conseil européen des dirigeants religieux ou de la Conférence mondiale des religions pour la paix,
 2. Le projet de l'Alliance des Civilisations,
 3. Le processus d'adhésion à l'UE qui aide à prendre des mesures pour établir une entente.
-

LIGNES D'ACTION PROPOSÉES POUR AMÉLIORER LA SITUATION

Education – Promouvoir l'enseignement interculturel et des droits de l'homme, afin de garantir que partout les étudiants développent une compréhension d'autres cultures et religions ;

Jeunesse – Mettre en place une vaste initiative d'emploi pour les jeunes dans les pays où le chômage, l'aliénation et l'extrémisme sont des problèmes majeurs ;

Médias – Développer des initiatives communes pour la production de films et d'émissions de télévision présentant la diversité comme un trait naturel de la société ; travailler à la sensibilisation des audiences à des thèmes décisifs au niveau culturel ;

Migration – Développer des réseaux sociaux qui favorisent l'intégration des communautés d'immigrés et le dialogue interculturel.

-
1. Créer des départements interreligieux et interculturels dans les universités au niveau des études de master et de doctorat et organiser des ateliers de formation réciproque.
 2. Organiser des événements permettant à chaque culture religieuse d'exprimer ses propres expériences et perspectives.
-

3. Organiser des programmes d'échange entre organisations gouvernementales et civiles dans le cadre de programmes interculturels.
 4. Communiquer les résultats d'événements interculturels aux organisations gouvernementales et aux médias.
-
-